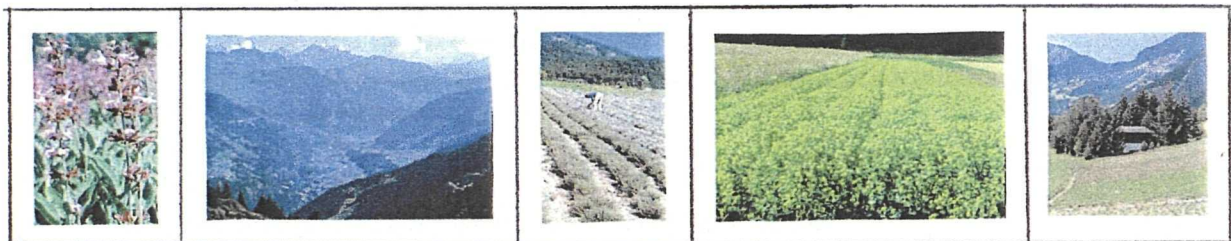


UNE APPROCHE DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE EN VALAIS

LA CULTURE DES PLANTES AROMATIQUES ET MEDICINALES



Anne Fournier
Nendaz

Juin 2003

Mémoire de licence présenté à la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg

TB
12.257

3563257

Médiathèque VS Mediathek



1010605175



05/182

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	p. 1
1 LA RECHERCHE	p. 5
1.1 Méthodologie et population étudiée	p. 5
1.2 Déroulement de l'enquête	p. 7
2 CADRE THEORIQUE	p.11
2.1 Approches ethnologiques et sociologiques de l'agriculture	p.11
2.1.1 Bref historique de la sociologie rurale	p.11
2.1.1.1 <i>Intérêt pour les collectivités rurales des pays occidentaux</i>	p.11
2.1.1.2 <i>Etudes rurales suisses</i>	p.12
2.1.2 « Paysan » ou « agriculteur » ?	p.12
2.1.3 Paysannerie et agriculture : notions sociologiques	p.14
2.1.4 L'agriculture suisse	p.16
2.1.5 Le mythe suisse du paysan	p.18
2.2 Paysage, environnement et montagne	p.19
2.2.1 Les enjeux du paysage	p.19
2.2.2 L'entretien du territoire	p.21
2.2.3 Analyse des discours sur la montagne	p.21
2.2.3.1 <i>Regards citadins sur la montagne</i>	p.21
2.2.3.2 <i>Les Alpes et l'identité nationale suisse</i>	p.22
2.3 L'anthropologie du Valais	p.23
2.3.1 L'anthropologie américaine et le Valais	p.24
2.3.1.1 <i>Terrains et méthodes</i>	p.24
2.3.1.2 <i>Le paysan de montagne des anthropologues américains</i>	p.25
2.3.1.3 <i>Les différents types d'approche</i>	p.26
2.3.1.4 <i>Relation Etat-paysans</i>	p.27
2.4 Points de vue de l'anthropologie suisse	p.29
2.4.1 Intégration des collectivités locales montagnardes dans la société nationale	p.29
2.4.1.1 <i>Urbanisation de la montagne</i>	p.29
2.4.1.2 <i>Domination politique</i>	p.29
2.4.1.3 <i>Traditionalisme</i>	p.31
2.4.2 L'agriculture à titre accessoire : pistes d'interprétation	p.32
2.5 La fin des paysans ?	p.33
3 CONTEXTE POLITIQUE	p.35
3.1 Historique	p.35
3.1.1 Des années 1850 aux années 1990	p.35
3.1.2 La mutation de la politique agricole dans les années 1990	p.37
3.1.3 Politique agricole actuelle	p.38
3.1.4 Conception politique de la relation entre l'agriculture et l'environnement	p.40
3.1.4.1 <i>Multifonctionnalité de l'agriculture</i>	p.40
3.1.4.2 <i>Développement durable</i>	p.40
3.1.5 Instruments de la politique agricole	p.41
3.2 Le cas particulier de l'agriculture de montagne	p.42
3.2.1 Définition politique de l'agriculture de montagne	p.42
3.2.2 Une assistance nécessaire	p.43
3.2.3 Les missions politiques de l'agriculture de montagne	p.44
3.3 Les paysans suisses face à la politique agricole actuelle	p.44

3.3.1	Sens et identité	p.44
3.3.2	Dépendance à l'Etat et au marché	p.45
3.3.3	Perception des mesures écologiques et conflits de savoirs	p.46
4	L'AGRICULTURE EN VALAIS	p.48
4.1	Spécificité valaisanne	p.48
4.2	Contexte politique, économique, géographique	p.49
4.2.1	L'agriculture valaisanne dans son contexte géographique	p.49
4.2.2	Politique agricole valaisanne	p.51
4.2.3	Modernisation et intégration de l'agriculture de montagne	p.54
4.2.3.1	<i>Pratiques agricoles de plaine et de montagne</i>	p.54
4.2.3.2	<i>Agriculture et économie locale</i>	p.55
4.3	L'agriculture à titre accessoire	p.57
5	LA CULTURE DES PLANTES MEDICINALES	p.59
5.1	Contexte suisse et valaisan	p.59
5.2	Historique	p.60
5.2.1	Les débuts	p.60
5.2.2	Une volonté politique	p.60
5.2.3	L'industrie	p.61
5.3	Rôle de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole	p.63
5.3.1	Adaptation aux objectifs politiques	p.63
5.3.2	Le Centre de recherche agronomique des Fougères et le groupe Plam RAC	p.64
5.3.3	Le rôle de la vulgarisation agricole	p.65
5.4	La coopérative Valplantes : un lien entre les producteurs et le marché	p.66
5.4.1	Description du fonctionnement de l'organisation	p.66
5.4.2	Un intermédiaire entre producteurs et acheteurs	p.68
5.4.3	Coopératives de producteurs de plantes médicinales en Suisse	p.69
5.4.4	L'obligation de la montagne	p.69
5.5	Aspects agricoles	p.70
5.6	Aspects commerciaux	p.71
5.6.1	Un secteur de l'agriculture sous contrat,	p.71
5.6.2	Les plantes médicinales sur le marché	p.72
5.7	Valeurs à la base du lancement de la culture des plantes médicinales	p.73
6	ANALYSE	p.75
6.1	Regard ethnographique sur les cultivateurs de plantes médicinales	p.75
6.2	La culture des plantes médicinales : une réponse aux pressions externes	p.76
6.2.1	L'agriculture de montagne : une valeur reconnue, une cause à défendre	p.77
6.2.2	La culture des plantes médicinales pour perpétuer l'agriculture de montagne	p.78
6.2.3	Stratégies de résistance aux contraintes politiques	p.79
6.2.3.1	<i>Perception par les cultivateurs du bien-fondé des lois</i>	p.79
6.2.3.2	<i>Réactions</i>	p.81
6.2.4	Perception des contraintes économiques	p.82
6.3	Pouvoirs internes	p.83
6.3.1	Des discours différents	p.83
6.3.1.1	<i>Discours officiels et discours occultés</i>	p.83
6.3.1.2	<i>Un exemple : l'agriculture biologique</i>	p.84
6.3.1.3	<i>Salaire-horaire et organisation du travail</i>	p.87
6.3.1.4	<i>Autres divergences de vues : aspects économiques et politiques</i>	p.88
6.3.2.	Représentation des attentes	p.91

6.3.2.1	<i>Intérêt pour la politique agricole et le marché</i>	p.91
6.3.2.2	<i>Conception du rôle de l'agriculture</i>	p.92
6.4	Aspects non-marchands	p.93
6.4.1	Différentes logiques économiques	p.93
6.4.2	Les motivations	p.94
6.4.3	La consommation des plantes	p.96
6.5	Représentations liées à la différence et à l'identité	p.98
6.5.1	Pratiques, légitimations et significations	p.98
6.5.2	Représentations liées aux notions de « plaine » et de « montagne »	p.100
6.5.3	Plantes médicinales et identité	p.102
6.6	Perception de l'environnement	p.103
CONCLUSION		p.105

INTRODUCTION

Depuis une vingtaine d'années, le paysage agricole valaisan est marqué par une nouvelle culture : celle des plantes aromatiques et médicinales, qui croissent principalement sur les pentes des vallées latérales comme celles de la rive droite du Rhône et du coteau de son adret. La pratique de cette culture m'a paru un sujet digne d'intérêt et riche en significations anthropologiques. Cette activité agricole m'était peu connue, malgré une proximité géographique certaine, ce qui m'a aussi poussé à l'étudier de plus près. Son insertion dans un cadre plus large, l'agriculture de montagne, m'a rendue attentive aux contre-coups des changements d'orientation de la politique agricole sur les pratiques locales.

Qui sont ces paysans de montagne qui cultivent des plantes médicinales et aromatiques sur leurs terres ? Comment leur est venue l'idée de se lancer dans cette culture, qui fait plutôt songer à la Provence qu'aux montagnes valaisannes ? Quelles représentations liées aux plantes et à la pratique de l'agriculture peut-on observer chez les cultivateurs ? Des valeurs identitaires peuvent-elles expliquer dans une certaine mesure l'essor de cette culture ? Comment ces représentations et ces valeurs se manifestent-elles, au niveau individuel et au niveau collectif ? Comment ces plantes sont-elles présentées sur un marché souvent peu favorable aux productions agricoles ? Quelles structures encadrent cette culture ?

Toutes ces questions appelaient des réponses, c'est à cette tâche que je me suis attelée.

La culture des plantes doit être comprise dans sa totalité, avec toutes ses facettes, même les moins visibles. Il faut tenir compte des représentations des cultivateurs sur l'agriculture en général et la culture des plantes médicinales en particulier : comment et pourquoi cultive-t-on ? On doit aussi repérer les valeurs des uns et des autres : tous les cultivateurs ont-ils le même point de vue ? Quelles sont les valeurs chères aux institutions, aux « élites » qui les encadrent ? On doit enfin clarifier l'organisation de la filière de production et de commercialisation, avec son cortège de publicités, de stratégies de marketing et de manipulations de l'image.

Les plantes aromatiques et médicinales, à l'instar des autres productions, sont soumises aux impératifs de la politique agricole suisse et à ceux imposés par la société marchande, à leur tour fonction de la situation internationale. Revenons à nos agriculteurs valaisans : comment sont-ils intégrés par la politique nationale ? Comment s'accommodent-ils des lignes

directrices qui leur sont données, quelles perceptions en ont-ils et comment se représentent-ils les pouvoirs auxquels ils sont soumis ? Quelles pratiques et quels discours mettent-ils en place pour négocier leur identité dans le contexte qui les entoure ? Comment la culture des plantes médicinales en tant qu'institution se situe-t-elle par rapport aux pressions de la politique et du marché sur le monde agricole ?

Ma démarche a consisté à construire une interprétation des discours des cultivateurs de plantes médicinales après les avoir circonscrits, et à les confronter avec des connaissances théoriques préalablement acquises à travers la lecture de textes sur l'agriculture suisse, sur la paysannerie de montagne valaisanne et de documents concernant la culture des plantes médicinales. J'ai ainsi été sensible aux points de friction que mon étude a pu dévoiler, et que j'ai tenté d'interpréter sur la base de connaissances théoriques.

Ce travail se divise en deux parties principales. La première pose les bases de l'analyse, en présentant des théories de chercheurs en sciences sociales d'une part, et les notions fondamentales de la politique agricole d'autre part. La seconde concerne plus particulièrement la culture des plantes médicinales, puisqu'on y trouve d'abord une présentation du monde agricole valaisan, auquel elle participe, et de l'organisation de la filière des plantes médicinales qui conditionne cette participation. L'analyse des données clôt cette partie et le travail.

Le premier chapitre présente la méthodologie qui a été la mienne : les personnes que j'ai rencontrées, les limites géographiques du « terrain » et les autres facteurs qui déterminent concrètement l'enquête et, partant, influent sur ses résultats.

Dans le deuxième chapitre j'ai traité les bases théoriques de mon analyse et synthétisé les recherches ethnologiques sur des thèmes se rattachant au mien : études sur la paysannerie en général, mais plus particulièrement suisse et valaisanne. J'ai concentré mon attention sur les valeurs privilégiées des agriculteurs mises à jour par les différents auteurs. Les grands axes de l'anthropologie du Valais ont également retenu mon attention. Ce canton suisse a fait l'objet de nombre de recherches en sciences sociales. Quels chercheurs se sont intéressés à cette région, et que ressort-il de leurs analyses ? Le but de ce chapitre est de poser les jalons d'une compréhension de la société valaisanne et, à l'intérieur de cette dernière, du système de représentations de ses paysans.

Le troisième chapitre s'occupe de la politique agricole suisse, de son évolution depuis ses débuts au XIX^{ème} siècle, de ses options fondamentales, des moyens mis en œuvre par les autorités fédérales pour assurer la conformation des agriculteurs aux lignes directrices de cette politique. Le discours qui ressort des textes officiels au sujet de l'agriculture de montagne, l'image qu'il donne et ses conséquences pratiques ont également retenu mon attention. Le but de ce chapitre est de cerner la manière dont la politique agricole exerce un pouvoir sur les paysans, à travers les mesures qu'elle met en place. L'historique de la politique agricole suisse depuis la moitié du XIX^{ème} siècle jusqu'au début du XXI^{ème} est éclairante à cet égard : elle change du tout au tout durant cette période et, avec elle, l'image que les paysans se font d'eux-mêmes et de leur rapport à l'Etat.

Le quatrième chapitre pose des repères pour la compréhension des conditions pratiques de l'agriculture valaisanne. Quelques notions géographiques, économiques et sociologiques y sont développées. Il est une présentation globale des conditions d'existence des agriculteurs valaisans. La culture des plantes médicinales ne peut être abordée comme un fait isolé. Elle doit au contraire être située dans l'ensemble compact formé par les pratiques agricoles de montagne, où elle a trouvé sa place. En Valais, cette culture se combine généralement avec d'autres activités, agricoles ou non. Elle revêt alors un caractère d'activité accessoire à but explicitement lucratif. Le revenu qu'on en tire s'ajoute souvent à un salaire, ce qui montre l'intégration de cette culture dans un système économique plus vaste : celui, particulier, d'un canton tirant une bonne part de son revenu du tourisme.

Le cinquième chapitre présente la culture des plantes médicinales en Valais et ses multiples liens avec un contexte plus global : le monde agricole suisse et valaisan, la politique, le marché, l'industrie. Cette partie aborde également la structure qui encadre les cultivateurs valaisans. Cette structure est considérée dans sa fonction de médiation entre les cultivateurs et les forces externes que sont l'Etat et le marché.

Enfin, le dernier chapitre est proprement empirique. On y trouve des réponses aux questions posées plus haut, ainsi que le développement de quelques thèmes qui m'ont intriguée. L'idée est de mettre au jour les stratégies élaborées par des paysans de montagne, en l'occurrence des cultivateurs de plantes médicinales, pour s'adapter, selon leurs moyens et avec le plus haut degré de cohérence possible, aux contraintes qui pèsent sur leurs pratiques agricoles, sur leurs habitudes et sur leur savoir-faire propre. Des différences internes apparaîtront aussi, révélatrices de rapports de forces et de manipulation de l'image ; les motivations non marchandes des cultivateurs de plantes médicinales, leurs relations à ces plantes seront analysées, ainsi que leur perception de l'environnement. L'accent sera mis sur les différents

CHAPITRE 1 : LA RECHERCHE

1.1. Méthodologie et population étudiée

Mon enquête porte sur une population d'agriculteurs de montagne valaisans qui cultivent des plantes médicinales. En réalité, je n'ai rencontré qu'une petite partie de toutes les personnes qui s'adonnent à cette activité : ce travail repose sur des données empiriques provenant de treize des quelque cent dix exploitations concernées. De plus, j'ai limité géographiquement mon aire de travail au Valais central, c'est-à-dire à la région située entre Martigny et Sierre (*cf.* annexe No 1), parce que c'est dans cette région du canton que se trouve la plus forte concentration de ces cultures.

Le hasard a largement présidé à la phase de recherche des interlocuteurs. J'ai néanmoins veillé à ce que les deux sexes soient représentés, ainsi que les différentes catégories d'âge et les diverses manières de pratiquer la culture des plantes médicinales, sans pour autant prétendre à une quelconque représentativité qui, à en croire Stéphane Beaud et Florence Weber, n'est rien de moins qu'un fantasme de chercheur en sciences sociales (Beaud et Weber, 1997).

Le nombre restreint d'entretiens suffit à réduire à néant toute velléité d'objectivité. Il s'agit ici clairement d'un travail à vocation qualitative: les résultats n'ont pas un statut de vérité absolue ; ils sont éclairés avec des éléments théoriques et des acquis d'autres recherches. De nombreux auteurs ont traité cette notion d'« objectivité ». Bernard Kayser insiste sur la subjectivité intrinsèque du chercheur, sur celles des enquêtés, et sur la nécessité de confronter ces subjectivités (Kayser, 1989, p. 90). Selon lui, les différentes subjectivités des enquêtés produisent de l'objectivité (Kayser, 1989, p. 75). Le choix délibéré de rencontrer uniquement des agriculteurs qui pratiquent cette culture est un facteur supplémentaire de subjectivité.

Toutes les personnes rencontrées résident en Valais, mais dans des villages différents, comme on peut le voir sur la carte en annexe (annexe 1). Mon approche n'est pas de type « villageois » : elle se distingue, notamment, du modèle théorique de l'unité villageoise,

concept utilisé en son temps par des anthropologues américains¹. Ce modèle relève d'une tradition des études rurales.

Le choix de l'échelle est déterminant pour les recherches en sciences sociales. L'unité privilégiée par les chercheurs reste le village, la commune. Kayser invoque le rôle d'anthropologues américains spécialisés dans les *community studies* centrées sur le village, la commune, notamment dans le cadre d'études menées en Europe occidentale. Il souligne l'engouement pour les unités villageoises, considérées comme « des réalités vivantes, chargées de sens et souvent de valeurs vraies » (Kayser, 1989, p. 47). Jacques Maho critique cette approche villageoise. Il l'assimile à l'œil de la mouche : au lieu de permettre un regard d'ensemble, elle amènerait à « une mosaïque de collectivités singulières, dont chaque population est ineffable, originale et descriptible par un seul ethnologue ou sociologue » (Maho, 1980, cité par Kayser, 1989, p. 48). Cette approche particulariste est bien présente dans les études d'anthropologues américains sur des villages valaisans². Ellen Wiegandt explique son choix du village comme unité d'étude par deux avantages qu'elle trouve à cette méthode : la possibilité d'analyser les institutions au fil du temps et celle de mieux comprendre les relations entre un petit nombre de paysans et leur milieu naturel et politique (Wiegandt, 1980, p. 89). Ces travaux sont critiqués par Pierre Centlivres, qui se demande : « dans quelle mesure le choix du village comme lieu et objet d'enquête est compatible avec la volonté d'expliquer par quels processus et quelles institutions la communauté villageoise s'articule à l'ensemble plus vaste dont elle dépend » (Centlivres, 1980, p. 39). En limitant le terrain d'enquête à un village, selon Centlivres, les anthropologues américains, même s'ils prêtent attention aux influences de la société globale et au rôle de l'Etat, saisissent difficilement les processus de formation régionale. Ils affichent pour la petite communauté de montagne un goût dénotant « une recherche du primitif et de l'archaïque » (Centlivres, 1980, p. 54).

Je me fonde quant à moi sur une conception régionale, qui me semble plus appropriée pour traiter le sujet. François Hainard utilise ce type d'approche dans sa thèse sur la collectivité rurale du Val de Travers (Hainard, 1981), ainsi que d'autres chercheurs suisses, je pense

¹ Le village est l'unité d'étude privilégiée des anthropologues américains traitant du Valais (Centlivres, 1980, p. 39), notamment dans les années 1970. Nous y reviendrons.

² Daniela Weinberg (1975b), par exemple, répète tout au long de son texte les mots « Bruson », « Brusonin » qui soulignent la particularité de son terrain : elle ne parle pas d'un autre village. Netting (1981) insiste à plusieurs reprises sur la situation exceptionnelle de la population qu'il étudie : elle serait si particulière qu'elle interdirait toute généralisation.

notamment à Yvonne Preiswerk et à Bernard Crettaz au sujet du Val d'Anniviers en Valais (Preiswerk, 1983 ; Crettaz, 1979).

Le choix d'adopter une perspective régionale s'est en quelque sorte imposé pour ce travail : la culture des plantes médicinales est une activité qui se pratique dans divers endroits (*cf.* annexe No 2) avec néanmoins des concentrations observables. Une approche centrée sur un seul village aurait amené des résultats par trop partiels. L'approche régionale présente l'avantage de permettre des comparaisons fructueuses, et de faciliter la perception de pratiques particulières lorsqu'on est face à des oppositions. Elle permet enfin de mettre au jour des stratégies différentes mises en place par des agriculteurs pour s'adapter à des contraintes politiques et économiques, témoignant de la diversité des attitudes possibles.

1.2. Déroutement de l'enquête

Mon enquête sur le terrain est faite uniquement d'entretiens, sans observation participante. Il faut préciser que le but, ici, est de saisir les discours des différents interlocuteurs et de les mettre en perspective, pas nécessairement de vérifier leurs dires à la manière d'un inspecteur de police, ni d'atteindre un degré de vérité plus ou moins élevé. Ce sont les discours sur les comportements, et non les comportements eux-mêmes qui comptent.

Chaque interlocuteur a un discours subjectif, pour plusieurs raisons et de plusieurs manières. Il pourra accentuer certains aspects et en passer d'autres sous silence, selon l'image qu'il cherche à donner de lui, de sa famille ou d'un autre groupe social auquel il appartient, comme celui des paysans de montagne valaisans, ou encore de son village, sa commune, ou de sa vallée. Les attentes qu'il suppose chez l'enquêteur peuvent également être déterminantes : il cherchera peut-être à se conformer à l'image qu'il pense qu'on a de lui, ou alors à influencer sur elle. Il peut enfin présenter des revendications à l'enquêteur qui, même s'il les juge justifiées, ne peut en rien changer la situation de son vis-à-vis.

Les résultats de l'enquête sont donc à prendre avec précaution, mais n'en reflètent pas moins une certaine réalité. Comme l'écrit Yvan Droz, « conditions objectives et perceptions subjectives sont au même titre constitutives de la réalité sociale » (Droz, 2001b, p. 129).

Pour la partie empirique de ce travail de mémoire, j'ai réalisé treize entretiens avec des producteurs de plantes médicinales (*cf.* annexe No 3). Le nombre de personnes ayant pris part à ces entretiens s'élève à vingt-deux, le plus souvent des membres de la famille de la personne

contactée. Toutes les contributions ont été prises en compte. Sur le nombre total de cultivateurs rencontrés, onze sont des femmes. L'âge de mes interlocuteurs varie entre vingt et un ans et une septantaine d'année.

Par ailleurs, j'ai rencontré deux personnes employées par le Centre de recherche agronomique responsable des plantes médicinales, le Centre des Fougères, situé à Conthey (Valais). J'ai également rencontré le gérant de la coopérative chargée de l'écoulement de la marchandise, appelée Valplantes.

Nous verrons plus loin que l'organisation et la structure de l'agriculture valaisanne révèlent une grande diversité. Cette diversité explique celle de mon échantillon.

Sept des treize entretiens avec des cultivateurs ont été réalisés avec des agriculteurs professionnels, qui tirent la plus grande partie de leur revenu ou du revenu du ménage de l'agriculture. Parmi ces exploitations, deux sont constituées avant tout de plantes médicinales. Les six autres entretiens ont été menés avec des personnes qui pratiquent l'agriculture à titre accessoire. Pour elles, la culture des plantes médicinales constitue une activité annexe, s'ajoutant parfois à d'autres activités agricoles et dans tous les cas à un revenu non agricole, sous forme d'un salaire ou d'une rente AVS³.

Parmi les personnes rencontrées, seuls deux hommes étaient célibataires et sans enfant(s).

J'avais posé comme unique condition dans la recherche de mes interlocuteurs le fait qu'ils cultivent des plantes médicinales (en excluant les personnes ayant abandonné cette activité, qui auraient sans doute donné une opinion un peu différente). En outre, je ne les ai pas choisis en fonction d'un quelconque critère de meilleure connaissance du sujet. Au contraire, pour une partie de mon échantillon, j'ai volontairement cherché des personnes qui, généralement, ne prennent pas la parole. Je ne me suis pas inspirée à cet égard de François Hainard, qui a quant à lui sélectionné des « personnes supposées le mieux au courant des problèmes traités, ayant 'le maximum de conscience possible' » (Hainard, 1981, p. 48).

Il m'a été facile de trouver moi-même certains cultivateurs, car ce sont des personnages médiatisés, qui se donnent une certaine visibilité. Par conséquent, ils sont systématiquement nommés dès qu'on aborde le sujet de la culture des plantes médicinales. Les deux employés

³ AVS : Assurance vieillesse et survivants, sous la forme d'une rente allouée aux retraités.

du Centre des Fougères sont également facilement accessibles : par ailleurs, je les connaissais personnellement.

En revanche, une difficulté surgit lorsqu'il s'agit d'élargir l'éventail des interlocuteurs. Malgré une bonne volonté que je ne saurais mettre en doute, nul ne semblait voir l'intérêt de me donner les noms de cultivateurs de plantes médicinales « discrets ». L'opinion répandue est sans doute que les cultivateurs les plus visibles connaissent mieux le sujet et sont par conséquent plus à même de me renseigner. On leur reconnaît le rôle de porte-parole. Les cultivateurs « discrets » déclaraient souvent n'être « pas les seuls à cultiver des plantes médicinales », laissant entendre que je pourrais tout aussi bien rencontrer quelqu'un d'autre. Le recours à des personnes habitant des villages où cette culture se pratique beaucoup, pas agriculteurs eux-mêmes, a été nécessaire pour repérer de « petits » cultivateurs.

Les entretiens peuvent être qualifiés de semis-directifs, quoique relativement directifs, si on se réfère aux notions de Françoise Lieberherr (Lieberherr, 1980a, p. 34) : les questions étaient préparées à l'avance, mais les digressions de l'interlocuteur bienvenues et encouragées. Les sujets abordés étaient les mêmes pour tout le monde : aspects pratiques et techniques de la production des plantes médicinales, politique agricole, aspects économiques, relations sociales, etc. La durée des entretiens a fortement varié de l'un à l'autre, oscillant entre trois quarts d'heure et plusieurs heures.

Le premier contact a été établi par téléphone. Tous mes interlocuteurs ont accepté de m'accorder un entretien, avec plus ou moins d'enthousiasme. Néanmoins, une conversation téléphonique n'a pas débouché sur un entretien.

Onze des entretiens avec des producteurs ont eu lieu au domicile des personnes, un dans un café et un dans un dépôt agricole, sur rendez-vous. La plupart ont été réalisés en hiver, ce qui me semble une bonne chose lorsqu'on se penche sur l'agriculture, car cette saison est la moins chargée de travaux. Du printemps à l'automne, l'enquête aurait pu être enrichie par l'observation, mais au détriment de la disponibilité des hôtes.

J'ai enregistré les entretiens, sauf dans deux cas, où les personnes préféraient clairement que je prenne des notes, ce qui découle certainement, en partie, d'un manque de clarté de ma part au sujet de l'utilisation des données. Par la suite, j'ai pris soin de bien expliquer que les bandes sonores auraient un usage strictement personnel, et de leur assurer l'anonymat. J'ai retranscrit les entretiens dans leur intégralité, sauf lorsque des digressions s'éloignaient trop du sujet de mon travail.

Pour compléter mes données empiriques, j'ai collecté des articles de presse pour voir quelle image est donnée au public par les « porte-parole » de la culture des plantes médicinales en Valais à travers les médias. J'ai aussi suivi des émissions de télévision sur le sujet ; j'ai tenu compte des documents que certains de mes interlocuteurs me donnaient. Enfin, j'ai consulté systématiquement les écrits publiés par les différents acteurs de la culture des plantes médicinales.

CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE

2.1. Approches ethnologiques et sociologiques de l'agriculture

2.1.1. *Bref historique de la sociologie rurale*

2.1.1.1. *Intérêt pour les collectivités rurales des pays occidentaux*

Il ne me paraît pas inutile de retracer les grandes lignes de l'histoire de la sociologie rurale. A en croire François Hainard, cette dernière est plus récente en Europe qu'aux Etats-Unis, où elle apparaît à la suite de la guerre de Sécession, dans les années 1860. Cette sociologie américaine se caractérisait par une approche quantitative et des liens très étroits avec les instances officielles chargées de l'agriculture (Hainard, 1981, p. 16). Elle est critiquée pour son absence d'orientation théorique et ses lacunes méthodologiques ; on lui adresse un autre reproche, au début des années 1980 : celui de travailler pour des intérêts privés (Hainard, 1981, pp. 17-18).

Pour le volet ethnologique, Pierre Centlivres fait remonter aux années 1920 un déplacement du centre d'intérêt, des peuples « primitifs », « non-civilisés », à toutes les sociétés humaines (Centlivres, 1980, pp. 36-38).

En Europe, on parle de « sociologie rurale » depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, bien que des études sur ce sujet existent depuis plus d'un siècle. Avec la guerre froide et la décolonisation, on assiste à un « regain d'intérêt pour les cultures rurales traditionnelles du Vieux Monde » (Centlivres, 1980, p. 39). A cette époque des anthropologues anglophones commencent à s'intéresser à des communautés rurales européennes, sous l'influence de Kroeber qui, le premier, introduit l'étude des paysanneries des pays occidentaux dans le cadre de la recherche anthropologique (Wiegandt, 1973, p. 35). L'influence de ces études rurales américaines se fait sentir sur des chercheurs européens (Hainard, 1981, p. 19).

Il existe néanmoins clairement en Europe une tradition locale d'étude des sociétés rurales, notamment en France, pensons par exemple à l'œuvre imposante du folkloriste Arnold van Gennep.

2.1.1.2. Etudes rurales suisses

Pour Hainard, le développement des études suisses sur des collectivités rurales est à mettre sur le compte de deux éléments. Le premier est l'intérêt des anthropologues anglo-saxons pour le sujet, qui déclenche celui des chercheurs suisses (Hainard, 1981, p. 22). Dans ce contexte, les études d'anthropologues venus des Etats-Unis dans des villages suisses leur révèlent une « une altérité proche » (Centlivres, 1980, p. 54). Ces anthropologues sont les auteurs d'une part importante des études sur les collectivités rurales en Suisse⁴. Nous reviendrons sur quelques-uns de ces travaux. L'intérêt des chercheurs suisses reste à relativiser. A en croire Hainard, « en Suisse, bien que l'on assiste aussi ces dernières années à un regain d'intérêt pour la paysannerie, les articles ou ouvrages traitant 'du paysan' ou 'des ruraux' sont plutôt rares ou alors, se cantonnent dans un domaine bien déterminé : la petite paysannerie de montagne des régions pré-alpines » (Hainard, 1981, p. 21).

L'anthropologue américaine Daniela Weinberg note dans les années 1970 le désintérêt des chercheurs suisses pour les sociétés rurales de leur pays (Weinberg, 1973, p. 19). Son concitoyen et collègue Robert McC Netting atteste la méfiance des ethnologues helvétiques qu'il a rencontrés dans le cadre de son étude sur un village de montagne valaisan (Netting, 1981). Centlivres explique l'intérêt tardif des chercheurs suisses pour ce type de recherches par plusieurs facteurs. Le premier est l'hésitation des ethnologues suisses à appliquer les outils analytiques de leur discipline à leur propre société. Une autre raison est la quantité de données déjà récoltées par d'autres disciplines des sciences humaines, qui donne aux populations un caractère déjà sur-étudié (Centlivres, 1980, pp. 40-41).

2.1.2. « Paysan » ou « agriculteur » ?

Quand on parle des sociétés rurales, on se heurte à un problème de vocabulaire. Comment désigner les acteurs sur qui portent les recherches ? « Paysan », « agriculteur », « chef d'exploitation », etc. sont des termes à définir ; on doit en préciser les modalités d'emploi.

Le *Petit Robert* donne pour le terme de « paysan » une définition relativement peu flatteuse, ainsi qu'une liste de dix synonymes, dont sept sont nettement péjoratifs : « bouseux,

⁴ Les regards extérieurs sur les paysans suisses sont encore d'actualité, puisqu'un anthropologue burkinabé, Lassina Millogo, mène en 2003 une recherche sur les agriculteurs de montagne valaisans (Cajeux, 2003)

cambrousard, croquant, cul-terreux, pécore, péquenaud, plouc » (*Petit Robert 1*. 1991, art. « paysan, ane »). Il définit le terme d'agriculteur de manière plus neutre.

Vu les connotations négatives du mot « paysan », l'ethnologue suisse Yvan Droz déclare l'avoir évité au début de ses travaux sur la paysannerie jurassienne, au profit de celui d'« agriculteur ». Puis il l'a utilisé, ayant constaté que ce terme est courant dans le langage quotidien des personnes, lorsqu'elles parlent entre elles. Les paysans se définiraient ainsi entre « gens du soi », mais, vis-à-vis de l'extérieur, privilégieraient l'appellation d'« agriculteur », plus valorisée par la société globale. L'utilisation de ces deux termes exprimerait ainsi une opposition entre « gens du soi » et « gens de l'autre » (Droz, 2001b, p. 132). François Hainard dit la même chose dans sa thèse sur la collectivité paysanne du Val de Travers (Hainard, 1981, pp. 27-28).

Jacques Rémy précise que les termes de « paysan » et d'« agriculteur », loin de simplement refléter cette opposition, « semblent faire l'objet d'incessantes manipulations et de retournements parfois inattendus, du péjoratif au mélioratif et retour, non pas seulement entre les « *gens du soi* » et les « *gens de l'autre* », mais aussi au sein même du groupe professionnel, dans le cadre des luttes internes pour le contrôle de l'image légitime du groupe » (Rémy, 2001, p. 177, italiques de l'auteur).

Mendras, qui a traité la question de la distinction entre « paysan » et « agriculteur », va plus loin : le terme de « paysan » est aujourd'hui périmé, du moins dans les pays industrialisés comme ceux de l'Europe occidentale. Dans l'optique de Mendras, une société paysanne est caractérisée par une relative autonomie à l'intérieur d'une société englobante (Mendras, 1992, p. 18), par une autarcie économique des unités villageoises, par une homogamie « endogamique » et par une culture spécifique. Les pays industrialisés n'ont donc plus de paysans, mais des producteurs agricoles (Mendras, 1992, p. 24).

Je pense quant à moi que « paysan » renvoie à une réalité socioéconomique, que d'aucuns ont appelé la « culture paysanne », qui implique l'existence d'un « tout », d'une certaine forme d'organisation sociale. En revanche, « agriculteur » est un terme moderne qui se rapporte plutôt à la profession, a une connotation avant tout économique, sectorielle, et est souvent utilisé au masculin. J'utiliserai les deux termes, partant du principe que l'agriculture suisse est

souvent qualifiée de paysanne⁵ (Schallberger, 2001, p. 104), et qu'à mes yeux ce terme n'a rien de péjoratif. Il a de plus l'avantage de contenir la dimension sémantique qui renvoie à la condition de vie (Hainard, 1981, p. 28).

Pour le cas précis de ce travail, qui traite du monde de l'agriculture de montagne valaisanne, je pense que le terme de « paysan » peut, bien sûr en schématisant, d'autant plus s'appliquer que l'altitude augmente. En effet, dans la plaine, on a plutôt une agriculture intensive, rationalisée et mécanisée, avec des exploitants professionnels, tandis qu'en montagne, les réalités agricoles et les représentations qui leur sont liées sont tout autres. C'est pourquoi on serait tenté de faire une distinction entre les agriculteurs de la plaine et les paysans de la montagne.

Les termes spécifiques à ce travail doivent aussi être précisés ici. J'utiliserai les termes de « cultivateur » et « cultivatrice » pour désigner toute personne s'adonnant à la culture des plantes médicinales. On peut nuancer en disant qu'il s'applique mieux aux personnes pour qui l'agriculture, et, *a fortiori*, la culture des plantes médicinales est une activité accessoire. Par opposition, l'« agriculteur » est une personne pour qui la culture des plantes médicinales participe à une exploitation agricole à titre principal. Ses besoins et ses attentes diffèrent donc de ceux des précédents, puisque son revenu dépend dans une large mesure de l'agriculture. Quant au mot « paysan », il sera utilisé dans son sens le plus général : toute personne cultivant la terre, mais plus particulièrement à titre accessoire. On voit qu'ici encore l'ambiguïté entre les différents termes est grande, et qu'ils peuvent parfois se substituer les uns aux autres.

2.1.3 Paysannerie et agriculture : notions sociologiques

Daniela Weinberg écrit dans les années 1970 que toutes les définitions courantes de la paysannerie s'inspirent largement de celle articulée par Kroeber en 1948 et approfondie par Redfield durant la décennie suivante (Weinberg, 1975b, p. 154). Kroeber décrit les paysanneries des pays occidentaux dans son livre *Anthropology* (1948) comme des « part-societies with part-cultures »⁶ (Wiegandt, 1973, p. 25). Redfield énonce le concept de « little community » dans son étude sur les paysans mexicains (Redfield, 1956). La « little community » est définie comme une entité distincte du reste du monde, petite, homogène et

⁵ C'est-à-dire caractérisée par une répartition des tâches à l'intérieur de la famille et une perspective temporelle de longue durée, tenant compte des générations futures.

⁶ « sociétés partielles possédant une culture partielle »

auto-suffisante (Weinberg, 1975b, p. 154). Le fait de travailler la terre n'est pas pour lui un critère déterminant pour l'appartenance à une société paysanne. On peut en faire partie et être artisan, commerçant ou notable. « Pour Redfield, tout individu qui vit dans une société paysanne est paysan » (Hainard, 1981, p. 26).

Mendras, sociologue français qui s'est distingué par des recherches fouillées sur le monde agricole, s'inspire clairement de Kroeber et de Redfield. A ses yeux, « une société paysanne est un ensemble relativement autonome au sein d'une société globale » (Mendras, 1992, p. 18). Ce rapport à la société globale est approfondi par Ellen Wiegandt, selon qui on doit impérativement tenir compte des relations entre les cultivateurs et l'Etat. A ses yeux, « les interactions entre différents groupes sociaux forment le sujet principal des études paysannes » (Wiegandt, 1973, p. 26). En effet, l'Etat définit la place des paysans dans la société, et leur attribue un rôle, par rapport auquel ils se positionnent.

Il serait illusoire de chercher à étudier l'agriculture ou la paysannerie au moyen de concepts uniquement économiques, issus de la société globale (Mendras, 1992, p. 301). Des motivations d'ordre social, moral ou symbolique déterminent également les comportements des agriculteurs, et non seulement la simple recherche du profit. La rationalité des paysans est une « rationalité dont les objectifs directs sont d'ordre social et moral au lieu d'être économiques » (Mendras, 1992, p. 127). Olivier de Sardan élève cet écart entre les deux rationalités, capitaliste et paysanne, au rang d'un fait : « le fonctionnement interne des économies paysannes continue manifestement de n'être pas commandé par la seule recherche du profit et ne peut être véritablement maîtrisé par les institutions politico-économiques nationales » (Olivier de Sardan, 1991, p. 566).

Dans la littérature anthropologique spécialisée, l'expression « ethos paysan » est récurrente⁷. Elle désigne le système de valeurs et de représentations qui détermine les pratiques agricoles. « On peut décrire le cœur de l'ethos paysan comme une 'volonté de domestication' qui n'a pas de motivation exclusivement économique » (Schallberger, 2001, p. 105). L'idéal de nature entretenue et la logique de mise en valeur optimale des terres participent à cet ethos paysan (Miéville-Ott, 2001a, pp. 19-20). J'y reviendrai.

Une autre composante de cet « ethos » est la conception, particulière aux paysans, semble-t-il, du travail et la valeur qui lui est attachée : « pour les paysans, la valeur suprême est le

⁷ Particulièrement dans le livre de Droz et Miéville-Ott (2001)

travail », écrit Mendras (1992, p. 107). A cet ethos du labeur est liée l'idée que les paysans se font de leur fonction au sein de la société. Aujourd'hui, en Suisse, « de très nombreux agriculteurs et agricultrices se considèrent comme les nourriciers de la nation » (Schallberger, 2001, p. 109).

Ces considérations ne doivent pas masquer le fait qu'il est hasardeux de parler d'« une » logique paysanne. Selon Olivier de Sardan, « derrière une méta-logique paysanne, des logiques multiples (économiques, techniques, sociales, symboliques, etc.) sont à l'œuvre (...), conjointement ou alternativement » (Olivier de Sardan, 1991, p. 567).

La paysannerie ne forme de loin pas un ensemble homogène : des mondes divers y coexistent (Hainard, 1981, p. 92). De nombreux auteurs se sont penchés sur cette diversité. Je n'entrerai pas dans les différentes typologies qu'ils ont pu élaborer⁸. En revanche, je reviendrai dans mon analyse sur l'hétérogénéité inhérente à la paysannerie. La diversité telle que se la représentent les paysans retiendra mon attention. Comme l'écrit Hainard, « si le non-paysan ne peut qu'énumérer un nombre limité de différences, le paysan, quant à lui, dispose de toute une série de critères qui lui permettent de parler des autres paysans, de les distinguer et de se situer par rapport à eux » (Hainard, 1981, p. 112). Parmi les critères de différenciation qu'il énumère, certains sont pertinents dans le cadre de ce travail : la zone dans laquelle est située l'exploitation (altitude, pente, climat, exposition, etc.), l'importance de l'activité agricole, la main d'œuvre, la propriété et l'utilisation de machines, la surface utilisée (Hainard, 1981, pp. 116-119).

2.1.4. *L'agriculture suisse*

Le cas de l'agriculture de montagne, et tout particulièrement de la forme locale qu'elle prend en Valais, ne peut que partiellement être comparée à celle d'autres régions de Suisse. La relation à l'environnement, les conditions de travail, les pratiques et les représentations ont des caractéristiques particulières. Je suis en partie d'accord avec Hainard lorsqu'il écrit qu'en Suisse, « la diversité des régions est telle qu'il serait abusif ou certainement erroné de vouloir se prêter à une quelconque tentative de généralisation » (Hainard, 1981, p. 33). En dépit de cette diversité, comme la politique agricole est largement aux mains de la Confédération et

⁸ Pour une synthèse, cf. Hainard, 1981, pp. 94-106.

visé à donner des conditions-cadre globales à l'agriculture, on peut se permettre quelques généralisations.

Je tiendrai donc compte des études concernant l'agriculture suisse, pertinents dans la mesure où l'impact de la politique agricole sur la « culture paysanne » est au centre des interrogations des auteurs. Il ne faut pourtant pas oublier que d'autres paramètres, spécifiques, doivent être pris en considération pour chaque région.

On a vu qu'on ne peut aborder l'agriculture dans une perspective anthropologique sans prendre en compte son insertion dans des systèmes plus vastes, principalement dans l'économie de marché et le système politique national. Dans le cas qui nous occupe, on tiendra compte de la politique suisse à travers son niveau le plus pertinent : celui de la politique agricole fédérale. Le prochain chapitre y est consacré.

Un contre-poids aux changements massifs touchant le monde agricole des pays industrialisés d'Europe occidentale durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle se manifeste par l'existence et le maintien de traditions spécifiquement paysannes. Kayser parle de la spécificité de la culture paysanne (Kayser, 1990, p. 250). Définie par Schallberger pour le cas suisse, la culture paysanne « est basée sur une forme spécifique d'organisation économique - l'économie familiale – et s'exprime en particulier dans un ethos du travail ainsi que dans des représentations originales de la vie économique » (Schallberger, 2001, p. 103). La dimension familiale est très présente dans l'agriculture suisse, au niveau de la division du travail (Droz, 2001a, p. 45), mais aussi de l'organisation sociale. Cette dimension familiale se retrouve chez les élites locales : les « notables » sont souvent issus de familles paysannes, de même que les fonctionnaires de l'Office fédéral de l'agriculture (Droz, 2001b, 150). « Fonctionnaires agricoles, paysans et politiciens libéraux construisent ainsi un groupe dans le but implicite de soutenir les exploitations familiales » (Droz, 2001b, p. 138). Les notables exercent des fonctions de médiation entre société globale et collectivités locales : ils détiennent le pouvoir local (Mendras, 1992, p. 18 ; Kayser, 1990, p. 235).

Chez Peter Schallberger, la dialectique entre changement et permanence s'exprime dans une distinction des paysans suisses en deux catégories : les agriculteurs « de subsistance » et les agriculteurs « de marché ».

Les agriculteurs « de subsistance » considèrent le secteur agricole comme une entité autarcique (Schallberger, 2001, p. 109). Ils se conçoivent comme des « libres entrepreneurs »,

ce qui, selon Yvan Droz, est un leurre absolu dans l'état actuel des choses, une représentation subjective qui nie la vérité des pratiques (Droz, 2001b, pp. 127 et 135). « Cette logique de subsistance se heurte à l'évolution de la société helvétique, à la mondialisation des marchés, à la dérégulation du marché agricole et à l'ouverture des frontières de la Suisse aux produits étrangers » (Schallberger, 2001, p. 111), ce qui aboutit à des conflits de représentations au niveau du sens des pratiques agricoles et de l'identité des paysans.

Les agriculteurs « de marché », quant à eux, se conçoivent comme des « paysans-entrepreneurs ». Ils s'interrogent sur la manière de se comporter pour garantir le succès économique de leurs domaines. Ils s'efforcent de s'adonner à des activités économiques qui semblent offrir un réel débouché marchand. Conscients de la concurrence suisse et internationale, ils élaborent des stratégies dont la plus importante est la mise sur pieds de nouveaux marchés, en particulier en multipliant des produits différents. « La logique de marché ne déplaît pas trop à ce groupe de paysans, puisqu'ils se considèrent *également* comme des producteurs de 'biens collectifs' qu'ils aspirent à commercialiser de manière offensive » (Schallberger, 2001, p. 112). Malgré leur relatif optimisme, les paysans « de marché » sont également confrontés à l'incertitude (Schallberger, 2001, p. 120).

Cette classification de Schallberger rappelle celle proposée par Mendras en trois catégories : le paysan « routinier » qui, fidèle au modèle paysan traditionnel, a l'impression d'aller à la ruine, de ne pouvoir s'adapter aux changements ; le « moderniste traditionnel », qui investit et s'apprête à tenir bon si les temps deviennent plus durs ; le « progressiste », enfin, qui comprend le fonctionnement d'un système économique qu'il ne contrôle pas ; dans ce contexte, il fait des paris, crée des institutions, s'adapte à la demande (Mendras, 1992, p. 239).

2.1.5. Le mythe suisse du paysan

Dans le sillage du sociologue Luc Boltanski (1966, p. 75), Hainard écrit que l'idéal national helvétique se réfère aux valeurs des paysans de montagne : éthique du devoir, du labeur, du sérieux et de la régularité ; respect des traditions (Hainard, 1981, p. 291). L'historien Jon Mathieu situe au XVIII^e siècle, et surtout au XIX^e siècle l'origine du « rôle de noyau spirituel de la nation » des paysans. A partir de cette époque, « la Suisse sera décrite comme un pays alpin, puis aussi comme un pays agricole. Les paysans de montagne en sont la personnification idéale » (Mathieu, 1998, pp. 199-200). Le paysan, libre et intègre... On est

loin de la réalité d'aujourd'hui⁹. Néanmoins, à en croire François Hainard et Jacques Hainard, « le paysan, l'agriculteur continue d'incarner l'ensemble des qualités que le peuple suisse voudrait qu'on lui reconnaisse : libre sur sa terre, pacifique et indépendant, sûr et travailleur ; il vit harmonieusement avec sa famille en mettant tout en œuvre pour faire fructifier son patrimoine » (Hainard et Hainard, 1980, p. 224).

L'imaginaire national suisse n'est pas le seul à mettre en scène le paysan. En France, « le paysan idéal, paré des vertus de la sagesse et du bon sens est décrit par une littérature qui (...) s'attache à exalter sa santé morale et physique » (Kayser, 1990, p. 40). En 1992, dans sa postface à *La fin des paysans*, Mendras affirme que le paysan représente un modèle de sagesse et de savoir pour les jeunes (Mendras, 1992, p. 336). Sa figure est instrumentalisée : « négative ou positive, l'image d'un éternel paysan n'est jamais gratuite, elle répond au rôle qu'on entend lui faire jouer dans la société » (Hubscher, 1983, cité par Kayser, 1990, p. 41). L'essai de Grégoire Mayor sur l'image du paysan dans le cinéma suisse illustre de manière concrète cette affirmation (Mayor, 2001).

2.2. Paysage, environnement et montagne

2.2.1. Les enjeux du paysage

Le paysage est une « partie d'un pays que la nature présente à un observateur » (*Petit Robert* 1, 1991) : pas de paysage sans un sujet qui le regarde. Dans la lignée d'Augustin Berque, Reichler définit le paysage comme le lieu d'un rapport entre l'espace naturel et l'homme, ce dernier étant à la fois sujet individuel et membre d'une collectivité (Reichler, 2002, p. 18). Le paysage « est le lieu de projection de schèmes culturels qui permettent sa reconnaissance » (Miéville-Ott, 2001b, p. 60), où se répercute le système de valeurs du sujet qui regarde. Il est construction culturelle et sociale, par conséquent marqué du sceau de la subjectivité (sentiments, significations) articulée à une donnée objective (le milieu) (Reichler, 2002, p. 18). Il « médiatise la perception que l'homme a du milieu, à la fois subjectivement (puisque un

⁹ Où le paysan est devenu, dans l'optique de Droz, un employé de l'Etat, un « fonctionnaire fédéral qui s'ignore » (Droz, 2001b, p. 127). On doit aussi parler des contraintes administratives qui, toujours selon Yvan Droz, pèsent de plus en plus lourd sur les épaules des paysans (Droz, 2001a, pp. 34-35).

paysage *apparaît à quelqu'un*) et collectivement (puisqu'il répond à des schèmes culturels et suscite des sentiments d'appartenance) » (Reichler, 2002, p. 115).

Valérie Miéville-Ott résume : « on peut donc considérer que le paysage des uns n'est pas le paysage des autres » (Miéville-Ott, 2001b, p. 60), car les systèmes de références varient d'un groupe social et d'un individu à l'autre.

Politiquement, le paysage peut s'analyser en tant que révélateur des relations de pouvoir entre différentes catégories de la population. Il se situe « au cœur d'un important enjeu de pouvoir : à qui profite le paysage ? » (Miéville-Ott, 2001b, p. 61), quel système de valeurs s'imposera dans la perception du paysage ? Une telle analyse permet d'aborder l'opposition entre le rural et l'urbain. En effet, « la rencontre des regards exogènes et endogènes sur un même territoire est, depuis plus de deux siècles, à l'origine de controverses sociales et politiques » (Donadieu, 1994, p. 54, cité dans Miéville-Ott, 2001b, p. 62).

Le paysage peut être « identitaire » ou « esthétique ». Le paysage identitaire, plus important que l'autre dans le cadre des études rurales car il reflète le point de vue de l'autochtone, « exprime la spécificité du terroir, sa différence, son unicité, donc dans une certaine mesure sa supériorité. Le paysage est donc ressenti comme une forme appropriée de transcription de l'identité territoriale, et constitue une des principales thématiques du discours identitaire, en tous cas auprès des sociétés rurales » (Sgard, 1997, p. 150, cité dans Miéville-Ott, 2001b, p. 76). D'une enquête auprès de paysans jurassiens sur la base de photographies, Valérie Miéville-Ott conclut que, pour l'agriculteur, « un beau paysage est avant tout un paysage ordonné, symbole d'une mise en culture productive » (Miéville-Ott, 2001b, p. 63). Un paysage entretenu, donc : la notion de domestication est ici centrale. *A contrario*, la déprise agricole entraîne des sentiments négatifs (Miéville-Ott, 2001b, p. 74). Valérie Miéville-Ott précise que le sexe est un facteur important dans l'appréciation des paysages. Pour les hommes, l'appréciation d'un paysage est régie par un mécanisme identitaire fort impliquant une double identification : professionnelle et géographique. Les femmes, en revanche, préfèrent parfois des paysages sans rapport avec l'activité agricole (Miéville-Ott, pp. 64-65).

2.2.2. L'entretien du territoire

Les représentations paysannes de la nature s'articulent autour du concept de « sauvage », surtout lorsqu'il se confronte à l'humanisé. L'enjeu de l'entretien du territoire, pour les agriculteurs, dépasse la logique économique et est « de l'ordre du symbolique, voire de la morale » (Miéville-Ott, 2001b, p. 84).

Le « bien » et le « beau » se rejoignent ici. « Par l'entretien (...) on inscrit dans l'espace la présence humaine et une certaine vie sociale. Un paysage entretenu est un paysage vivant » (Miéville-Ott, 2001b, p. 84). Par opposition, la friche, espace abandonné, est rejetée doublement. Sur le plan agronomique, car les terres non cultivées représentent une perte au niveau des récoltes. Sur le plan symbolique, aussi, en tant qu'espace qui n'a pas été gardé dans le monde de la nature cultivée. La friche est un espace témoin de la marginalisation de l'agriculture (Miéville-Ott, 2001b, p. 88).

En résumé, on peut dire que les paysans ont un idéal de nature entretenue, ainsi qu'une logique de mise en valeur optimale des terres.

2.2.3. Analyse des discours sur la montagne

2.2.3.1. Regards citadins sur la montagne

La question du paysage dans les Alpes a été abondamment traitée par différents auteurs¹⁰. Je n'entrerai pas dans cette problématique. Je consacrerai plutôt mon attention aux études des discours sur la montagne et plus particulièrement sur les montagnards. Ces discours sont produits dès le XVIII^e siècle par des voyageurs, des explorateurs des Alpes, des scientifiques tels que botanistes, géographes, etc., qui ont écrit sur le sujet. Ils ont été analysés par plusieurs chercheurs suisses.

L'un d'eux, Mondher Kilani, met l'accent sur l'instrumentalisation des discours. Il écrit que « la relation qui lie passé et présent, tradition et modernité est omniprésente dans les discours sur la montagne. Elle constitue l'axe privilégié à partir duquel l'on se représente la réalité économique, sociale et culturelle de la montagne d'aujourd'hui » (Kilani, 1984, p. 27).

La littérature ethnologique suisse sur le Valais a souvent recours aux images qui ressortent des textes écrits sur la montagne. Les auteurs les classent en deux catégories : celle du « bon montagnard » et celle du « mauvais montagnard ». Elles expliqueraient le regard citadin

¹⁰ Pour n'en citer qu'un, Claude Reichler (2002).

actuel sur la montagne. Pour résumer, le « bon montagnard » est perçu comme le dépositaire de valeurs jugées positivement par la société globale : simplicité, vie en harmonie avec la nature, il est le garant de l'« authenticité » pour une société urbaine en perte de valeurs traditionnelles. Dans cette optique, les connotations de « salut », de « morale » et de « régénération » sont attribuées aux Alpes et à leurs habitants (Crettaz, 1992, p. 39 ; cf. aussi Carruzo-Frey et Dupond, 1992). L'image du « mauvais montagnard » se réfère aux prétendues misère morale et pénurie économique dont souffrent les villageois (Kilani, 1984, p. 27). Cette dernière image justifie les interventions de l'Etat.

Kilani, qui s'est attaché à l'analyse de l'instrumentalisation des discours sur la montagne, écrit : « comme pour toute construction mythologique, ces images du passé (du « bon » et du « mauvais » montagnard) de la montagne sont saisies en dehors de tout contexte et de toute complexité historique » (Kilani, 1984, p. 27), sociologique et culturelle. Elles sont idéalisées et ne se rapportent à aucune réalité.

C'est toute la question du regard de la ville sur la campagne, et plus particulièrement sur la montagne, qui se pose car ces images contradictoires du passé de la montagne proviennent en grande partie des milieux urbains (Kilani, 1984, p. 27). L'ultime enjeu en est, selon Kilani, la domination : « le regard extérieur porté sur le montagnard est indissociable d'une volonté de réformation » (Kilani, 1984, p. 41). Bernard Crettaz va dans le même sens lorsqu'il évoque une « projection prolongée de l'ethnocentrisme urbain » qui consiste à voir en la montagne l'« ennemi des populations indigènes » (Crettaz, 1992, p. 37), projection qui persiste dans les discours officiels de la politique agricole suisse du XXe siècle.

2.2.3.2. Les Alpes et l'identité nationale suisse

Si la figure du paysan est un facteur identitaire en Suisse, il faut garder à l'esprit que les Alpes n'en sont pas moins un, et tout aussi important. Aux dires de Claude Reichler, elles deviennent l'élément principal de l'identité helvétique dès la fin du XVIIIe siècle et tout au long du processus d'unification nationale du XIXe siècle et du début du XXe (Reichler, 2002, p. 20). Les intellectuels à la recherche d'un ancrage identitaire national pensent le trouver chez le paysans de montagne, *l'homo alpinus*. Ce dernier devient le modèle du Suisse authentique (Clavien, 2002, p. 628), et son milieu de vie, les Alpes, un symbole national. Ce phénomène s'explique, pour Kilani, par « l'avènement d'une société urbanisée et industrielle, laquelle a fait naître un sentiment d'insécurité que seule une forte identification à un modèle valorisé du passé pouvait apaiser. (...) En même temps qu'un symbole d'authenticité et d'identité nationale, le montagnard est devenu le garant, mythique, contre un mode de vie

citadin, industriel et mercantile, détesté mais nécessaire et inévitable. Le montagnard, ou plus exactement son passé réinventé, devient ainsi une valeur-refuge contre les déceptions et les menaces du présent » (Kilani, 1984, p. 44).

2.3. L'anthropologie du Valais

L'anthropologie du Valais se situe dans le cadre plus large de celle de l'unité culturelle supposée des Alpes et de celle, politique, de la Suisse en tant qu'Etat.

Pierre Centlivres fait remonter l'anthropologie du Valais à la fin du XIX^{ème} siècle et cite l'ouvrage de Louis Courthion *Le peuple du Valais* (1903), au sujet duquel il ne tarit pas d'éloges et qui, selon lui, aborde les grands thèmes de l'ethnologie pertinents pour une approche du Valais : les relations de pouvoir entre communes et canton, les stratégies de résistance paysannes, la solidarité et les conflits villageois, la modernisation, l'influence de l'environnement (Centlivres, 1980, pp. 41-42).

Le Valais redevient un centre d'intérêt privilégié par les chercheurs dans les années 1970. A cette époque, les thèmes prisés sont le « changement », par le biais des processus de modernisation de la montagne, l'individualisation, l'impact du tourisme et de l'intrusion massive de l'économie de marché ; le lien entre les paysans de montagne et leur environnement : systèmes de succession, relation à la terre (valeur, utilisation, significations), adaptation aux conditions écologiques ; enfin, les relations croissantes entre les collectivités locales et la société nationale (cf. Honigmann, 1972). Ces thèmes sont plutôt l'intérêt d'anthropologues venus des Etats-Unis.

A ma connaissance, tous les travaux d'ethnologues au sujet de la paysannerie valaisanne se concentrent sur l'aspect « montagne ». Les villages et les villes de plaine ne sont guère pris en considération, si ce n'est en tant que faire-valoir. L'idée sous-jacente est sans doute que la plaine est déjà largement « contaminée » par l'urbain, le moderne, tandis que les villages de montagne gardent un fort aspect traditionnel.

2.3.1. L'anthropologie américaine et le Valais

2.3.1.1. Terrains et méthodes

Avant que les ethnologues européens ne s'intéressent aux collectivités rurales vivant à l'intérieur de leurs frontières¹¹ et bénéficiant d'une forte charge idéologique, notamment en Suisse, l'anthropologie américaine exploite la « nouvelle altérité paysanne » en Europe, que ce soit dans les régions méditerranéennes ou dans les Alpes (Centlivres, 1980, p. 42). Les anthropologues américains qui choisissent de s'intéresser au Valais « étudient le type culturel dit 'la paysannerie' et (...) emploient les mêmes méthodes et les mêmes cadres théoriques que ceux qui vont dans la jungle amazonienne » (Weinberg, 1973, p. 19). Des méthodes propres à l'ethnologie, donc, enrichies par l'étude des archives, documents souvent lacunaires voire inexistant dans les terrains « classiques » de l'ethnologie, et enfin un terrain jugé idoine par des chercheurs et, qui plus est, documenté par des études d'autres disciplines¹² : tels sont les piliers de l'anthropologie américaine en Valais.

On peut se demander pourquoi ce canton constitue un terrain d'étude privilégié par ces chercheurs. Un d'eux, Robert McC Netting dit avoir choisi un village valaisan car « peasant agriculture was still practiced there »¹³ (Netting, 1981, p. XV). Il rapporte avoir rencontré en Afrique un anthropologue suisse qui lui aurait déclaré que le Valais était « conservative and old-fashioned, with small stable farming settlements in the side valleys »¹⁴ (Netting, 1981, p. XV). Le choix se fait sur la base du constat de l'existence de résidus d'une société traditionnelle. D'une manière générale, selon Centlivres, les anthropologues américains choisissent comme terrains des villages qu'ils considèrent comme « isolés », « à l'écart de la modernité », qui abritent des communautés paysannes de montagne (Centlivres, 1980, p. 44). On voit une attirance pour la petite communauté « traditionnelle », manifestation de l'altérité dans un pays industrialisé, qui rappelle les unités traditionnellement étudiées par les ethnologues dans leurs terrains classiques.

¹¹ Dans les années 1970, Daniela Weinberg écrit qu'« il y a beaucoup plus de chercheurs étrangers que suisses qui s'intéressent aux populations indigènes » (Weinberg, 1973, p. 19).

¹² Ce qui, pour les chercheurs suisses, était une sur-documentation devient un atout pour leurs collègues américains, au regard plus extérieur.

¹³ « L'agriculture de type paysanne y était encore pratiquée »

¹⁴ « conservateur et façonné à l'ancienne, avec des peuplements et de petites exploitations stables dans les vallées latérales »

2.3.1.2. *Le paysan de montagne des anthropologues américains*

Un profil général des sociétés paysannes de montagne « traditionnelles », donc appartenant déjà au passé, se dégage des études des anthropologues américains (Centlivres, 1980, p. 45). John Friedl, dans son article de 1972, pose les bases de ce portrait : l'homogénéité au sein de la population des vallées alpines, l'autosuffisance de la communauté et l'auto approvisionnement de chaque ménage¹⁵, la diversité des terres et des bâtiments utilisés, la fragmentation des terres, le système d'héritages et d'alliances qui vise à reproduire des exploitations viables pour chaque descendant, et enfin, les différents niveaux de la propriété : privée, communale ou associative (Friedl, 1972, pp. 145-148). Ces traits sont généralement repris par les anthropologues américains qui étudient le Valais contemporain, qu'ils conçoivent dans une large mesure en fonction d'un passé reconstitué (cf. notamment Netting (1972)).

La plupart de ces anthropologues, tout en reconnaissant que ce n'est plus vraiment le cas, insistent sur le fait que les sociétés qu'ils étudient ont été, par le passé, des « close corporate community » (cf notamment Friedl, 1972, p. 147). Ce concept est dû à l'Américain Eric Wolf qui, selon John Friedl, le définit ainsi : « A multipurpose association of equals (...), which tends to restrict membership to people born and raised within its confines. It is characterized by a high rate of endogamy, by the ultimate domain to the land resting with the community rather than with the individual, by levelling devices or redistribution of surplus through communal ceremonies, and by a high degree of internal order and stability »¹⁶ (Friedl, 1972, p. 156, d'après Wolf, 1966, pp. 85-86). Cette définition reprend les prémices de celle de la « little community » de Redfield, évoquée plus haut et caractérisée par son caractère distinct, sa petitesse, son homogénéité et son autosuffisance. Par exemple, Netting, bien que conscient que cette option méthodologique n'est pas entièrement satisfaisante, considère quand-même le village haut-valaisan qu'il étudie « as an 'island in the sky' »¹⁷ (Netting, 1981, p. 42). Selon lui, dans un passé proche, le village qu'il étudie avait les attributs de la « close corporate community », ce qui l'autorise à user de ce concept (Netting, 1981, p. 228).

¹⁵ « household » : généralement défini comme l'unité de base de production et de consommation de biens alimentaires dans les sociétés paysannes.

¹⁶ « Une association entre pairs à plusieurs fins, qui tend à restreindre l'ensemble de ses membres aux personnes nées et élevées à l'intérieur de ses frontières. Elle est caractérisée par un haut degré d'endogamie, par un contrôle de la terre plus à travers la communauté que les individus, par des stratégies de nivellement ou de redistribution des surplus à travers des cérémonies communautaires, et par un haut degré d'ordre et de stabilité internes »

¹⁷ « Comme une 'île dans le ciel' »

Néanmoins, certains anthropologues américains critiquent l'idée de fermeture des sociétés paysannes sur elles-mêmes (Weinberg, 1975b, p. 159).

2.3.1.3. *Les différents types d'approche*

Les approches des anthropologues américains peuvent, selon Centlivres, se catégoriser en trois modèles fondamentaux.

Le premier comprend trois étapes qui se suivent chronologiquement : tradition, changement, modernité. Le deuxième se base sur une hypothèse, celle de l'adaptation. Le dernier, axé sur le dépouillement d'archives, vise à mettre au jour des stratégies, parfois inconscientes, de régulation et de reproduction des communautés alpines (Centlivres, 1980, pp. 46-50).

Centlivres reproche au premier de ces modèles de se baser sur un schéma linéaire de type évolutionniste : société « traditionnelle », industrialisation d'après-guerre et stage intermédiaire de l'ouvrier-paysan, et enfin modernisation des années 1960. Cette manière d'interpréter les choses a subi de vives critiques de la part des chercheurs suisses. Pour Centlivres, les travaux de ses collègues américains qui se situent dans cette perspective donnent l'impression que l'histoire des sociétés étudiées est uniforme ou presque avant 1900 ou 1950, ce qui n'est évidemment pas le cas. Il déplore également le manque d'attention pour le point de vue des autochtones au sujet du « changement » et pour l'influence croissante des législations cantonales et fédérales dans la vie quotidienne des villageois (Centlivres, 1980, pp. 46-47). Quant à Gérald Berthoud, il critique également le modèle évolutionniste qui sous-tend une telle approche, notamment la question du « stade » de transition de l'ouvrier-paysan, entre une société paysanne appartenant au passé et une société industrielle en devenir (Berthoud, 1982b, p. 231). Je reviendrai sur l'interprétation de Berthoud de l'agriculture à titre accessoire en Valais.

La deuxième approche pose l'hypothèse d'une adaptation des communautés villageoises au changement, adaptation qui leur permet de préserver leur identité culturelle dans un contexte marqué par de nombreux bouleversements. La thèse de Daniela Weinberg, *Peasant Wisdom : cultural adaptation in a Swiss village* (Weinberg, 1975b)¹⁸ illustre ce type d'approche. Le village en question est Bruson (Val de Bagnes, Valais). Selon Daniela Weinberg, Bruson aurait réussi à s'adapter aux bouleversements économiques et à la pression de l'Etat et à

¹⁸ Ce texte a été partiellement traduit en français et publié dans les *Annales Valaisannes* (Weinberg 1975a)

maintenir son identité culturelle. A la diversité qui caractérisait l'économie paysanne traditionnelle (altitudes différentes, différents types de cultures, élevage) répond une diversité moderne dans l'obtention des revenus (culture des fraises, tourisme, emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, activités agricoles « traditionnelles ») qui relève, selon Daniela Weinberg, de la même « sagesse paysanne ». Les Brusonins ont fait en sorte d'assurer la persistance de leur culture dans un contexte éminemment changeant (Weinberg, 1975b, p. IX). Ils sont donc toujours des paysans, dans le sens où ils se montrent capables de manipuler des ressources diverses (Weinberg, 1975b, p. 104). Daniela Weinberg considère qu'à Bruson, la persistance, la continuité de la structure sociale et du système de croyance, est plus forte que les changements de l'économie (Weinberg, 1975b, p. IX). Elle affirme que, plus que le changement, elle a trouvé la continuité à Bruson (Weinberg, 1975b, p. 201).

La troisième approche, matérialisée par des études de la reproduction et de la régulation des communautés alpines, se base sur le dépouillement d'archives et leur traitement informatique. Les chercheurs qui s'y adonnent analysent des mécanismes de longue durée permettant de perpétuer un certain équilibre entre démographie, unités domestiques et propriété (Centlivres, 1980, p. 52), en un mot pour assurer la survie des communautés et des individus (Netting, 1972, p. 135). Dans son approche relevant de l'écologie culturelle, par exemple, Netting cherche à comprendre les mécanismes qui permettent l'équilibre entre la population de Törbel (Haut-Valais) et son environnement (Netting, 1981), en se basant sur les règles de succession, les mariages, les alliances, l'émigration, bref sur les différents processus d'équilibration.

Cette approche a l'avantage de montrer des pratiques et des valeurs non-dites ou non-conscientes sur de longues durées, les études portant parfois sur plusieurs siècles¹⁹, comme par exemple les usages visant à diminuer la fécondité, tels que mariage tardif, célibat, émigration, ou les mécanismes de régulation de la richesse et du pouvoir, qui empêchent l'accumulation et la perpétuation. Mais l'explication de l'actualité manque à ces travaux : on reconnaît que les mécanismes en question ne fonctionnent plus, mais sans expliquer les causes (Centlivres, 1980, pp. 51-52).

2.3.1.4. Relation Etat-paysans

Daniela Weinberg traite de l'autonomie communale en Suisse, Etat qu'elle oppose à certains de ses voisins européens en raison de la décentralisation du pouvoir. Le système politique

¹⁹ Par exemple, l'étude de Netting sur le village haut-valaisan de Törbel (1981) porte sur plus de trois siècles.

suisse est décrit par elle comme particulier, dans le sens où il est « acéphale » et « non hiérarchique ». Cet auteur estime que, parmi les trois niveaux d'autorité en Suisse (Confédération, cantons, communes), c'est la commune qui a le plus de pouvoir (Weinberg, 1975c, p. 92). L'autonomie politique communale compense l'aspect de dépendance économique présent dans les aides étatiques, et rend possible la diversité nationale: le pluralisme culturel est soutenu par le pluralisme politique (Weinberg, 1975a, p. 14 ; 1975c, pp. 95 et 99).

Cet auteur compare le système politique suisse à un œuf gigogne russe²⁰ (Weinberg, 1975b, p. 101). Suivant cette métaphore, le plus petit œuf, la commune, est protégé par les plus gros (canton et Confédération), à l'intérieur desquels il se trouve. Selon Daniela Weinberg, "The Russian Easter egg aggregate (...) does express the common political philosophy which unifies the state: the highest degree of integrity and autonomy at each level"²¹ (Weinberg, 1975c, p. 102). Ce type d'organisation, selon Daniela Weinberg, promeut l'identité locale, alors que d'autres systèmes politiques nationaux européens, basés sur la centralisation, la nient (Weinberg, 1975c, p. 102). Le système politique « gigogne » de la Suisse transforme certes la paysannerie, mais c'est de manière conservatrice, graduelle et subtile (Weinberg, 1975b, p. 193).

Ellen Wiegandt (1973), qui place les liens de la paysannerie avec la société globale au centre de sa réflexion, estime que la paysannerie de montagne suisse a réussi à imposer son autonomie face à l'Etat fédéral décentralisé, et que le système politique helvétique favorise l'autonomie des collectivités locales.

Centlivres critique cette façon de voir, qui reflète plutôt le discours officiel, l'image que la Suisse se renvoie à elle-même, que la réalité : un Etat qui cherche à dicter leur conduite aux paysans (Centlivres, 1980, p. 50).

²⁰ « Russian Easter egg »

²¹ « L'ensemble de l'œuf gigogne russe exprime la philosophie politique commune qui unifie l'état : le plus haut degré d'intégrité et d'autonomie à chaque niveau »

2.4. Points de vue de l'anthropologie suisse

2.4.1. *Intégration des collectivités locales de montagne dans la société nationale*

2.4.1.1. *Urbanisation de la montagne*

Tandis que les anthropologues américains portent le système politique suisse aux nues, leurs collègues helvétiques ont un regard critique sur la domination des pouvoirs de la ville sur les collectivités locales des montagnes valaisannes. A lire Bernard Crettaz, au cours du XIX^e siècle, on observe un transfert de pouvoirs des collectivités locales vers les centres urbains, qui s'accomplit à plusieurs niveaux : le pouvoir économique intègre les régions à des centres situés hors d'elles ; le pouvoir politique national tente de standardiser communes et cantons ; le pouvoir culturel diffuse la culture urbaine à la montagne et, dans un même temps, redéfinit la culture indigène selon ses normes ; le pouvoir esthétique, enfin, définit les notions de patrimoine, de protection et de conservation (Crettaz, 1992, p. 40).

Crettaz met toutefois en garde contre un manichéisme primaire (« bonne » montagne *versus* « mauvaise » ville) : la montagne s'est urbanisée par force, mais aussi par désir propre (Crettaz, 1992, p. 41). On doit plutôt parler d'un mélange d'attirance et de répulsion, « un mélange d'esprit conservateur et d'esprit résistant, un désir d'être exemplaire et unique, combiné avec une mentalité de moderniste traditionaliste » (Crettaz, 1992, p. 41).

2.4.1.2. *Domination politique*

Ces combinaisons complexes ont marqué les réformes lancées par l'Etat du Valais, dans le processus d'intégration des cantons suisses à la Confédération.

Selon Berthoud et Kilani, un lieu commun au sujet des habitants des montagnes valaisannes au XIX^e siècle est qu'ils se montrent apathiques et incapables de tirer profit autant qu'ils le pourraient des ressources de leur environnement (Berthoud et Kilani, 1984). Leur pratique traditionnelle des héritages²², par exemple, aboutit à un extrême morcellement des parcelles agricoles. Sans s'arrêter au fonctionnement et aux significations propres de cette pratique sociale, culturelle, les élites urbaines lui reprochent d'entraver l'économie marchande. Elles s'acharnent à imposer le remaniement parcellaire qui a pour corollaire une limitation légale des divisions de surface, dictée par des objectifs de rentabilité. L'autonomie des communautés

²² Partage équitable du patrimoine entre les enfants.

montagnardes, avec son cortège de diversité culturelle, était vue comme « la manifestation d'un 'esprit de clocher' inconciliable avec les nouvelles valeurs d'union et de solidarité cantonale et fédérale » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 4 ; Crettaz, 1992, p. 44). Les autorités cherchent à y remédier au moyen de lois uniformes. La législation, l'éducation, la formation professionnelle encadrent étroitement les montagnards et agissent sur l'agriculture (Kilani, 1984, p. 41). De 1850 à 1950, « la montagne est fortement soumise aux pressions réformatrices exercées principalement de la plaine, et les discours qui la représentent proviennent pour la plupart des élites citadines valaisannes : élites politiques (...), élites intellectuelles (...), autorités ecclésiastiques » (Kilani, 1984, p. 29).

L'interdiction des repas mortuaires dans le val d'Anniviers est un exemple de ces pressions, analysé par Yvonne Preiswerk (1983). Les autorités religieuses et politiques se sont acharnées à faire disparaître cette coutume²³, sous couvert de protéger les villageois contre eux-même : ces derniers étaient considérés comme de pauvres gens que la pression sociale obligeait à dépenser le peu d'argent dont ils disposaient, et souvent à s'endetter lourdement, pour financer ces agapes somptuaires. Le clergé les jugeait « païennes » et scandaleuses, l'Etat inutiles et néfastes (Preiswerk, 1983, pp. 103-116). Ils s'unirent pour les éradiquer, sans égard aux aspects sociaux et culturels de ces repas, qui renforcent la cohésion sociale et permettent une intégration de la mort dans la sphère culturelle.

Cette alliance antifestive se renouvelle dans les années 1960 où la Confédération, pour des motifs économiques, réduit drastiquement le nombre de fêtes chômées en Valais. Les autorités cantonales et l'évêque du diocèse de Sion s'entendent sur celles à conserver.

Il est communément admis en ethnologie que les fêtes atténuent dans une certaine mesure les inégalités sociales et sont un vecteur privilégié de communication. Or la société marchande s'accommode mal d'une logique de dépenses improductives. Berthoud souligne à bon droit la corrélation entre l'introduction de la logique marchande et les mesures conjointes de l'Etat et du diocèse contre les banquets funéraires et le foisonnement des fêtes en Valais. Ils se sont employés à imposer des modes codifiés d'utilisation de la richesse (Berthoud, 1982a, p. 216) et un « passage d'une sociabilité fondée sur la participation effective et directe, susceptible de désordres et de débordements spontanés bien que limités, à une sociabilité médiatisée de plus en plus par l'argent, contrôlable et individualisante » (Berthoud, 1982a, p. 211).

²³ L'Etat valaisan interdit les repas funéraires en 1827 (Berthoud, 1982a, p. 210)

Cette idéologie d'une éducation des montagnards en vue de leur insertion dans une civilisation plus moderne a été l'axe de la politique agricole du canton du Valais depuis la fin du XIX^{ème} siècle. La notion de pouvoir, de domination, y est bien présente. « Tout porte à croire que la nécessité de ces réformes a été essentiellement perçue du point de vue général du progrès et de ses valeurs corollaires de rationalisation et d'amélioration continue plutôt que de celui du besoin réel et urgent de la population de montagne » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 4). Celle-ci est ravalée au rang de « mauvais sauvage », un statut qui tend par nature à justifier les interventions extérieures (Kilani, 1984, p. 41).

2.4.1.3. *Traditionalisme*

L'intervention sur la montagne est omniprésente dès la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, avec pour objectif la « civilisation » des montagnards. La notion centrale qui sous-tend ce processus est celle de progrès. Néanmoins, « tous les programmes citadins pour une intervention vers la hauteur, prétendent en permanence négocier la juste mesure entre modernisation et conservation de la tradition » (Crettaz, 1992, p. 44).

Dès 1950, la société valaisanne s'intègre massivement à la modernité industrielle. Dans ce contexte, « l'emprunt de nouvelles valeurs et de nouveaux comportements, accompagné de la tentation de se fondre dans un style de vie urbain importé par les touristes, alertent certains milieux comme l'Eglise, qui y voient une menace, et posent indéniablement des problèmes aux élites politiques et intellectuelles locales » (Kilani, 1984, p. 46). D'où, dans ce nouveau contexte, un essai de redéfinition de l'identité montagnarde (Kilani, 1984, p. 40), en cherchant à « trouver une nouvelle cohérence entre les images du passé et celles du présent, entre la tradition et la modernité » (Kilani, 1984, p. 46). Les différents acteurs établissent des distinctions entre « bonnes » et « mauvaises » modernisations et « bonnes » et « mauvaises » traditions, selon des critères obéissant à des conceptions urbaines (Crettaz, 1992, p. 44). « Il s'agissait à la fois d'abandonner des traditions 'barbares', 'archaïques' ou 'sauvages', mais de ne les abandonner pas trop afin que les montagnards puissent demeurer fidèles à des traditions épurées » (Crettaz, 1992, p. 44).

A cet effet, les élites instrumentalisent les images du « mauvais » et du « bon » montagnard à une fin principale : légitimer le progrès tout en conservant une certaine identité locale. Le « mauvais » montagnard, misérable, a été sorti de sa misère par le progrès. Quant au « bon », noble, aux valeurs respectables, il est lui-même à l'origine de la modernisation, qu'il a su voir comme nécessaire au maintien des valeurs et des traditions locales. Il a compris que l'argent

qu'il acquerrait des secteurs secondaire et tertiaire lui permettrait de maintenir la tradition agricole à laquelle il tient (Kilani, 1984, p. 49).

2.4.2. L'agriculture à titre accessoire : pistes d'interprétation

Les autorités locales sont soucieuses de maintenir une identité locale, rejoignant la ligne fédérale qui va dans le même sens. « Pour les responsables locaux, aussi bien politiques qu'économiques, le problème est (...) de pallier aux signes de déséquilibres et de ruptures que le développement touristique et industriel ne manque pas de susciter » (Kilani, 1984, p. 50). Aux yeux des élites locales, une nouvelle stabilité économique passe par une revalorisation de l'agriculture de montagne, qui perpétue un lien avec la terre, ainsi que des valeurs autochtones garantes d'un mode de vie centré sur la famille (Kilani, 1984, p. 50). Dans la ligne d'un développement régional, elle est un atout pour un secteur touristique appelé à s'étendre. Sa fonction principale sera l'entretien du paysage, vendu à des hôtes payants ; sa fonction accessoire : faire d'une partie des habitants un ornement du paysage, des témoins de l'« authenticité rurale » (Kilani, 1984, p. 50).

D'un point de vue anthropologique, théorique, l'agriculture à titre accessoire revêt de multiples significations : elle est au centre de pratiques de sociabilité, manifeste une volonté de continuer à travailler la terre, à « entretenir la campagne », elle participe au processus de la formation de l'identité locale, régionale. Son revenu est apprécié, mais, souvent, pas indispensable. Sa pratique est considérée comme gratifiante. Elle est « un plaisir, un délassement, un loisir, un 'hobby' ou encore un 'atavisme' » (Berthoud, 1982b, p. 254). Plus encore : elle « s'affirme comme une résistance à la normalisation étatique et à l'intégration marchande » (Berthoud, 1982b, p. 253).

Berthoud et Kilani, qui ont mené une recherche en anthropologie sur l'agriculture à temps partiel (numériquement très dominante en Valais) dans la vallée de Bagnes, nous apprennent que « l'activité agricole des régions de montagne de la fin des années soixante-dix résulte (...), de façon contradictoire, des finalités étatiques et marchandes et des désirs profonds des gens. Deux logiques sociales s'y manifestent dans une imbrication difficile à percevoir, celle de l'utilitaire visant à réaliser l'individu calculateur et raisonnable, et celle qui s'incarne dans des pratiques sociales, créatrices de significations et propres à exprimer une identité individuelle et une appartenance à un groupe » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 8).

L'agriculture à titre accessoire actualise un faisceau de valeurs individuelles et communautaires qui entremêlent un amour de la terre et du bétail qui vient de l'enfance, l'attachement à une activité héritée des parents. « Le rapport à la terre est plus qu'un rapport de propriété et de conservation du patrimoine foncier, il est le lien qui assure la continuité avec les anciennes générations et le lieu d'une insertion toute actuelle à l'intérieur des collectivités locales ou régionales » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 12).

2.5. La « fin des paysans » ?

Pour tous les auteurs de la tradition francophone cités, le rapport entre l'Etat et les paysans est vu essentiellement comme un rapport de domination, souvent conflictuel. Une vision antagoniste se dégage des travaux des anthropologues américains qui se sont penchés sur le cas suisse. Les chercheurs suisses et français ont une vision manichéenne : un Etat tout puissant qui, peu à peu, écrase une « culture paysanne », qui a ses logiques propres, incompatibles avec la sienne et celle du marché, forme d'économie dominante dans les pays occidentaux. Droz, par exemple, emprunte à Pierre Bourdieu le concept de violence symbolique, « une coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser, ou, mieux, pour penser sa relation à lui, que d'instruments de connaissance qu'il a en commun avec lui et qui, n'étant que la forme incorporée de la structure de la relation de domination, font apparaître cette relation comme naturelle » (Bourdieu, 1997, p. 204, cité par Droz, 2001b, p. 134, note 11). L'agriculteur se configurerait donc à une image peu gratifiante de lui-même que lui renverraient notamment l'école et les médias à chaque occasion où il est confronté à la société globale.

Le pessimisme sur l'avenir des paysan prévaut encore largement en sociologie. Mendras écrit que « la paysannerie française est tuée par la civilisation qu'on appelle industrielle » (Mendras, 1992, p. 15). En Allemagne, Hans Pongratz, que résume Schallberger, n'est guère plus optimiste pour les paysans bavarois qu'il a observés dans les années 1980. Ces agriculteurs « paraissent sentir qu'ils ne peuvent plus faire face à l'évolution de la société, et que leur existence professionnelle individuelle ou en tant que groupe est mise en question » (Pongratz, 1987, cité par Schallberger, 2001, pp. 126-127).

Ce pessimisme est à nuancer. Peter Schallberger avance que, « après avoir été ébranlée, la conscience paysanne – en particulier parmi les jeunes paysans et paysannes – présente de nouvelles pratiques sociales associées à une reconstruction identitaire. Ces paysans sont prêts à se confrontés au défi que posent les nouvelles conditions économiques et agricoles » (Schallberger, 2001, p. 126). Ils ont certes plus de difficulté que d'autres à se résoudre à la situation actuelle. Ils peinent à admettre la nouvelle donne politique et économique et leurs difficultés identitaires et économiques sont réelles et lourdes de conséquences. On ne peut pas, pour autant, enterrer tout ce groupe social. Comme le notent Yvan Droz et Valérie Miéville-Ott en conclusion de leur livre : « On n'achève pas si facilement les paysans... ni les paysannes » (Droz ; Miéville-Ott, 2001, p. 190). Malgré toutes les difficultés, et comparé à d'autres formes d'organisation de la production, « l'économie familiale paysanne a encore un bel avenir » (Schallberger, 2001, p. 117).

CHAPITRE 3 : CONTEXTE POLITIQUE

La politique agricole valaisanne dont quelques lignes directrices viennent d'être mentionnées s'inscrit dans le sillage de la politique agricole fédérale. Si la politique agricole se fait à chacun des niveaux de pouvoir présents en Suisse (commune, canton, Confédération), elle est définie et pilotée par la Confédération. Cette dernière en délègue dans une certaine mesure l'exécution aux cantons, les communes n'ayant que peu de pouvoir dans ce domaine (Moor, 1984, p. 45).

3.1. Historique

3.1.1. Des années 1850 aux années 1990

La politique agricole suisse date de la seconde moitié du XIX^e siècle, époque d'industrialisation et d'extension des villes. L'augmentation de la population urbaine nécessite alors une production accrue de denrées alimentaires de la part des paysans. Ce n'est pas par hasard que les cultures maraîchères s'étendent à proximité des centres urbains. A cette époque, l'agriculture connaît des bouleversements de pratiques : les méthodes anciennes ne suffisent plus, elles sont modernisées. Cette industrialisation de l'agriculture a pour conséquence des concurrences entre Etats européens et, de surcroît, avec les pays d'outre-mer. Dans ce contexte de crise économique, les Etats européens réagissent en installant des mesures protectionnistes pour limiter les effets de la crise agricole.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle déjà, la Confédération met en place des mesures incitatives, par le biais de subventions. L'Etat n'hésite pas à soutenir le secteur agricole, arguant de la nécessité d'assurer son approvisionnement, son autonomie alimentaire. Par ailleurs, la Confédération helvétique cherche à s'assurer, pour des motifs politiques, le soutien des paysans, très nombreux à l'époque (Mathieu, 1998, p. 199).

L'interventionnisme de la Confédération se traduit dans une pratique de subventionnement, codifiée par un arrêt fédéral de 1884 concernant l'amélioration de l'agriculture. L'application de ce texte se traduit par des subventions, sans base légale jusqu'à la loi fédérale de 1893 sur

l'amélioration de l'agriculture, qui fit de la subvention le principal instrument de la politique agricole. Néanmoins, faute d'une assise constitutionnelle, la politique agricole suisse manquait d'une ligne directrice. Jusqu'au début des années 1950, la Confédération mène des actions sectorielles, au gré des nécessités du moment. En 1947, un article constitutionnel est adopté, qui repose sur une conception de l'agriculture en tant qu'activité multifonctionnelle dont les aspects non marchands justifient une protection étatique, le cas échéant au dépend de la liberté du commerce, par ailleurs garantie dans la même Constitution (Sciarini, 1994, p. 97).

La deuxième moitié du XX^{ème} siècle voit en Suisse l'émergence d'une politique agricole plus structurée. L'article constitutionnel qui vient d'être évoqué sert de base à la loi fédérale sur l'agriculture de 1951²⁴. Son préambule synthétise les buts assignés à la politique agricole : conserver une forte population paysanne et soutenir l'agriculture tout en tenant compte des intérêts de l'économie nationale (Moor, 1985, p. 12). Une ordonnance générale de 1953²⁵ complète le volet économique de la loi de 1951. La Confédération se dote des moyens qu'elle juge adéquats pour atteindre ses objectifs : institutionnalisation de la recherche agronomique et de la formation professionnelle ; amélioration des bases de production par le biais de l'encouragement à la rationalisation des exploitations ; mesures économiques : soutien aux exportations, protection contre les importations, sécurité des prix (Clivaz, 2000, p. 14). Ces mesures se traduisent par des interventions directes sur le marché : subventions calculées de manière à augmenter la productivité. La garantie des prix des produits indigènes vise à assurer le revenu des agriculteurs (Moor, 1985, p. 29).

Dans les faits, cette politique agricole n'a pas tenu ses promesses. Tout d'abord le nombre de paysans et celui des exploitations agricoles ont fortement diminué, bien qu'un des objectifs ait été le maintien d'une forte population agricole. D'autre part, l'uniformité des prix fixés par le gouvernement a créé des disparités défavorables aux paysans des régions de montagne, pour qui il est moins facile de produire massivement et de rationaliser le travail. Des problèmes de surproduction se sont également posés, ainsi que des problèmes d'ordre écologique occasionnés par les pratiques liées à une agriculture intensive (Rieder, 1998, pp. 203 et 205).

²⁴ Loi fédérale, du 3 octobre 1951, sur l'amélioration de l'agriculture et le maintien de la population paysanne.

²⁵ Ordonnance, du 21 décembre 1953, relative à des dispositions de caractère économique de la loi sur l'agriculture

Durant les années 1980, les objectifs de la loi sur l'agriculture de 1951 sont remis en question. Des éléments nouveaux leur font obstacle, les uns externes, les autres internes. Les premiers découlent des négociations de l'Uruguay Round du GATT²⁶ dès 1986 ainsi que des relations avec l'UE²⁷, qui obligent la Suisse à revoir sa politique de subventions à la production, d'interventions directes sur le marché et de protectionnisme dans un contexte d'extension des échanges internationaux. On peut aussi ranger parmi ces causes externes la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de la guerre froide, qui contribuent à faire baisser la tension en Occident et à amener plus de sérénité face à l'avenir dans la conception de la politique. Un élément déclencheur est le rapport de l'OCDE²⁸ sur la politique agricole suisse, qui recommande une ouverture de cette politique aux préoccupations écologiques et aux marchés internationaux (Clivaz, 2000, p. 27).

Les causes internes tiennent à la surproduction indigène due à la pratique du subventionnement basé sur une idéologie productiviste. Côté consommateurs, des revendications nouvelles apparaissent : on exige des produits frais, « naturels », variés, on commence à faire la distinction entre l'aspect d'un aliment et ses qualités alimentaires, à s'inquiéter des atteintes à la santé résultant de l'industrialisation de l'agriculture (Darbellay, 1980, p. 55).

En résumé, jusqu'au début des années 1990, l'agriculture était un secteur privilégié et très soutenu de la politique intérieure suisse. Le rôle de l'agriculteur, reconnu, était celui de nourricier et de pilier de l'indépendance nationale, traduit dans les faits par un fort soutien des prix agricoles (Miéville-Ott, 2001a, p. 5). Dès les années 1980, cependant, des préoccupations d'ordre social, socio-économique et écologique viennent se greffer à celles, principalement économiques, du passé.

3.1.2. : La mutation de la politique agricole dans les années 1990

Le soutien public aux prix agricole diminue, sous la pression des négociations internationales. Les partenaires économiques de la Suisse ne sauraient s'accommoder plus longtemps de sa politique agricole, inconciliable avec l'idéologie libérale qui préside aux relations internationales entre pays occidentaux. La Confédération introduit alors une nouvelle

²⁶ General Agreement on Tariffs and Trades

²⁷ Union Européenne

²⁸ Organisation for Economic Cooperation and Development

politique agricole caractérisée par trois axes principaux : la séparation de la politique des prix de celle des revenus, l'introduction d'incitations financières en vue de prestations écologiques et, enfin, la diminution de l'intervention étatique (Clivaz, 2000, p. 27). Les premiers effets de ces changements de direction se font sentir dès le début des années 1990.

Dans son *Septième rapport sur l'agriculture* (CF, 1992), le Conseil fédéral réévalue les tâches de cette dernière. Il y range l'entretien du paysage et du territoire, qu'il place désormais quasiment au même niveau que la production alimentaire. Les prestations agricoles non indemnisées par le marché peuvent, dans cette nouvelle optique, justifier une rémunération par les pouvoirs publics. Introduits à l'article 31b de la loi sur l'agriculture en 1993, les paiements directs écologiques visent à rémunérer les agriculteurs pour leurs prestations en faveur de l'environnement (Clivaz, 2000, p. 29), dont l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) enregistre l'augmentation année après année (OFAG, 2001, p. 5). D'autres paiements directs à caractère social complètent ce processus de remplacement des aides étatiques liées à la production (Miéville-Ott, 2001a, p. 7 ; Rieder, 1998, p. 204).

L'article 104 de la Constitution fédérale, en 1996, énonce les objectifs suivants pour la politique agricole :

« La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue essentiellement :

- a. à la sécurité et à l'approvisionnement de la population ;
- b. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural ;
- c. à l'occupation décentralisée du territoire » (cité dans OFAG, 2001, p. 8).

En 1998 entre en vigueur une nouvelle loi sur l'agriculture²⁹, qui reprend dans son article 1 les objectifs de l'article 104 de la Constitution. Cette loi est une étape dans le projet de révision total de la politique agricole suisse : Politique agricole 2002 (PA 2002).

3.1.3. Politique agricole actuelle

Le point central de « Politique agricole 2002 », est la substitution du libre marché aux interventions étatiques sur les prix, d'où l'importance accrue de l'esprit d'initiative des

²⁹ Loi fédérale, du 29 avril 1998, sur l'agriculture

exploitants (Rieder, 1998, p. 204). On leur demande « d'atteindre une forte valeur ajoutée et de tirer de la vente des produits des recettes aussi élevées que possible » (OFAG, 2001, p. 132). Epaulés à cet effet par les services de vulgarisation agricole, les centres de recherche agronomique et de formation professionnelle, les agriculteurs doivent trouver des moyens pour s'adapter aux conditions du marché, ou disparaître. L'idéal de dégagement total de l'Etat reste cependant lointain : le degré de protection de l'agriculture suisse est, aujourd'hui encore, l'un des plus élevés au monde (OFAG, 2001, p. 278).

Les paiements directs sont une façon de soutenir les exploitants qui prennent le chemin de cet idéal. Ils constituent aujourd'hui l'instrument principal de la politique agricole (OFAG, 2001, p. 185). Ils sont une forme, tolérée par les accords internationaux, d'aide de l'Etat aux agriculteurs. Ils « remplacent » les subventions et les interventions étatiques sur le marché qui caractérisaient la politique agricole suisse des années 1950 aux années 1990. L'importance des paiements directs est proportionnelle à la surface de l'exploitation : plus on a de surface, plus on obtiendra de paiements directs. Avec moins d'un minimum de surface, 5'000 m² pour les cultures spéciales, on n'obtiendra rien. Politiquement, les paiements directs sont une « rétribution de l'agriculture pour ses prestations en faveur de la collectivité » (OFAG, 2001, p. 128) : entretien du paysage, sauvegarde des bases naturelles de l'existence, contribution à une occupation décentralisée du territoire, prestations écologiques particulières. Les prix de vente des produits ne compensent pas ces prestations. Pour elles, il n'y a pas de marché. C'est pourquoi, « par le biais des paiements directs, l'Etat s'assure le concours de l'agriculture pour fournir ces prestations d'intérêt général » (OFAG, 2001, p. 128).

Le caractère coercitif des paiements directs apparaît au vu des nombreuses restrictions à leur octroi. Par exemple, les « prestations écologiques requises » (PER)³⁰ sont le préalable à tout paiement direct (OFAG, 2001, p. 186). Les exploitations dites « traditionnelles », qui ne fournissent pas ces prestations, ne touchent plus de contributions depuis fin 2001. La production intégrée (PI) remplit ces critères écologiques, l'agriculture biologique aussi, mais cette dernière va plus loin ; elle bénéficie de paiements directs plus élevés (OFAG, 2001, p. 99). De cet encouragement fédéral, qui la préfère à tout autre mode de production, résulte une augmentation constante de la pratique de l'agriculture biologique (OFAG, 2001, p. 217), et la disparition progressive des entreprises qui ne s'adaptent pas. Elle est aujourd'hui l'idéal à atteindre, d'un point de vue politique.

³⁰ Les prestations écologiques requises sont des prestations qui visent à diminuer les pollutions agricoles, tant dans les cultures que dans l'élevage.

Il existe d'autres conditions pour l'obtention des paiements directs. La taille des exploitations (surface et main d'œuvre employée) est un facteur décisif : en 2000, 12'220 exploitations n'ont pas eu droit aux contributions en raison d'une surface insuffisante (OFAG, 2001, p. 189). La fortune de l'exploitant peut lui valoir une réduction des paiements directs. Il ne doit pas, non plus, être trop âgé : les paiements directs ne sont alloués qu'aux moins de 65 ans³¹ (OFAG, 2001, A.86). On voit que la Confédération cherche à agir sur les structures agricoles. Son objectif est d'arriver à une agriculture professionnelle, rationnelle et écologique.

3.1.4. Conception politique de la relation entre l'agriculture et l'environnement

3.1.4.1. Multifonctionnalité de l'agriculture

Dans le discours officiel de la politique agricole suisse, le paysan est prioritairement considéré comme un producteur de denrées alimentaires. Mais son rôle politique va bien au-delà de cette mission. L'article 104 de la Constitution fédérale, cité plus haut, montre le prix attaché à la multifonctionnalité de l'agriculture. Ses tâches dépassent la seule production : elles s'étendent à la conservation des ressources naturelles, à l'entretien du paysage, à l'occupation décentralisée du territoire, toutes prestations non rétribuées par la commercialisation des marchandises agricoles et indemnisées par les paiements directs.

La reconnaissance de cette multifonctionnalité est, en Suisse, au centre des considérations de la politique agricole, et beaucoup plus ancienne que les préoccupations proprement écologiques. Elle repose sur des considérations d'ordre historique et culturel, l'identité régionale et locale étant, en Suisse, largement fondée sur le monde paysan (Miéville-Ott, 2001a, p. 6). Par sa reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture, la Suisse en a une conception opposée à celle d'autres Etats, qui considèrent leurs paysans avant tout comme des producteurs de denrées agricoles commercialisables.

3.1.4.2. Développement durable

L'introduction des paiements directs s'ancre également dans une notion de droit international intégrée dans la Constitution fédérale en 1996, devenue un des concepts fondamentaux de la politique agricole helvétique. Il s'agit de la notion de développement durable. Elle est apparue lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED ;

³¹ Age légal de la retraite

Conférence de Rio). Cette conception du développement tient compte de trois aspects : social, écologique et économique. Le développement durable est orienté sur l'avenir : « l'objectif est que les générations futures puissent jouir d'un niveau de prospérité au moins comparable à l'actuel » (OFAG, 2001, p. 120). Dans cette optique, « au niveau national, l'Etat doit veiller à ce que les prestations d'utilité publique non indemnisées par le marché et fournies par l'agriculture soient rétribuées. L'entretien du paysage rural en est un exemple ; il offre un profit direct à la génération actuelle et constitue simultanément un héritage pour les générations futures. Les frais supplémentaires engendrés par les modes de production ménageant les ressources naturelles doivent être indemnisés par l'Etat tant que les coûts externes ne seront pas entièrement internalisés (...). Par ailleurs, l'Etat doit encourager, par des mesures de formation et de vulgarisation, des comportements de production et de consommation durables » (OFAG, 2001, p. 122).

3.1.5. Instruments de la politique agricole

La recherche agronomique, la vulgarisation agricole et la formation professionnelle sont les principaux outils de la politique agricole. Intermédiaires institutionnalisés entre les autorités et les agriculteurs, leur objectif est de relayer les messages, les instructions, d'opérer le passage de la théorie à la pratique, d'actualiser les décisions politiques.

La recherche agronomique a, entre autres buts, celui de rendre techniquement réalisables les souhaits gouvernementaux. Son rôle consiste à mener à bien des recherches et à procéder à des expertises et des examens. Aujourd'hui, « la structure de la recherche agronomique peut être comparée à un holding dont la maison mère serait l'OFAG. Celui-ci élabore la stratégie à long terme » (OFAG, 2001, p. 238). Il existe six stations fédérales de recherche, « jouissant d'une relative indépendance dans le cadre de leur mandat de prestations » (OFAG, 2001, p. 238).

La responsabilité de la vulgarisation agricole incombe aux cantons, sur financement la Confédération. Elle peut être gérée par le canton, ou, plus rarement, déléguée à des organisations professionnelles. Elle a pour tâches la mise en place de services de vulgarisation, de processus de formation continue, de programmes de cours, de conférences, ainsi que la publication de documentation spécialisée (Moor, 1985, p. 33).

Enfin, la formation professionnelle, surtout par le biais des écoles d'agriculture et de cours de perfectionnement, apporte aux agriculteurs les connaissances nécessaires à l'exercice d'un

métier soumis à de multiples exigences (CF, 1992, p. 114). Formation et perfectionnement sont l'objet de dispositions légales et sont fortement liés à la vulgarisation (OFAG, 2001, p. 241).

3.2. Le cas particulier de l'agriculture de montagne

3.2.1. Définition politique de l'agriculture de montagne

La politique agricole fait une nette césure entre plaine et montagne, la seconde étant systématiquement définie en termes de « manques », de « désavantages ». On lit par exemple dans le *Septième rapport sur l'agriculture* du Conseil fédéral : « Les mesures de la Confédération visent essentiellement à compenser autant que possible les désavantages résultant des conditions naturelles locales non influençables (...) D'une manière générale, les inconvénients augmentent avec l'altitude » (CF, 1992, pp. 257-258).

L'altitude, les conditions climatiques, l'éloignement des voies de communication, la configuration du terrain (OFAG, 1983, p. 44 ; OFAG, 2001, p. 187), ainsi que le morcellement des terres (CF, 1992, p. 258) sont perçus comme des obstacles à une activité agricole rationnelle telle que conçue dans les discours officiels. L'altitude et le climat raccourcissent la durée de la saison de végétation et réduisent les possibilités de culture. Les parcelles parfois peu accessibles aux véhicules, leur déclivité et leur dispersion compromettent les possibilités de mécaniser le travail. La comparaison avec la plaine et son agriculture rationalisée est toujours sous-jacente, au détriment de la montagne : chaque attribut de cette dernière est un écueil à l'application des principes de la politique agricole.

La définition de l'agriculture de montagne en termes de manques à pallier reflète la domination du système capitalisme qui préside à la politique suisse. Elle est une manifestation de l'ethnocentrisme urbain, aux visées identitaires ; en aidant cette agriculture, la Confédération souligne le fait que les Alpes restent un enjeu national, et le montagnard une figure nationale.

Les mesures de politique agricole sont appliquées selon une division du territoire non situé en région de plaine en zones : la zone ZPC (zone préalpine des collines, dès 700 m), la zone I (basse montagne, dès 800 m), la zone II (moyenne montagne, dès 900 m), la zone III (haute

montagne, dès 1000 m) et la zone IV (très haute montagne, au-dessus de 1200 m). Les autorités compétentes (OFAG et Conseil fédéral) ont, en outre, établi un système de régions qui permet de répartir l'aide de la Confédération et des cantons en fonction des conditions de production de chaque région. La surface utilisée à des fins agricoles est subdivisée en trois régions : la région de plaine, la région des collines (zone de montagne I) et la région de montagne (zones de montagne II à IV) (OFAG, 2001, A 84).

3.2.2. Une assistance nécessaire

Le point de vue qui tend à voir dans l'agriculture de montagne un secteur défavorisé explique que, dès la deuxième moitié du XIXe siècle, la politique agricole fédérale s'inquiète des régions de montagne. Ce souci se reflète dans les textes officiels. Un décret fédéral de 1878 traite de l'amélioration des alpages ; la loi fédérale de 1893 sur l'amélioration de l'agriculture et sa révision en 1929 tiennent particulièrement compte de la situation de ces régions (Moor, 1985, p. 10). L'article 2 de la loi sur l'agriculture de 1951 astreint la Confédération à prendre des mesures spécifiques concernant l'agriculture de montagne (Zufferey, 1991, p. 11 ; Rieder, 1998, p. 202 ; OFAG, 1983, p. 9). L'article 4 de la loi sur l'agriculture de 1998 l'oblige à « prendre en considération d'une manière équitable les conditions difficiles de vie et de production, notamment dans la région de montagne et la région des collines ». On voit la persistance de la préoccupation pour la montagne dans un secteur agricole pourtant sujet à d'importants bouleversements.

Ce souci se concrétise à travers une palette d'interventions prévues par la loi. Ces mesures vont de l'encouragement à l'assainissement, de l'aide à la rénovation et à l'équipement des exploitations (Zufferey, 1991, p. 11) aux allocations familiales, en passant l'octroi de paiements directs généraux pour la culture des terrasses en pente et la garde d'animaux dans des conditions difficiles (OFAG, 2001, p. 186). Ces prestations de droit public en faveur des agriculteurs de montagne ont une raison politique : la crainte d'un abandon massif des terres en altitude. Ces mesures ressortissent au principe de précaution en tant qu'elles visent la prévention des catastrophes naturelles qu'entraînerait une jachère excessive des sols cultivables en montagne (Moor, 1985, p. 38 ; Zufferey, 1991, p. 11). La lutte contre l'exode rural, au sens d'un déséquilibre des peuplements villageois et urbains n'est plus aujourd'hui un objectif prioritaire, cet exode n'étant en Suisse guère significatif que dans les régions de

plaine ou des collines (CF, 1992, p. 58). La politique agricole met davantage l'accent sur le bon fonctionnement des économies locales en régions de montagne, et sur les connexions entre l'agriculture et les autres secteurs économiques (CF, 1992, p. 259), de sorte que cette politique est intimement liée à des programmes de développement régionaux (Moor, 1985, p. 43).

3.2.3. Les missions politiques de l'agriculture de montagne

Ces programmes s'insèrent, à leur tour, dans une stratégie de survie du pays en cas de crise, de guerre, de rupture des échanges internationaux ou autre coup dur (Zufferey, 1991, p. 10). Le potentiel agricole en régions de montagne serait alors utile au pays.

Le bon fonctionnement de cette agriculture est par ailleurs garant du développement économique : la mode du tourisme doux conduit les autorités à veiller à maintenir un paysage montagneux vivant, un habitat décentralisé, coexistant avec des espaces de détente propice au retour à la nature qu'attendent des hôtes sensibles à l'équilibre de sites soigneusement entretenus (CF, 1992, pp. 257 et 390). Le Conseil fédéral justifie cette mission paysagiste confiée à l'agriculture de montagne en invoquant les engagements internationaux de la Suisse : « Le maintien et l'encouragement d'une agriculture adaptée aux conditions locales et respectueuse de l'environnement est au demeurant un des objectifs de la Convention alpine » (CF, 1992, p. 390). En politique intérieure, l'existence de communautés locales partiellement agricoles mène à reconnaître au secteur primaire le rôle de « pilier de nombreuses petites communes et vallées isolées » (Darbellay, 1980, p. 52).

3.3. Les paysans suisses face à la politique agricole actuelle

3.3.1. Sens et identité

Voilà plus d'un siècle et demi que la politique agricole suit des axes directifs se référant à des représentations sous-jacentes qui se succèdent selon les priorités que les autorités compétentes lui attribuent successivement. Ces représentations ont conditionné les identités paysannes. Sécurisés par le protectionnisme dès la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, promus au rôle de nourriciers de la nation dès la deuxième guerre mondiale, les paysans suisses étaient traités

avec égards. Avec les bouleversements de la fin du XXe siècle, l'image que les agriculteurs suisses se font d'eux-mêmes et qui leur est renvoyée par la société globale se dégrade. Ils se sentent moins valorisés que par le passé, lorsque la paysannerie était l'une des lignes de fait de la démocratie suisse. A en croire Peter Schallberger, « la nouvelle politique agricole ne menace pas seulement l'existence économique de nombreuses exploitations agricoles, mais elle mine l'identité paysanne et la représentation que les agriculteurs se font d'eux-mêmes » (Schallberger, 2001, p. 103).

Valérie Miéville-Ott estime que la généralisation des paiements directs et l'orientation résolument écologique de l'actuelle politique agricole désorientent les paysans : ils ont l'impression de perdre leur légitimité de producteurs de denrées alimentaires (Miéville-Ott, 2001a, p. 17). Seule une minorité d'agriculteurs réagit de manière modérée à ces changements. Cette catégorie peut se calquer sur celle établie par Peter Schallberger, les « agriculteurs de marché » (Schallberger, 2001, pp. 109 et suiv.). Cette minorité se caractérise par une angoisse moindre face à l'avenir et à la perspective d'envisager de nouvelles solutions (Miéville-Ott, 2001a, p. 21).

Beaucoup de paysans suisses sont dans des situations économiques précaires, qui se répercutent en stress identitaire. Il concilie malaisément leur système de représentations sociales et symboliques, basé sur la fonction de production et de domestication, avec les nouvelles exigences fédérales, plutôt axées sur des notions telles que l'entretien du territoire et l'écologie. La logique de production se heurte aux directives de la politique agricole (Schallberger, 2001, p. 118). « Ne plus pouvoir concilier son identité professionnelle, sociale et symbolique avec ses pratiques ne peut que s'accompagner d'une perte de sens et d'un sentiment d'aliénation » (Miéville-Ott, 2001a, p. 22). Dans les faits, selon Miéville-Ott, on assiste à une tentative des paysans d'intégrer les nouvelles orientations qui leur sont attribuées par la société à leur système de valeurs, ce qui aboutit « à une contradiction entre les pratiques effectives tolérées par le réaménagement du système périphérique et le système de valeurs du noyau central ou ethos paysan » (Miéville-Ott, 2001a, p. 23 ; cf. aussi Schallberger, 2001, p. 103). Une situation pour le moins inconfortable.

3.3.2. Dépendance à l'Etat et au marché

Yvan Droz décrit l'arrière-plan aliénant de ce bricolage identitaire. Les paysans se trouvent « dans une situation de dépendance face aux fluctuations du marché des produits agricoles,

aux incertitudes de la politique agricole helvétique et au démantèlement des supports sociaux-économiques qui ont protégé l'agriculture suisse depuis la Seconde Guerre mondiale » (Droz, 2002, p. 214). En plus du travail proprement agricole, chaque exploitant doit fournir un gros travail administratif. De sorte que, « aux yeux de nombreux agriculteurs, l'exploitation est l'otage administratif de l'Office fédéral de l'agriculture et des organisations intermédiaires » (Droz, 2002, p. 212) : remplir des formulaires est la condition *sine qua non* à l'obtention des paiements directs dont aucune exploitation d'élevage de bétail n'est en mesure de se passer : ainsi les éleveurs jurassiens sont « engoncés dans des directives administratives » (Droz, 2001b, p. 151). De l'aveu de l'Office fédéral de l'agriculture, « pour toucher les paiements directs, les agriculteurs doivent satisfaire à de nombreuses exigences. (...) Toute infraction aux prescriptions pertinentes entraîne des sanctions sous forme d'une réduction ou d'un refus des paiements directs » (OFAG, 2001, p. 188). En 2000, 8000 infractions ont été constatées, ce qui a permis à la Confédération d'économiser la modique somme de 5,1 millions de francs (OFAG, 2001, p. 196)³². A la pression des autorités politiques s'ajoute celle des grands distributeurs qui font appel à des exploitations capables de leur fournir des produits répondant aux critères de qualité des différents labels, lesquels se multiplient d'année en année. Ces labels nécessitent des contrôles, imposent la tenue de journaux d'exploitation, subventions à la clé : « l'insertion dans un marché en voie de déréglementation se fait paradoxalement à ce prix : l'adjonction de contraintes administratives des grands distributeurs ou d'associations professionnelles à celles de l'administration fédérale » (Droz, 2002, p. 212).

3.3.3. Perception des mesures écologiques et conflits de savoirs

Les agriculteurs éprouvent un sentiment d'incompréhension face aux mesures écologiques prévues par la nouvelle politique agricole. Ils ne voient pas pourquoi ils auraient des leçons à recevoir des associations de protection de la nature. Le paysan se considère comme le dépositaire des savoirs écologiques en raison de sa fréquentation séculaire de la nature (Miéville-Ott, 2001b, p.87). « L'antériorité de son rapport à la nature le légitime dans ses pratiques, comme si elle le préservait par définition de tout risque de lui porter préjudice » (Miéville-Ott, 2001a, pp. 18-19). La question du sens se pose car, du point de vue du paysan, les mesures manquent souvent de cohérence par rapport à son système de valeurs ; les experts

³² A titre de comparaison, la même année, 2965 millions de francs ont été alloués à l'agriculture sous la forme des paiements directs (OFAG, 2001, p. 185).

sont perçus comme des théoriciens éloignés de la réalité agricole. « La relation aux connaissances scientifiques des experts conserve jusqu'à aujourd'hui un statut extrêmement ambivalent » (Schallberger, 2001, p. 107).

En résumé, « on assiste en fait à une lutte entre un savoir endogène, issu d'une expérience intime avec la nature, et un savoir de spécialiste, extérieur à l'agriculture » (Miéville-Ott, 2001a, p. 20). Mendras parle à ce sujet de l'opposition radicale entre « une connaissance empirique et particulariste et une connaissance scientifique et universaliste » (Mendras, 1992, p. 76).

Au total, l'agriculteur se représente difficilement les prestations pour lesquelles il est aussi rétribué par le biais des paiements directs, comme le maintien de la biodiversité, et d'une vie sociale dans des régions éloignées des centres urbains, l'entretien du paysage, gestion du territoire (Miéville-Ott, 2001a, pp.15-16).

CHAPITRE 4 : L'AGRICULTURE EN VALAIS

4.1. Spécificité valaisanne

Les paysans eux-mêmes et leurs élites locales tendent à présenter l'agriculture de montagne valaisanne comme une exception dans le paysage agricole helvétique. Leur discours s'appuie sur deux composantes identitaires majeures. L'une est l'élément « montagne », avec ses caractéristiques propres, qui s'oppose à la plaine ; l'autre est l'originalité de l'agriculture valaisanne, caractérisée entre autres par la polyculture (plusieurs activités agricoles dans une exploitation : cultures, arboricoles, maraîchères ou viticoles, voire bétail, etc.) et par l'élevage d'une vache atypique : la vache d'Hérens. Cette revendication de l'exception valaisanne veut montrer que les lois conçues pour l'agriculture suisse ne peuvent être appliquées directement à l'agriculture d'altitude valaisanne. Représentant les élites locales, l'avocat-notaire et conseiller national Maurice Chevrier note, dans la préface au livre d'Andrée Fauchère, *Le cri des paysans de haute montagne* : « Le droit à la différence, l'exception valaisanne et alpine doivent être reconnus et défendus » (Fauchère, 1998, p. 11).

D'autres différences concrètes peuvent être énumérées. Selon Yvonne Preiswerk, en Valais, le paysan possède la terre qu'il exploite, de manière individuelle ou collective, ce qui n'est pas le cas dans d'autres régions de Suisse, notamment en Gruyère (Preiswerk, 1989/1990a, p. 93). En réalité, il semble plutôt que les agriculteurs valaisans à titre accessoire sont généralement propriétaires de leurs terrains, tandis que ceux dont l'agriculture est la source de revenu principale sont locataires d'une partie au moins des terres qu'ils travaillent (Sauvain, 1980). Mes propres données confirment cette affirmation. Elle se vérifie d'autant plus dans la plaine du Rhône où les exploitations s'agrandissent en se concentrant dans les mains d'agriculteurs professionnels toujours moins nombreux. Les coteaux de la rive droite du Rhône sont également concernés par ce phénomène.

La question des héritages est une autre manifestation de la spécificité valaisanne. Historiquement, deux systèmes d'héritages existent en Suisse : la pratique successorale à partage égal et la pratique successorale préférentielle. Dans le premier cas, le domaine

agricole est partagé à part égale entre tous les héritiers³³. Dans le second, un seul enfant hérite du domaine. Ce clivage historique explique en partie les différences actuelles entre les régions agricoles helvétiques (exploitations surtout à titre principal ou accessoire), et se répercute sur la structure de l'habitat rural (habitat groupé en villages ; fermes isolées) (OFS, 1997, p. 168). Ainsi, dans d'autres régions, où l'agriculture est avant tout une entreprise gérée à titre d'occupation principale, qui doit faire vivre une famille, des stratégies doivent être mises en place pour sauvegarder l'unité du domaine (Hainard et Hainard, 1980, pp. 233-235 ; Droz, 2001a, pp. 44-45). Tandis qu'en Valais, où la plupart des exploitations se mènent à titre accessoire, le problème est moins aigu.

4.2. Contexte politique, économique, géographique

4.2.1. L'agriculture valaisanne dans son contexte géographique

Le Valais, au sud de la Suisse, aux frontières de la France et de l'Italie, se situe dans la chaîne de montagne des Alpes (*cf.* annexe No 1). C'est un canton montagneux, traversé par la plaine du Rhône où se déploie une agriculture intensive, surtout arboricole et maraîchère. Orientée du nord-est au sud-ouest, la plaine oscille, dans la région qui nous occupe, entre des altitudes de 560 mètres à Martigny et 535 mètres à Sierre. Sa largeur varie de 5 km au premier de ces endroits à 2 km au second. Achievé au début des années 1950, l'endiguement du Rhône a contribué à l'intensification de l'agriculture sur ses deux rives.

Le coteau de la rive droite du Rhône, orienté vers le sud, est planté de vignes, jusqu'à une altitude de 800 mètres environs. Au-dessus de ce vignoble se trouvent des terrains en pente modérée dans certaines régions, comme à Arbaz, importante zone de production de plantes médicinales. Sur la rive gauche, moins ensoleillée, le vignoble occupe une moindre surface ; des arbres fruitiers, notamment des abricotiers, poussent jusqu'à 900 mètres environs.

Des vallées s'ouvrent autour d'affluents du Rhône. Ces vallées sont plus nombreuses sur la rive gauche. Je me suis particulièrement intéressée à celles de Bagnes et d'Entremont, autres lieux de production des plantes médicinales. Elles ont, de Martigny à Sembrancher, un tronc commun profondément encaissé entre des flancs arides qui laissent peu de place à

³³ Au début du siècle, en Suisse, on trouve cette façon de faire dans les régions de culture du Moyen-Pays (ouest et nord de la Suisse), au Jura (sans Neuchâtel), à l'intérieur des Alpes et au Tessin, soit au sud de la Suisse (OFS, 1997, p. 168).

l'agriculture (OFAG, 1983, p. 27). Ce tronc se divise à Sembrancher. Le Val d'Entremont s'oriente au sud ; le Val de Bagnes, à l'est, puis au sud.

Les plaines sont rares dans ces deux vallées ; elles s'étagent en terrasses peu étendues. Dans le Val d'Entremont, sur les 2'366 hectares de terres cultivables recensées au début des années 1980, 24% sont planes ou légèrement inclinées (pente de 0 à 10%), 33% ont une pente de 10 à 30%, 43% ont une inclinaison supérieure à 30%. Ces chiffres sont de 13%, 36% et 51% dans le val de Bagnes (OFAG, 1983, p. 32).

L'élevage des vaches et du petit bétail et les travaux de campagne qui s'y lient, la culture céréalière et vivrière (légumes et pommes de terres) formaient autrefois le gros de l'activité agricole, dans ce qu'on appelle ces vallées latérales. Leurs habitants avaient des exploitations de type familial et étaient souvent semi-nomades : ils se déplaçaient des vignes de basse altitude qu'ils possédaient aux alentours des localités de plaine jusqu'aux hauts pâturages d'été.

Les deux principaux centres de production des plantes médicinales correspondent à deux zones de développement régional différencié. Le secteur primaire s'y est modernisé selon des modalités différentes.

Sur la rive droite du Rhône, l'essor de la vigne a accéléré l'abandon de l'élevage, des prairies et des champs de céréales. Un exode agricole progressif a poussé à la diminution, puis à la quasi cessation des cultures vivrières. Les entreprises agricoles qui subsistent dans ces régions, au-dessus de la limite des vignes, sont, en général, d'assez grande taille relativement à celles du passé. Leurs exploitants ont acquis ou loué des terrains que les propriétaires n'ont plus le temps, ou l'envie, de cultiver. Les producteurs de plantes médicinales de la rive droite ont parfois bénéficié de cet abandon des terres agricoles.

Dans les vallées latérales de la rive gauche, où certains villages sont éloignés de la plaine, beaucoup d'habitants gardent volontiers une activité agricole, une petite exploitation familiale, dont le revenu s'ajoute à leur salaire. On y compte d'assez nombreuses petites entreprises rurales élevant un petit troupeau et/ou cultivant quelques champs. Les exploitations s'y concentrent aussi. Bien des familles, afin de s'assurer un revenu accessoire, cultivaient des petits fruits (framboises et fraises) dès les années 1930. Le pic de cette production se situe en 1955 (Sauvain, 1980, p. 135). Ultérieurement, la concurrence de la plaine a découragé ces cultures fruitières de montagne, fréquemment remplacées par des plantes médicinales dans la vallée de Bagnes et d'Entremont, où elles continuent d'assurer un

revenu accessoire à des agriculteurs à temps partiel, et un revenu important à certains agriculteurs à titre principal.

4.2.2. Politique agricole valaisanne

L'histoire de la politique agricole du canton du Valais se rapproche, peut-être plus encore que celle de la Confédération, d'une sorte de « colonisation » de la montagne par la plaine, par l'urbain. Aux yeux de ses autorités, le canton, entré dans la Confédération helvétique en 1815, doit se montrer à la hauteur de cet engagement. Gommer les particularités et entrer dans le monde « civilisé » sont leurs mots d'ordre.

Fortement rural à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, le canton entame à ce moment-là sa marche vers une agriculture rationnelle. On veut remédier au morcellement des terres, résultat de la multiplication des partages successoraux, par des remaniements parcellaires qui comportent, outre la restructuration des propriétés foncières, des améliorations des réseaux d'irrigation et des chemins. Educative en tant qu'elle vise à agir sur les coutumes paysannes, cette politique vise à rationaliser l'agriculture et à l'intégrer à une conception du progrès chère aux élites urbaines. Les autorités cantonales, confrontées à l'époque à une émigration massive, cherchent à la freiner en occupant les Valaisans dans l'agriculture. L'endiguement du Rhône et la rationalisation du travail sont des mesures prises dans ce sens, tout comme l'encouragement d'initiatives privées telles que l'Ecole d'agriculture d'Ecône ou les premières sociétés d'agriculture qui datent de cette époque. Ces institutions vulgarisent les acquis des techniques nouvelles.

Durant la première moitié du XX^{ème} siècle, le Valais connaît un début d'industrialisation (ouverture de l'usine de la Ciba à Monthey en 1904, de l'usine d'aluminium à Chippis en 1905, activités de l'industrie minière (OFAG, 1983, pp. 21-22)). Elle occasionne un transfert massif de la main d'œuvre de l'agriculture vers les industries, ce qui inquiète les autorités, au même titre que le développement du tourisme. Elles redoutent une perte de l'identité régionale, marquée par l'agriculture et la vie villageoise. Elles craignent beaucoup la dépopulation en altitude, phénomène pourtant moins massif en Valais que dans d'autres régions de Suisse³⁴. Elles ont peur que « les transformations industrielles rapides du Valais ne

³⁴ En réalité, on observe une tendance à l'exode relatif de villages éloignés des centres, une croissance démographique moindre en montagne qu'en plaine, dans les zones rurales que dans les villes et les localités plus petites qui les joutent (OFAG, 1983, p. 53)

créent un déséquilibre néfaste entre paysans et citadins, montagne et plaine, et ne précipitent la perte des valeurs traditionnelles » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 5). L'Etat cantonal, à cette époque, encourage la modernisation de l'agriculture de montagne, perçue comme la conditions *sine qua non* de son maintien, tout en valorisant divers aspects de la « tradition ». Ce double objectif peut sembler paradoxal : on veut moderniser tout en restant traditionnel. A en croire Berthoud et Kilani, « la politique agricole du Valais, entre 1915 et 1950, si elle a contribué à des améliorations sectorielles certaines, n'a pas pour autant créé les conditions d'un véritable essor de l'agriculture de montagne » (Berthoud et Kilani, 1984, p. 5). Trop axée sur des concepts idéologiques et politiques, pas assez soucieuse du contexte économique, proposant des solutions pas toujours adaptées, cette politique serait une des causes de la situation actuelle de l'agriculture de montagne (Berthoud et Kilani, 1984, p. 5).

Durant la deuxième moitié du XXème siècle, l'industrialisation s'accroît, notamment dans le domaine hydroélectrique avec la construction de nombreux barrages (OFAG, 1983, p. 22) ; le secteur touristique se développe rapidement. Les salaires des secteurs secondaire dans un premier temps, puis tertiaire, attirent de la main-d'œuvre, ce qui aggrave l'exode agricole et augmente la désaffection pour la profession agricole (Zufferey, 1991, p. 10 ; Berthoud et Kilani, 1984, p. 6). Il faut préciser que l'exode agricole ne s'accompagne pas forcément d'un exode rural : on abandonne l'agriculture, surtout à titre principal, mais on reste habiter au village (Darbellay, 1980, p. 22).

Depuis les années 1950, les dispositions prises par le canton en matière de politique agricole suivent les lignes directrices tracées par la Confédération. Des programmes cantonaux de développement régional sont mis sur pied, dans la ligne de la politique régionale fédérale qui entend promouvoir un développement global des régions de montagne. Ils visent à longue échéance à une mise en valeur optimale des atouts de la montagne et vont du « potentiel humain » au « patrimoine architectural » en passant par le « capital nature ». A court terme, ils servent à l'application de la loi fédérale de 1962 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (Berthoud et Kilani, 1984, p. 8). Ces programmes envisagent l'agriculture en tant que secteur de la vie locale. Ils se distancent donc des mesures antérieures prises par le canton en faveur de l'agriculture en tant que telle. Ce glissement se vérifie dans les remaniements parcellaires entrepris dès 1960. Ils indiquent une volonté politique d'aménager tout le territoire d'une commune, et non plus seulement de faciliter les activités agricoles dans cette commune, à l'instar des remaniements antérieurs. Ces derniers étaient moins ambitieux ; les autorités qui les ordonnaient voulaient diminuer les désavantages du

morcellement du sol, sans les éliminer entièrement. Elles étaient sensibles à l'avantage idéologique de cette situation ; elles pensaient que la possession de propriétés foncières, même exiguës, moralisait le citoyen et favorisait son attachement à sa patrie (Clavien, 2002, p. 612).

Quoi qu'il en soit, la surface des terres cultivées sur le territoire valaisan est tombée de 7162 hectares en 1945 à 3640 en 1975 (Rey, 1980, p. 105). Les exploitants se raréfient. La politique agricole valaisanne prend acte de ces changements. Redoutant un abandon massif de l'agriculture, elle prône « la fonction d'entretien du paysage que l'agriculture doit accomplir en plus de sa fonction de production » (Clivaz, 2000, pp. 111-112), insiste sur l'importance de la population rurale pour la survie des villages de montagne, la protection du milieu naturel, l'animation des espaces de tourisme et de détente (Clivaz, 2000, p. 112). Loin de se borner à soutenir des mesures fédérales servant à rémunérer ces apports accessoires de l'agriculture de montagne (paiements directs, subsides, etc.), les autorités cantonales prennent des initiatives complémentaires. Elles approuvent des règlements communaux astreignant les propriétaires de prairies non exploitées à les faucher. Elles s'efforcent de trouver des moyens pour assurer la survie des paysans. Parmi ces moyens, la collaboration avec le secteur touristique et l'aménagement du territoire sont particulièrement soulignés (Clivaz, 2000, p. 113).

Cet accent mis sur la multifonctionnalité du milieu rural de montagne et les services rendus par l'agriculture à toute la collectivité et à l'économie locale n'a rien d'étonnant si on se rappelle que la politique agricole fédérale ne tenait plus pour décisif le rôle de producteur de denrées alimentaires des paysans d'altitude. Soucieux de protéger les siens, le gouvernement valaisan se bat « pour que la Confédération élabore des bases légales permettant d'indemniser les restrictions à l'exploitation liées à la protection des bases naturelles » (Clivaz, 2000, pp. 116-117). Le Valais se dote également d'une base légale nécessaire à l'obtention et à la distribution à ses bénéficiaires des contributions fédérales pour l'exploitation des terrains en pente (Clivaz, 2000, pp. 117-118). Le législateur cantonal n'a cependant pas les moyens de modifier ce qu'il considère comme des excès de la politique agricole suisse, ni ses priorités.

Votée en 1993, la loi valaisanne sur l'agriculture montre une volonté des élites locales de défendre la position de cette branche, en dépit de son affaissement, dans un marché intérieur influencé par la libéralisation mondiale. Voici, exprimées par les autorités cantonales, les visées de cette loi :

« La loi sur l'agriculture doit promouvoir dans le canton une agriculture de qualité, adaptée au site de production et respectueuse de la nature, du paysage et de

l'environnement. Elle doit viser à améliorer les conditions d'existence de la population paysanne et encourager les exploitations de type familial.

Les sept principes de base suivants ont présidé à l'élaboration de la loi :

- 1) Subsidiarité de l'Etat par rapport aux organisations professionnelles et agricoles.
- 2) Claire répartition des tâches entre la Confédération et le Canton.
- 3) Action soutenue de l'Etat dans les domaines de l'aménagement du territoire, du droit foncier et de l'amélioration des structures.
- 4) Attitude plutôt libérale de l'Etat dans le choix des productions et dans le domaine du marché et de la commercialisation.
- 5) Soutien à une agriculture adaptée au site de production, respectueuse de la nature et de l'environnement.
- 6) Mesures plus poussées pour l'agriculture de montagne, étant donné le rôle qu'elle joue dans l'entretien du milieu rural (peuplement décentralisé, paysage, aménagement du territoire).
- 7) Promotion de l'exploitation familiale, qu'elle soit conduite à plein temps ou à temps partiel » (CV, 1992, p. 89).

Les points 1 à 3 sont révélateurs d'une dépendance de la profession par rapport aux pouvoirs publics. Le point 4 est un rappel de la globalisation marchande. Le point 5 est un signe de l'intégration des conceptions écologiques prévalant en milieux urbains et dans la politique agricole fédérale, et qui se répandent dans les campagnes, en dépit de résistances (le canton du Valais n'est pas un pionnier en matière d'écologie). Les points 6 et 7, enfin, se réfèrent à des valeurs auxquelles on tient, mais que l'on ne peut concilier que pour autant qu'elles s'intègrent aux cinq premières condition-cadres.

4.2.3. Modernisation et intégration de l'agriculture de montagne

4.2.3.1. Pratiques agricoles de plaine et de montagne

L'expansion sans précédent du tourisme en Valais, à partir des années 1960, conjugué à l'industrialisation croissante, bouleverse la vie économique de cette région, plus particulièrement dans les zones de montagne, précipitant l'effondrement de pans entiers de la vie sociale de nombreux villages, auparavant largement basée sur une agriculture vivrière.

Encouragées par les autorités, la modernisation et la mécanisation de l'agriculture de montagne au XX^{ème} siècle, surtout dès les années 1950, sont sans commune mesure avec celles de la plaine. L'écart entre les deux zones se creuse. Les possibilités de mécaniser le travail sont plus restreintes en régions de montagne. Néanmoins, la diversité y est grande : il existe des terrains mécanisables dans les hauteurs. Cette modernisation, moins rapide et fulgurante qu'ailleurs, intervient aussi plus tardivement, vers 1955-1960. Elle permet de faciliter quelque peu le travail et d'accroître, dans une certaine mesure, la productivité des paysans de montagne (Rieder, 1998, p. 201). Il existe cependant des parcelles travaillées manuellement (OFAG, 1983, p. 35 ; Rieder, 1998, p. 201), pour des raisons pas toujours réductibles au simple facteur de « pente » : parfois, il s'agit d'un choix délibéré des agriculteurs, surtout à titre accessoire, dont les motivations dépassent la simple rationalité économique et sont souvent d'ordre affectif ou moral (lien avec la terre, amour du bétail, maintien du patrimoine familial), social (lien avec les autres familles du village), attirance pour un travail jugé valorisant et qui a pour cadre la nature (Darbellay, 1998, p. 195).

4.2.3.2. Agriculture et économie locale

Le tourisme et l'agriculture de montagne sont intimement liés. L'activité touristique dépend dans une large mesure de l'agriculture : si les vacanciers choisissent le Valais, que ce soit durant l'été ou l'hiver, c'est pour se trouver « à la montagne », lieu investi d'un éventail d'images issues du fonds culturel de nos sociétés, images non sans rapport avec le mythe du paysan montagnard helvétique. Le touriste cherche à la montagne l'air pur, un mode de vie proche de la nature, le sport ou les randonnées dans des paysages grandioses, mais aussi bucoliques. Ainsi, les prés entretenus aux abords des villages et les troupeaux paissant dans les alpages contribuent à l'attrait de la région. Comme l'écrit Jean-Jacques Zufferey, cet attrait « ne résulte pas uniquement de la montagne en tant que telle, mais provient surtout du fait que des gens accomplissent un travail gigantesque pour l'entretenir et la soigner. (...) *Les prestations invisibles de l'agriculture de montagne* consistent en grande partie à soigner et à entretenir le paysage » (Zufferey, 1991, p. 22). Un autre apport de l'agriculture de montagne au tourisme peut être vu dans l'aspect de sécurité. On peut en effet se demander si les touristes viendraient aussi nombreux si les dangers de glissement de terrains, d'avalanches ou d'incendies étaient multipliés en raison de l'abandon de l'activité agricole.

Economie locale et agriculture à titre accessoire (largement dominante) sont interdépendantes. Si « les exploitations annexes sont tributaires des économies locale et régionale n'appartenant pas au secteur agricole » (Rieder, 1998, p. 206), en tant qu'elles en tirent un revenu, il n'en

reste pas moins que « l'agriculteur à temps partiel est devenu indispensable au milieu rural ; (...) il contribue à son développement, il y paie ses impôts, il fait marcher le commerce local, il fait maintenir l'école, il participe à la vie des sociétés » (Darbellay, 1980, p. 62).

Tenant compte de cette interdépendance, les programmes de développement régional, en Valais, se penchent sur les liens entre agriculture et tourisme. Le rôle de « jardinier du paysage » est ici central. « En protégeant l'environnement et en donnant au paysage une forme attrayante, le paysan prend une part très importante dans le service rendu à toute l'économie touristique de montagne » (Zufferey, 1991, p. 10). De plus, comme l'écrivent Berthoud, Crettaz et Preiswerk, « qui dit tourisme dit aussi nature, patrimoine et culture, atouts primordiaux offerts en prime aux consommateurs de loisirs » (Berthoud, Crettaz et Preiswerk, 1991, p. 9). Ceci signifie que le maintien d'une certaine culture rurale est au goût du jour et profite à l'économie locale. Pour la Gruyère, « poyas, désalpes, fabrication de gruyère d'alpage, chants et danses folkloriques ravivent et animent le fonds de la tradition et les 'vraies valeurs' à conserver tout en étant symboles du passé et objets marchands » (Berthoud, Crettaz et Preiswerk, 1991, p. 9). Cette instrumentalisation de symboles agricoles se retrouve en Valais, où inalpes, désalpes, troupeaux de vaches de la race d'Hérens, fabrication artisanale, à l'alpage, du fromage à raclette sont autant d'attraction proposés par les offices de tourisme.

Canton tirant du tourisme une part importante de son revenu, et en même temps très attaché à ses traditions, dont le maintien est une des préoccupations des autorités, le Valais se trouve tiraillé entre différentes forces. D'un côté, l'industrie touristique demande de la culture, du « traditionnel », c'est-à-dire concrètement des plats typiques, des combats de reines, des troupeaux sur l'alpage, des paysages agricoles, de la musique et des costumes traditionnels : des responsables des offices du tourisme exhument un nombre toujours croissant de pratiques oubliées, les remettent au goût du jour, promeuvent le maintien des pratiques qui n'ont pas totalement disparu. Nombre de décideurs accordent un statut analogue à l'agriculture de montagne, garante d'une supposée « authenticité » locale (Kilani, 1984, p. 50). Tout se passe comme si cette agriculture avait pour seule finalité de participer à la bonne marche de l'industrie touristique. On doit néanmoins nuancer cette affirmation de Kilani (1984, p. 51). La culture rurale est certes au cœur de l'identité valaisanne telle qu'elle est présentée à l'autre, à l'étranger, et intériorisée par les montagnards. Néanmoins, aux dires de Jean-Jacques Zufferey, « la culture rurale (...) est source de cohésion entre ses membres et pénètre au cœur de tous les aspects de la société, de l'économie à la politique, de la religion à l'éducation,

etc. » (Zufferey, 1991, p. 11). Elle demeure une réalité qui sert de ciment social, en mettant à la disposition de chacun des instruments de communication avec autrui. En fait, elle est instrumentalisée vis-à-vis de l'extérieur, tandis que, de l'intérieur, on lui demeure attaché sans se l'imaginer forcément comme quelque chose de figé, et sans avoir conscience des processus de formation dont elle est le fruit.

4.3. L'agriculture à titre accessoire

L'économie des régions de montagne se transforme en profondeur avec l'évolution de l'économie en général (Rieder, 1998, p. 201). L'agriculture, auparavant activité principale des valaisans, devient un secteur parmi d'autres de leur économie. L'agriculture à titre accessoire prend le dessus sur celle à titre principal durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle pour devenir, aujourd'hui, une composante à part entière du paysage économique valaisan (Darbellay, 1998, p. 193). Dans ce domaine, la diversité est grande sur le territoire national. En effet, si, en 2000, le tiers environs des entreprises agricoles suisses sont conduites à titre accessoire (OFAG, 2001, p. 14), cette proportion s'élève aux deux tiers pour le Valais. On trouve une situation similaire au Tessin. Ces deux cantons s'opposent aux autres régions agricoles suisses, où l'on trouve surtout des exploitations à titre principal (OFS, 1997, pp. 167-168).

Les double actifs concilient un travail dans les secteurs secondaire ou tertiaire avec leur labeur dans une petite entreprise agricole familiale. Cette catégorie sociale est l'un des axes de référence de la politique agricole du canton (Clivaz, 2000, p. 111). Les différents auteurs soulignent sa contribution à l'économie de proximité, par le biais de la participation à l'industrie touristique ou le maintien d'infrastructures locales, telles que les écoles, et à la perpétuation de valeurs comme l'enrichissement du champ personnel d'expérience, le respect du patrimoine ancestral et d'un paysage entretenu (Zufferey, 1991, p. 28 ; Darbellay, 1980, p. 62 ; Darbellay, 1998, p. 195).

Fondamentalement, la valorisation de l'agriculteur à temps partiel est dans la logique du discours sur le « bon » montagnard, figure traditionnellement mise en scène, d'un être courageux, prêt à innover pour s'adapter à de nouveaux environnements culturels et sociaux. Le double actif l'a fait en se recyclant partiellement dans des secteurs économiques qui lui assurent un revenu monétaire lui permettant d'augmenter son confort. Dans ces discours, le

travail salarié est présenté comme une opportunité dont ne disposaient pas leurs ancêtres, dépourvus des produits de la civilisation moderne, dans un « bon vieux temps » que seuls regrettent ceux qui ne l'ont pas connu (Zufferey, 1991, p. 22). Dans cette perspective, loin d'amener la perte des valeurs ancestrales, le nouvel environnement socioéconomique des montagnards leur donne les moyens de conserver, à titre accessoire, cette activité traditionnelle qu'est l'agriculture (Berthoud et Kilani, 1984, p. 6).

Ce discours qui valorise l'aptitude des paysans de montagne à s'adapter en menant de front deux activités escamote un aspect : l'agriculture, surtout en région de montagne, permet difficilement de faire vivre une famille, et encore plus, étant donné la petitesse du territoire cultivable, un grand nombre de familles. Elle demeure néanmoins le signe d'une adaptation au nouveau contexte.

CHAPITRE 5 : LA CULTURE DES PLANTES MEDICINALES

5.1. Contexte suisse et valaisan

Des plantes aromatiques et médicinales sont cultivées depuis le début des années 1980 dans plusieurs régions de Suisse (Poschiavo, Valais, Vallée de Joux, Jura, Préalpes) (Darbellay et Rey, 1988, p. 68). Avec les petits fruits, ces plantes font partie de ce qu'on appelle les cultures spéciales.

En Valais, environ 110 personnes, officiellement³⁵, cultivent de telles plantes, sur une surface de 40 hectares.

La carte en annexe (annexe 2) indique la répartition de ces cultures en deux zones principales de production. La première inclut les vallées de Bagnes et d'Entremont, la deuxième le coteau de la rive droite de la vallée du Rhône. Ces deux zones sont très différentes, tant par le climat et la topographie que par les modes de production. D'une manière générale, sur le coteau, les exploitations sont beaucoup plus étendues tandis que dans la vallée de Bagnes/Entremont, il existe une multitude de petites exploitations qui ne sont de loin pas toutes représentées sur la carte. A part ces zones principales, on cultive aussi des plantes médicinales dans d'autres sites. Par exemple, le Haut-Valais, partie germanophone du canton, compte quelques exploitations. Comme je l'ai déjà mentionné, mon analyse se limite au Valais central, c'est-à-dire à la région comprise entre Martigny et Sierre.

Les plantes cultivées peuvent schématiquement être classées, en deux catégories. Les unes sont d'origine indigène ; elles ont été domestiquées et sélectionnées. Les autres proviennent notamment de la région méditerranéenne ; elles ont également été sélectionnées.

On qualifie d'ordinaire les plantes d'« aromatiques et médicinales ». Ces deux adjectifs ne renvoient pas forcément à deux types de plantes distincts. Beaucoup sont utilisées pour des usages tant culinaires que médicaux. Certaines, en revanche, relèvent uniquement d'une des deux catégories. Cette distinction n'est pas cruciale dans ce travail.

³⁵ En fait, il serait plus exact de parler de 110 exploitation, ce chiffre n'étant pas celui de la main-d'œuvre occupée.

5.2. Historique

5.2.1. Les débuts

Il me paraît intéressant de chercher à voir comment la culture des plantes médicinales en Valais, d'une activité pratiquement inconnue, évolue sous l'action des différents acteurs en présence jusqu'à devenir un secteur institutionnalisé de l'agriculture de montagne d'aujourd'hui.

En 1983, une trentaine de producteurs se lancent dans cette nouvelle culture. Elle prend son essor en 1984, date à laquelle 38 producteurs exploitent une surface de 28'000 m² (Darbellay et Rey, 1988, p. 68). Suit une augmentation constante tant du nombre de producteurs que des surfaces. En 1987, 16 hectares sont cultivés (Masserey, 2000, p. 82). En 1988, une surproduction oblige les producteurs à diminuer drastiquement la surface jusqu'à 7 hectares (Masserey, 2000, p. 82). A cette date, le nombre d'exploitants passe de 108 à 36 (Masserey, 2000, p. 87), pour se maintenir puisqu'on compte aujourd'hui 110 exploitations.

Dès le lancement de cette culture, s'organise un groupe de travail composé d'acteurs divers qui comprend, outre le groupe Plam RAC sur lequel nous reviendrons, la Chambre Valaisanne de l'agriculture, l'Union Valaisanne pour la vente des fruits et légumes, l'Ecole et la Station cantonale d'agriculture de Châteauneuf, le Bureau de l'économie régionale et, enfin, une personne engagée pour mener à bien une étude de marché (Rey, 1983, p. 107). On peut pressentir la teneur et l'importance des enjeux à travers cette énumération.

Reste à cerner les circonstances qui ont entouré les débuts de ce phénomène, à repérer les idées et les facteurs économiques ou autres qui l'ont influencé.

5.2.2. Une volonté politique

Ces débuts s'inscrivent sans ambiguïté dans un axe important de la politique agricole suisse : la lutte contre l'abandon de l'activité agricole, principalement en montagne. Les discours des initiateurs de cette culture insistent sur ce point : elle a pour but d'«apporter une aide supplémentaire aux régions de montagne» (Rey, 1983, p. 105), de «revitaliser certaines

terres alors en déclin » (Darbellay, 2000, p. 11). En 1983, Rey souligne la nécessité de rationaliser le travail. Il écrit que c'est à la recherche de mettre au point des techniques culturelles appropriées afin de faire baisser le prix de revient des plantes, les frais de production (Rey, 1983, p. 109). Les objectifs principaux de la politique agricole qui dominent : rationalisation, mécanisation, insertion dans l'économie de marché. Les initiateurs s'appuient sur les objectifs assignés à l'agriculture de montagne dans le sixième Rapport du Conseil fédéral sur l'agriculture : entretien du paysage, conservation des réserves naturelles, maintien d'un habitat décentralisé et du potentiel de production (Rey et Darbellay, 1988, p. 68).

La dimension sociale présente dans le discours officiel de la politique agricole se retrouve dans ceux des initiateurs de culture des plantes médicinales : « il faut (...) trouver de nouvelles solutions pour redonner confiance aux paysans dans la valeur de leur travail et dans leurs possibilités d'existence. La montagne doit retrouver un souffle nouveau » (Rey et Darbellay, 1988, p. 68) : la notion de diversification de la production est à la base du lancement de cette culture.

La spécificité de l'agriculture de montagne s'exprime en des termes identiques à ceux du discours officiel : la différence est perçue comme un désavantage. Le vice-président de Valplantes, lui-même cultivateur de plantes médicinales, écrit : « En raison des nombreuses mutations actuelles que connaît l'agriculture suisse, les cultures classiques (...) n'offrent plus aux producteurs de montagne les conditions d'une vie décente. L'agriculture de montagne présente en effet des caractères bien spécifiques : petites surfaces, importante déclivité, mécanisation difficile et faibles rendements. Autant de facteurs qui rendent précaire son exploitation » (Masserey, 2000, p. 81). Les initiateurs s'appuient sur cette spécificité de l'agriculture de montagne en promouvant une activité qui lui est adaptée. Ils cherchent à tirer avantage des inconvénients.

5.2.3. L'industrie

Les plantes médicinales et aromatiques sont cultivées presque exclusivement à des fins industrielles. L'industrie finance des projets de recherche agronomique, pose des critères qui orientent la production, à savoir, pour la plupart des clients : la culture biologique, et pour un

certain nombre, en altitude. Elle demande des nouvelles plantes. Une grande firme productrice de produits aux plantes, notamment de bonbons, joue un rôle décisif au début des années 1980 en se posant en demandeur de plantes cultivées dans les montagnes suisses. Elle demeure aujourd'hui l'acheteur principal de la production valaisanne. Elle cherche à garantir aux consommateurs une qualité optimale ainsi que la traçabilité des produits, pour des raisons évidentes de marketing. Il est donc intéressant pour elle de pouvoir se procurer des matières premières d'origine suisse, qui véhiculent des images aussi valorisées que celles de la montagne et du sérieux helvétique. « Herbes des montagnes suisses » est un argument publicitaire. Les principes de culture exigés des producteurs par cette firme sont : des plantations en montagne et une production labellisée bio ou remplissant les critères écologiques suivants : pas d'adjonction d'herbicides, de pesticides ni d'engrais chimique (Richterich, 2002). La firme mise sur la renommée de la Suisse, et plus particulièrement celle des montagnes suisses qui évoquent, dans l'imaginaire citadin, l'air pur et l'harmonie avec la nature. Elle mise sur un engouement de plus en plus marqué des consommateurs pour les produits « naturels » et « bio » (Lutz, 2000, p. 101).

Les rapports économiques du monde industriel avec les cultivateurs de plantes médicinales ne sont pas dépourvus d'un caractère social, puisque la commercialisation se fait sur la base de contrats garantissant la prise en charge de la marchandise. L'acheteur mentionné plus haut peut ainsi se prévaloir d'une image de bienfaiteur. Comme l'affirme une de ses porte-parole : « depuis sa fondation, elle soutient les paysans des régions de montagne » (Lutz, 2000, p. 202). Cette maison offre des prix de 20 % supérieurs pour des plantes cultivées en zones de montagne III et IV que dans la zone II. Elle tient donc compte des difficultés de production, ce qui n'est pas le cas de tous les acheteurs.

Une nouvelle culture a été introduite en 2002 : celle du sureau, sur la demande de la même maison. Lors d'une conférence de presse donnée à cette occasion, le vice-président de Valantes a souligné les bonnes relations entre les producteurs et leur acheteur, ainsi que les bonnes conditions sociales garanties par les contrats (Masserey, 2002, p. 5). Celui qui lie cette firme aux producteurs pour la culture du sureau prévoit l'achat des arbres, le versement d'indemnités aux producteurs durant les premières années, improductives, et une garantie de prise en charge de la production sur huit ans (Masserey, 2002, p. 6). Du côté de l'acheteur, on souligne une délibérée « augmentation du prix des fleurs de sureau à un niveau qui permette au producteur suisse professionnel de contribuer à sa sécurité existentielle grâce à la production de fleurs de sureau » (Richterich, 2002).

En contrepartie, la firme pose des directives concernant la culture, l'entretien et la récolte.

La prépondérance de ce gros client ne doit pas faire oublier le fait qu'il existe d'autres acheteurs, principalement dans le domaine agroalimentaire.

5.3. Rôle de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole

5.3.1. Adaptation aux objectifs politiques

L'idée de cultiver des plantes médicinales en Valais est partie du Centre des Fougères. Ce n'est pas un hasard : les stations de recherche agronomique ont, comme mandat fondamental, celui de rechercher des moyens, pour l'agriculture, de se conformer aux objectifs de la politique agricole. Or, dans les années 1980, la politique agricole prône une agriculture productive, rentable. Dans un tel contexte, l'agriculture de montagne prend un retard toujours croissant par rapport à celle de plaine, car il est généralement difficile de mécaniser le travail et de rationaliser les exploitations en raison de pentes parfois raides, de parcelles de tailles souvent réduites, etc. Des cultures spéciales sont donc installées en montagne sur l'initiative des stations de recherche agronomique. Celle des plantes médicinales succède à celle des petits fruits (fraises, framboises), dans la même logique de culture pour le marché.

Aujourd'hui, les modes de production ont légèrement changé, (je pense notamment à l'exigence de la culture biologique, qui succède à la « production naturelle »³⁶). La culture des plantes médicinales est quelque chose de malléable, de non figé ; elle se plie aux aléas de la politique agricole. Ainsi, un membre du comité de l'Union Suisse des Paysans (USP) a pu déclarer en 2002 : « le développement de la culture des plantes aromatiques et médicinales intervient plutôt dans les produits de niche (...). Cela correspond tout à fait aux exigences de PA 2002 et de PA 2007 quant à l'adaptation aux besoins du marché. De plus la signature de contrat entre un producteur et le transformateur de ses produits s'intègre pleinement aux tendances actuelles de la politique agricole » (Broccard, 2002).

³⁶ La production naturelle reprend le cahier des charges de l'agriculture biologique pour le domaine strictement cultural. Néanmoins, elle n'exige pas que la totalité des productions de l'exploitant qui s'y soumet pour la culture des plantes médicinales soit bio, contrairement à la législation actuelle sur l'agriculture biologique.

Les notions d'écologie de développement durable sont primordiales dans les discours officiels de la politique agricole. On peut dire que la culture des plantes médicinales, telle qu'elle est pratiquée en Valais, répond aux objectifs de cette politique, et qu'elle y est bien intégrée, au niveau théorique du moins.

Je me crois en mesure d'affirmer que l'idée de base de lancer la culture des plantes médicinales, de la part de l'ancien directeur du Centre des Fougères, relève du « feu sacré », d'une volonté ferme de permettre un certain maintien de l'agriculture de montagne dans un contexte politique complexe qu'il était bien placé pour connaître. Originaire d'un village de montagne valaisan, professionnellement inséré dans le monde de la politique agricole, il met ses connaissances et s'investit au service d'une cause qu'il croit juste. Il s'agit donc, selon moi, d'une volonté de guider les paysans de montagne dans les méandres de la politique agricole et des contraintes imposées par l'économie de marché. Cette personne fait partie de la catégorie des « notables »: souvent issus de familles paysanne, ils ont de fortes attaches affectives avec monde paysan.

5.3.2. Le Centre de recherche agronomique des Fougères et le groupe Plam RAC

Le Centre des Fougères, situé à Conthey (Valais), est une sous-station de la station fédérale de recherche agronomique de Changins (Nyon, Vaud). Nous avons vu plus haut que le secteur de la recherche agronomique constitue un des moyens utilisés par la Confédération pour agir sur l'agriculture. Aujourd'hui, ce Centre reste un acteur important dans la filière de production des plantes médicinales, tout comme il a été déterminant aux débuts. Le Centre des Fougères est depuis 2000 le Centre de compétence fédéral dans le domaine des cultures spéciales (petits fruits et plantes médicinales). Ses employés sont des fonctionnaires fédéraux. Un service de recherche agronomique sur les plantes médicinales, appelé Plam RAC³⁷, y est créé en 1982. L'équipe de recherche qui le constitue précède et accompagne le développement de la production (Darbellay, 2000, p. 11). Elle a pour mandats principaux de mettre au point des techniques culturales appropriées et de sélectionner des variétés de plantes allant dans le sens d'une rationalisation du travail : on cherche à atteindre une homogénéité dans les cultures. Des plantes qui se développent de manières similaires, qui fleurissent en même temps,

³⁷ Abréviation de : « Plantes aromatiques et médicinales, Recherche agronomique Changins »

permettent un travail beaucoup plus rationnel : récolte groupée, possibilité de mécanisation, etc., tandis que des plantes dont le développement varie beaucoup d'un individu à l'autre dans le même champ est synonyme de plus grande demande en temps, et de travail manuel.

Afin de lancer la culture des plantes médicinales avec le plus de chances de réussite et d'éviter de commettre les « erreurs de débutants », les pionniers de la recherche agronomique s'inspirent de l'étranger. A l'époque, la France avait déjà un réseau de production de plantes médicinales et aromatiques. Le but est de « comprendre l'organisation de ce marché ainsi que les différentes techniques culturales réclamées par les plantes » (Rey, 1983, p. 106).

La collaboration transfrontalière est une constante. La participation d'acteurs français et allemand dans le domaine de la culture des plantes médicinales lors de colloques organisés par Médiplant³⁸ au Centre des Fougères en est un signe clair (*cf.* Bouverat-Bernier, 2000 ; Junghanns, 2000). Les programmes Interreg II sur la culture du Génépi, et III, sur celle du thym témoignent également de collaborations internationales, entre la Savoie, la vallée d'Aoste et le Valais, dans un cadre alpin, montagnard, déterminant dans le cas de la culture des plantes médicinales.

Les stations fédérales de recherche agronomique sont financées par la Confédération. Néanmoins, des industriels commandent des essais au Centre des Fougères. Ces firmes clientes participent dans ce cas au financement des recherches, dans le but d'obtenir un produit répondant au mieux leurs attentes.

5.3.3. Le rôle de la vulgarisation agricole

La vulgarisation agricole est, suivant Mendras, l'ultime relais entre les autorités et chaque agriculteur particulier (Mendras, 1992, p. 201). Son but est de rendre les informations scientifiques accessibles aux agriculteurs. En Suisse, elle est un outil important de la politique agricole.

En Valais, l'Office de consultation agricole (l'organe de vulgarisation) s'occupe surtout de l'agriculture de montagne. Il a joué, et joue encore, un rôle-clé dans le domaine de la culture des plantes médicinales (Luisier et Tornay, 2000, p. 76).

³⁸ Médiplant est un institut de recherche privé basé au Centre des Fougères. Cet institut travaille aussi sur le sujet des plantes médicinales, mais à un niveau différent de celui du groupe Plam RAC, moins centré sur l'aspect local.

Mentionnons pour commencer le rôle déterminant, lors du lancement de la culture des plantes médicinales, d'un conseiller agricole de l'Entremont, qui s'est chargé de vanter les mérites de cette nouvelle culture auprès des agriculteurs. « La vulgarisation a, à l'époque, complètement partagé la vision des initiateurs de la culture des plantes aromatiques et médicinales : possibilité de diversification, occupation de la main d'œuvre familiale, acquis de l'expérience de la culture des petits fruits, faible investissement initial pour le producteur » (Luisier et Tornay, 2000, p. 76).

Par la suite, la vulgarisation est également impliquée. Citons par exemple la publication de fiches techniques « plantes aromatiques et médicinales » destinées aux producteurs, qui présentent les caractéristiques de culture de chaque plante. Les conseillers agricoles jouent un rôle important dans la promotion de la culture biologique. Le service de vulgarisation participe au travail de la commission technique de Valplantes ; elle met sur pied des séances d'information aux producteurs, elle les conseille, établit le catalogue des frais de production (Luisier et Tornay, 2000, p. 77).

5.4. La coopérative Valplantes : un lien entre les producteurs et le marché

La structure coopérative est traditionnelle dans l'agriculture suisse et valaisanne. La culture des plantes médicinales en Valais est aussi organisée en une coopérative agricole, appelée Valplantes.

5.4.1. Description du fonctionnement de l'organisation

Elle a été fondée en 1984 sous l'impulsion de l'ancien directeur du Centre des Fougères, et regroupe tous les producteurs valaisans de plantes médicinales (38 à l'époque, 110 aujourd'hui). Son siège est à Sembrancher (Valais). Selon son vice-président, « les buts essentiels de Valplantes sont :

1. Encourager le maintien d'une agriculture de montagne respectueuse de l'environnement.
2. Permettre aux paysans l'obtention d'un revenu complémentaire.
3. Mettre en valeur les paysages et l'environnement.

4. Favoriser la diversification de la production agricole.
5. Lutter contre l'exode de nos hameaux et villages » (Masserey, 2000, p. 79).

L'argumentation choisie reflète clairement les discours officiels.

Une assemblée générale annuelle réunit théoriquement tous les membres, prend des décisions importantes et élit le comité de Valplantes. Le vote s'exerce selon le principe d'« un producteur, une voix », indépendamment de la taille de l'exploitation. Les producteurs paient chacun une taxe annuelle. En revanche, le nombre de parts sociales de chacun dépend de la surface qu'il exploite en plantes médicinales. La taxe d'entrée dans la coopérative se calcule sur la base de ces parts sociales.

Le comité de Valplantes a les fonctions du conseil d'administration d'une entreprise conventionnelle ; ses membres ne sont pas bénévoles : ils reçoivent un dédommagement. Il s'occupe de la marche financière, des investissements, etc. Il est composé de six membres, dont trois sont des producteurs de plantes médicinales. Les trois autres ne le sont pas, mais ont une connaissance approfondie du marché de par leurs professions, puisqu'ils sont respectivement expert comptable, banquier et spécialiste en marketing. Il s'agit d'une volonté délibérée de l'« élite » de la culture des plantes médicinales de doter la coopérative d'un comité qui ne soit pas limité au monde agricole, et d'inclure des personnes ayant des contacts dans d'autres domaines. Le président du comité est par ailleurs un homme politique, ce qui lui confère des relations utiles à la coopérative.

Une commission technique, formée par les producteurs du comité, s'occupe du volet des méthodes culturales et cherche des moyens de rationaliser et de mécaniser la culture des plantes médicinales, notamment par la recherche de nouvelles machines adaptées à cette culture. Précisons ici que le projet de Valplantes est de mécaniser toujours plus ; elle ne se voit d'avenir possible qu'en suivant cette voie.

Une coopérative agricole diffère d'une entreprise conventionnelle dans le sens où son but n'est pas – ou ne devrait pas être – de tirer de ses activités un bénéfice à diviser entre ses membres. Valplantes finance partiellement ses activités par des retenues sur la marchandise. Sur chaque kilo, elle perçoit des frais de séchage et des émoluments d'administration. Certains cultivateurs, qui font sécher leur récolte dans des séchoirs privés, économisent les

frais de séchage. La coopérative est également financée par des marges commerciales sur ses propres produits, notamment un thé froid aux plantes qu'elle produit et distribue.

Il faut également mentionner, dans le chapitre du financement, les prêts sans intérêts accordés à la coopérative dans le cadre des crédits LIM³⁹ entre autres par le canton du Valais et différentes communes, dans l'optique du développement régional.

La coopérative Valplantes possède deux séchoirs, l'un à Sembrancher, l'autre à Conthey (cf. annexe No 1). Certains cultivateurs possèdent des séchoirs privés.

Elle emploie un gérant, une secrétaire et deux responsables de séchoirs.

Valplantes a créé en 1996 une société pour la commercialisation des produits, Pro Valplantes SA, société anonyme dont la coopérative est l'actionnaire principal, ainsi qu'une société pour la production des plantons, Valplantons Sàrl, qui traite avec un horticulteur de Saillon (Valais).

5.4.2. Un intermédiaire entre producteurs et acheteurs

La coopérative Valplantes assure la médiation entre acheteurs et producteurs. Elle cherche à responsabiliser ces derniers en leur exposant clairement les exigences des clients et en posant ses propres normes au niveau de la qualité. Par exemple, par le passé, le principal acheteur offrait des prix plus élevés aux cultivateurs dont la marchandise était particulièrement adaptée aux exigences de qualité. Aujourd'hui, ce supplément est versé d'office aux producteurs, car Valplantes contrôle la qualité directement lors du séchage des plantes.

Précisons que, si la coopérative a un rôle d'intermédiaire entre producteurs et acheteurs, les clients connaissent la provenance exacte de chaque lot de plantes dont ils font l'acquisition. La production est donc centralisée, tout en gardant l'individualité de chaque producteur.

La médiation assurée par Valplantes se situe aussi au niveau de la recherche des clients, de la négociation des contrats avec ceux-ci. La coopérative participe aux négociations du prix des plantes au niveau suisse ; elle gère tout l'aspect administratif ; elle détermine qui va cultiver quelle plante sur quelle parcelle afin que sur l'ensemble, la demande puisse être satisfaite, tout en tenant compte, avec le concours des chercheurs du Centre des Fougères, des conditions topographiques et climatiques, qui influent sur le développement des plantes.

³⁹ Loi fédérale, du 28 juin 1974, sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne

5.4.3. Coopératives de producteurs de plantes médicinales en Suisse

Valplantes n'est pas la seule coopérative de ce genre en Suisse: il y en a également d'autres, en Suisse centrale, aux Grisons et au Tessin (*cf.* annexe 4). Ces coopératives sont regroupées dans une organisation faîtière du nom de Plantamont (Groupement suisse pour l'encouragement de la culture des plantes médicinales et aromatiques en montagne), fondée, comme Valplantes, sous l'impulsion de l'ancien directeur du Centre des Fougères. Valplantes occupe une place importante dans Plantamont: elle assure à peu près la moitié de la production suisse de plantes médicinales. Sur les quelque 200 cultivateurs que compte Plantamont, environ 110 sont domiciliés en Valais. Valplantes est membre de ce groupement, mais pèse plus que les autres coopératives en raison du plus grand nombre de cultivateurs qui lui sont affiliés. En théorie, pour dix membres d'une coopérative, celle-ci a droit à un délégué dans Plantamont. En pratique, Valplantes y a cinq délégués, dont deux font partie du comité de Plantamont. Seule une coopérative de l'Emmental a autant de délégués qu'elle.

Ce groupement négocie les contrats avec les deux plus gros acheteurs et répartit les contingents entre les différentes coopératives, qui peuvent avoir par ailleurs leurs propres clients. Valplantes vend le 75% de sa production aux deux acheteurs de Plantamont (respectivement 50% et 25%), et 25% à d'autres acheteurs.

5.4.4. L'obligation de la montagne

Valplantes privilégie l'agriculture de montagne: les champs de ses fournisseurs doivent se situer dans les zones de montagne 1 à 4. Quelques plantes, qui doivent impérativement être cultivées en plaine⁴⁰, font exception à cette règle. Le producteur doit cependant être, à la base, un agriculteur de montagne.

Cette exigence vient des questions de commercialisation des produits. L'image « montagne », si importante pour les acheteurs des plantes, doit correspondre à une réalité. L'acheteur le plus important, qui assure l'écoulement du 50% de la marchandise valaisanne, demande expressément des plantes cultivées en altitude. L'aspect social et économique a également de

⁴⁰ Comme le basilic, qui a besoin de beaucoup de chaleur.

l'importance, qui consiste à maintenir une activité en zone de montagne, tant pour donner à des paysans de montagne l'accès à une source de revenu supplémentaire que pour éviter la désertification des terres et l'exode agricole. Le plus gros acheteur de Valplantas paie des prix différenciés selon les zones de production des plantes. Pour certaines plantes cultivées dans les zones 3 et 4, caractérisées par une altitude élevée, des pentes fortes et un éloignement par rapport aux centres économiques, la différence atteint 15%.

5.5. Aspects agricoles

Rey et Darbellay décrivent ainsi les pratiques de culture : « la plantation s'opère en lignes ce qui facilite l'entretien et la récolte. Le sarclage et le désherbage se font à la main ou à l'aide de machines selon la grandeur et la pente des champs. (...) La récolte s'effectue soit à la main, soit à la cisaille, soit à la faucheuse dans certains cas » (Darbellay et Rey, 1998, p. 73). On voit que le travail manuel comme le travail mécanisé sont présents dans cette culture. La production biologique exige un désherbage et une récolte essentiellement manuels, même pour ceux dont le travail est mécanisé au maximum des possibilités actuelles.

Toutes les plantes médicinales commercialisées par Valplantas sont produites selon les règles de l'agriculture biologique. Depuis 1998, la coopérative a imposé le label bio Bourgeon aux producteurs, jugeant cette adaptation incontournable pour deux raisons : politique et économique. Ce label de l'association Bio Suisse garantit, à travers le travail d'un organe de contrôle, le respect du cahier des charges de l'agriculture biologique.

« La Confédération encourage l'agriculture biologique en tant que mode de production particulièrement respectueux de l'environnement » (OFAG, 2001, p. 217), en octroyant des paiements directs plus généreux aux exploitations qui pratiquent ce type d'agriculture.

Toutefois, il semble que ce facteur politique ne soit pas décisif : les raisons économiques ne sont pas moins importantes. « Les principaux acheteurs de plantes aromatiques et médicinales encouragent ou exigent la reconversion des exploitations à l'agriculture biologique » (Luisier et Tornay, 2000, p. 77). Par exemple, un représentant d'une firme cliente écrit : « la culture répondant au label biologique est importante pour [cette firme] d'un point de vue éthique, écologique (conservation de la biodiversité), sociale (maintien d'une activité en zone de montagne), qualitatif (produit hypo-allergénique) et enfin marketing » (Paul, 2000, p. 15).

5.6. Aspects commerciaux

5.6.1. *Un secteur de l'agriculture sous contrat*

La culture des plantes médicinales est à but commercial. Loin de servir à l'auto approvisionnement du ménage des cultivateurs, elle est une recherche de gain. Selon les auteurs qui se sont penchés sur la question, la société paysanne traditionnelle valaisanne pratiquait une agriculture d'autosubsistance, dans des collectivités où la monnaie n'avait pas l'importance qu'elle revêt aujourd'hui. Avec l'actuelle culture des plantes médicinales, on est loin de ce passé vaguement mythologique.

Le fait que les plantes médicinales soient produites pour la vente n'exclut nullement que les cultivateurs assurent par ailleurs, dans une certaine mesure, leur auto approvisionnement, que les produits soient issus du jardin (légumes), de l'élevage (fromage, viande), de la vigne (vin), ou autre, ou même, dans une certaine mesure, de leurs cultures de plantes aromatiques et médicinales. Comme l'écrit Olivier de Sardan, « les sociétés paysannes contemporaines, où qu'elles soient, conjuguent et combinent production auto-consommée et production vendue sur le marché selon des modalités subtiles et complexes » (Olivier de Sardan, 1991, p. 566). L'objectif commercial n'exclut pas davantage le plaisir de travailler la terre, présent chez de nombreux producteurs.

Géré par la coopérative Valplantes, l'écoulement des produits des cultivateurs valaisans se fait sur la base de contrats passés entre Valplantes ou Plantamont et les différentes industries clientes. Les plantes cultivées le sont donc en fonction de la demande des acquéreurs. Les commandes déterminent les espèces et les quantités à produire. Les producteurs eux-mêmes ont peu de poids dans la prise de décision des plantes qu'ils vont cultiver. La décision se prend au niveau de la coopérative, sur la base d'indications des chercheurs en agronomie. Le gérant de Valplantes s'efforce de trouver des compromis entre les souhaits individuels des producteurs, qu'ils ont l'occasion d'exprimer annuellement, les demandes des acheteurs et la situation géographique des cultures de chacun.

5.6.2. Les plantes médicinales sur le marché

Comme dans les autres secteurs de l'économie, la vente des produits agricoles dépend de la stratégie de l'entreprise, individuelle ou collective, comme c'est le cas ici. « Une bonne image de marque, la confiance des consommateurs dans la production et la provenance des denrées alimentaires, ainsi qu'une conception optimale des produits et du marché se répercutent favorablement sur les débouchés et les chiffres d'affaires. Un concept de marketing judicieux est donc indispensable. (...) Une bonne commercialisation est décisive pour le succès d'une entreprise » (OFAG, 2001, p. 132).

Les rapports entre la filière de production et de commercialisation des plantes médicinales et le principal acheteur sont intéressants à étudier. Ils supposent la prise en compte de nombreux paramètres. Du côté de la firme cliente, il y a le besoin, pour des raisons de marketing, de plantes provenant des « montagnes suisses » qui l'a amenée à lancer cette culture en Valais il y a une vingtaine d'années; il y a également le rôle de « bienfaiteur » que cette maison s'assigne implicitement, et que lui reconnaissent la plupart des cultivateurs ainsi que les chercheurs du Centre des Fougères et les porte-parole de Valplantes. Par exemple lors d'une conférence de presse du 21 novembre 2002, le patron de cette entreprise déclare que sa firme « a offert à l'agriculture suisse une opportunité de production attractive et appropriée » (Richterich, 2002). La firme assure aux cultivateurs suisses « une part de revenu importante pour la survie de leur exploitation » (Richterich, 2002). Qui plus est, « en partenaire loyal, [cette maison] coopère avec les cultivateurs sur la base de contrats d'achat fermes conclus à l'avance » (Richterich, 2002). Il s'agit là d'une des formes de domination du marché sur l'agriculture de montagne (si on entre dans la manière de Berthoud de voir les choses). Domination économique, mais aussi symbolique. Si un lot de plantes correspond particulièrement à ses exigences, l'entreprise adresse une lettre de félicitations au producteur et l'encourage à persévérer. En échange de ses bons services à l'agriculture, la firme se réserve le droit de donner des directives de culture et de récolte très précises et de pénaliser quant aux prix les cultivateurs qui ne respectent pas ces prescriptions.

Plusieurs logiques sociales se trouvent ici en articulation : celle, commerciale, de la firme cliente ; celle, axée sur la production, pas forcément sur les normes de qualité, des

cultivateurs. Enfin, Valplantes assure une fonction de médiation entre la firme et les producteurs, elle fait valoir les besoins des uns et des autres. Par exemple, les responsables des séchoirs de la coopérative sont chargés de contrôler que les plantes correspondent aux normes de qualité des clients.

Les pressions exercées par les acheteurs conditionnent fortement les pratiques. Par exemple, les stades de développement auxquels on récolte les plantes peut varier d'un client à l'autre, suivant l'usage qu'on veut en faire. Ces pressions s'exercent à tous les niveaux de la filière des plantes aromatiques et médicinales. Le principal acheteur est présent dans les négociations à tous les niveaux. Les industries clientes interviennent même sur la nature des plantes, en finançant des recherches agronomiques visant à développer telle ou telle propriété.

Sur l'emballage du thé froid aux herbes commercialisé par Valplantes, on trouve le Cervin, montagne emblématique du Valais et de la Suisse (*cf.* annexe 5). Cette double connotation est un concept de marketing de base de la coopérative. Sur son logo figure également cette montagne à forte charge identitaire (*cf.* annexe 6). Rappelons que l'aspect « montagne » est fondamental dans la culture des plantes médicinales, tant au niveau social qu'au niveau de l'image implicite de qualité qu'il véhicule. L'accent mis sur la situation géographique – le Valais – se réfère également à une image valorisée, du moins aux yeux des dirigeants de Valplantes. Cette stratégie de marketing situe les plantes médicinales dans la gamme des produits de l'agriculture valaisanne, et plus largement des produits et services valaisans, tous plus ou moins désignés par l'image du Cervin.

5.7. Valeurs à la base du lancement de la culture des plantes médicinales

La culture des plantes médicinales succède, on l'a dit, à celle des fraises et des framboises. Les valeurs à la base du lancement de la culture des petits fruits et de celle des plantes médicinales sont comparables.

Outre les valeurs de la société globale dans lesquelles la recherche agronomique puise une légitimité (la politique agricole, l'engouement pour le développement durable, les plantes médicinales, le bio, etc.), d'autres valeurs entrent en ligne de compte, qui ont leur place dans

les analyses de Berthoud et de Kilani évoquées plus haut (Berthoud et Kilani, 1984 ; Kilani, 1984), comme l'esprit d'initiative. Suivant le discours officiel, pour résoudre les problèmes de plus en plus épineux qui se posaient à l'agriculture de montagne, « il fallait (...) innover, sortir des chemins battus » (Rey et Darbellay, 1988, p. 68). La capacité d'innover, de s'adapter, fait partie de la palette des valeurs récurrentes dans les discours sur la montagne et sur les Valaisans (tout comme, paradoxalement, le respect de la tradition). Ces valeurs sont malléables : on peut les utiliser dans différents discours aux visées polymorphes (*cf.* Berthoud et Kilani, 1984). L'« audace » et la « ténacité » sont également déterminantes dans le lancement de la culture des plantes médicinales (Darbellay, 2000, p. 13). Ces vertus se réfèrent à ce fameux paysan mythique, montagnard, dont s'inspire également l'imaginaire helvétique, que nous avons eu l'occasion d'évoquer plus haut.

Une autre valeur pour la recherche est... la recherche agronomique. Selon Charly Darbellay, le « développement soudain de cultures jusque là inconnues du monde agricole n'alla pas sans problèmes. Dès le début, un appui de la part de la recherche agricole s'avère indispensable » (Ch. Darbellay, 2000, p. 13). On peut déceler, encore, une valeur d'union : « la conjonction des efforts de tous les milieux concernés, industriels, coopératives régionales, vulgarisateurs, cultivateurs et chercheurs a conduit à des résultats prometteurs » (Darbellay et Rey, 1988, p. 74). Cette volonté fédérative ressort globalement de tous les textes produits par l'« élite » de la culture des plantes médicinales en Valais. On la trouve par exemple du côté de la vulgarisation agricole (Luisier et Tornay, 2000, p. 76), de la coopérative Valplantes (Masserey, 2000), de Plantamont (Leu, 1991, p. 100), et ainsi de suite.

Les plantes médicinales produites en Suisse font l'objet d'une demande assez importante et les prix sont relativement élevés. Mais il faut garder à l'esprit que cette culture reste du domaine de l'agriculture de montagne, ce qui veut dire des pentes parfois fortes, des parcelles restreintes, une mécanisation souvent limitée. Par conséquent, beaucoup d'heures de travail sont parfois nécessaires pour des prix qui restent plus ou moins fixes. Dans ce domaine, les situations peuvent varier considérablement d'un producteur à l'autre, avec toutes les différences de pratiques et de représentations que cela suppose. C'est sur ce dernier point que porte le prochain chapitre.

CHAPITRE 6 : ANALYSE

6.1. Regard ethnographique sur les producteurs de plantes médicinales

Les producteurs de plantes médicinales valaisans ne sauraient faire l'objet d'une analyse indifférenciée. Il existe en effet toutes sortes de personnes qui s'adonnent à cette activité. Mon échantillon, présenté plus haut et synthétisé en annexe (annexe 3) donne un aperçu de cette diversité.

Rappelons ici les principaux clivages qui déterminent les différences de pratiques concrètes, d'attentes, de représentations entre les producteurs. Précisons d'ores et déjà que les lignes générales qui vont être mentionnées souffrent des exceptions.

Certains cultivateurs de plantes médicinales sont agriculteurs à titre principal : ils doivent tirer de l'agriculture une part importante, voire la totalité, du revenu de leur ménage. Leurs attentes sont par conséquent avant tout d'ordre économique : l'argent qu'ils retirent de la culture des plantes médicinales est déterminant pour eux. Ils mettent en œuvre des stratégies destinées à accroître leur productivité. La principale est la mécanisation du travail, qui vise à réduire le nombre d'heures nécessaires et le besoin en main-d'œuvre. Cette attitude expansionniste se heurte aux normes fixées par Valplantes, qui limite la production sur la base des demandes des acheteurs, et à l'attitude générale qui prévaut officiellement dans l'agriculture.

Leurs exploitations comprennent généralement plusieurs productions en plus des plantes médicinales, arboriculture, cultures maraîchères, de petits fruits, viticulture et/ou élevage. La main-d'œuvre rémunérée est monnaie courante dans ces exploitations.

Les agriculteurs à titre accessoire, quant à eux, ont des attentes différentes par rapport à l'activité agricole en général et à la culture des plantes médicinales en particulier. Leur subsistance ne dépend pas de leur revenu agricole, mais d'un salaire. La motivation économique, si elle entre évidemment en ligne de compte, se conjugue avec d'autres motivations sur lesquelles nous reviendrons. Ces exploitations se caractérisent le plus souvent par une main-d'œuvre familiale. Généralement, dans un ménage qui s'adonne à la culture des plantes médicinales dans le cadre d'une exploitation agricole à titre accessoire, le revenu

principal provient du travail salarié du mari. Ce dernier participe en principe à la récolte des plantes médicinales, tandis que son épouse assure l'entretien des cultures, notamment les longs travaux de désherbage. D'autres membres de la famille sont également sollicités lors des périodes d'activité intense comme la récolte. De nombreuses variations peuvent être brodées sur ce modèle. Ce qui est à retenir, c'est que, dans les exploitations à titre accessoire, la main-d'œuvre est généralement familiale et non rétribuée en argent.

La surface cultivée en plantes médicinales est souvent beaucoup plus importante dans les exploitations à titre principal. Pour mon échantillon, la surface se situe pour les agriculteurs professionnels entre un et trois hectares, tandis que les paxsans à titre accessoire, toujours dans mon échantillon, cultivent des plantes sur des surfaces qui oscillent entre 2'500 et 6'700 mètres carrés.

La rationalisation et la mécanisation du travail sont également à mettre en relation avec cette distinction entre agriculteurs à titre accessoire et à titre principal. Ces derniers tendent à mécaniser au maximum leur exploitation et à travailler sur des parcelles plus étendues que leurs collègues à titre accessoire. La différence, dans mon échantillon, est claire. Les agriculteurs à titre principal cultivent généralement des parcelles plus vastes (entre 1'500 et 7'000 mètres carrés) ; les agriculteurs à titre accessoire cultivent des parcelles aux dimensions plus réduites (entre 300 et 2'000 mètres carrés) (*cf.* annexe 3).

Précisons enfin que les « gros » producteurs de plantes médicinales se situent parmi les agriculteurs à titre principal. Ici, la distinction entre le coteau de la rive droite du Rhône et la vallée de Bagnes/Entremont est pertinente. Les « gros » producteurs de plantes médicinales, c'est-à-dire ceux dont la production est la plus importante, se situent pour la plupart sur la rive droite, bien qu'on en dénombre quelques uns dans l'autre zone de production, où ils sont nettement minoritaires.

6.2. La culture des plantes médicinales : une réponse aux pressions externes

Axe de l'actuelle politique agricole suisse, le retrait de l'Etat du marché induit un glissement du discours officiel, qui encourageait la productivité jusqu'aux années 1990, pour changer ensuite totalement de registre, insistant sur la qualité des produits et les aspects non productifs

de l'agriculture. La culture des plantes médicinales est relativement bien adaptée aux exigences fédérales. Sa situation en montagne lui confère une place privilégiée pour l'entretien du paysage ; ses produits trouvent à se vendre. De plus, l'agriculture biologique, de mise pour toute la production valaisanne de plantes médicinales depuis 1998, entre totalement dans les objectifs de la politique agricole fédérale, qui « incite » les agriculteurs suisses à se tourner vers ce mode de production.

D'autre part, le label de Bio Suisse est une adaptation aux exigences du marché : les plantes médicinales cultivées en Valais sont une réponse à la demande des acheteurs qui, par ailleurs, offrent un prix légèrement supérieur pour ce type de production.

La culture des plantes médicinales est une étude de cas intéressante, parce qu'elle est *en soi* un exemple de stratégie d'adaptation, pensée pour l'agriculture de montagne par des élites locales (les chercheurs du Centre fédéral de recherche agronomique des Fougères, avec le soutien d'institutions cantonales).

6.2.1. *L'agriculture de montagne, une valeur reconnue, une cause à défendre*

Le discours des initiateurs de cette culture comporte deux niveaux. Le premier vise à la légitimer vis-à-vis des autorités, en la référant aux préoccupations de celles-ci (le maintien de l'agriculture de montagne est un des objectifs explicites de la politique agricole suisse et valaisanne). Les arguments utilisés à cet effet portent sur la lutte contre l'exode rural, le maintien de l'activité agricole en montagne, etc. Vis-à-vis des agriculteurs, ce discours met l'accent sur les revenus potentiels de la culture des plantes médicinales.

Ces deux niveaux de l'argumentation se rejoignent sur un point : la volonté d'éviter un abandon de l'agriculture de montagne. La valeur accordée à celle-ci tant par les élites locales que par les agriculteurs est un des fondements de la culture des plantes médicinales en Valais.

Les discours officiels font l'objet du précédent chapitre. Dans les discours des cultivateurs, les raisons invoquées sont tout d'abord la possibilité de vivre en montagne : sans l'entretien assuré par l'agriculture, la nature envahirait le territoire ; l'homme n'aurait plus sa place dans les vallées montagnardes, ce qui serait « terrible » (Mme L).

La crainte des conséquences concrètes d'un éventuel abandon des terres hante les agriculteurs de montagne : désertification, sécheresse (car qui dit agriculture dit irrigation des terres, dans des régions parfois pauvres en eau), catastrophes naturelles, incendies. Certains de mes interlocuteurs ont évoqué la notion de réserve en cas de crise, argument phare de la politique agricole suisse depuis ses débuts, qui tend à se déprécier mais agit dans les représentations que les agriculteurs de montagne ont de leur fonction :

On crèvera pas de faim, au moins (Mme J)

Le paysage est également évoqué à plusieurs reprises, sur le mode d'une compréhension globale de ses aspects esthétique, agricole et économique : des terrains entretenus font un beau paysage, appréciable en soi (ceci confirme les résultats obtenus au Jura par Valérie Miéville-Ott). Il faut l'entretenir, le rendre attractif pour les touristes :

Le jour où il n'y a plus d'agriculture, il n'y a plus de station de tourisme (M. F)

Et il y a l'argent. L'agriculture de montagne est jugée importante, car elle

donne la possibilité d'avoir un petit revenu à côté (Mme L)

Ceci n'est pas à négliger dans des régions parfois éloignées des centres économiques.

On mentionne par ailleurs, l'importance de l'activité agricole pour le paysage et la vie sociale:

Si le paysage est propre et qu'il y a une activité qui s'y déploie, automatiquement... Il y a tout ce qui gravite autour, qui fait qu'une société soit viable. C'est pas uniquement l'agriculture. C'est un peu tout. Le tourisme, l'agriculture, l'artisanat, l'industrie, c'est un peu lié, tout ça. S'il y a des paysans, il y a des artisans, et vice-versa (M. F)

Une pratique qui montre la valeur attribuée à l'agriculture de montagne est le prêt ou la location à bas prix de terrains à certains cultivateurs de plantes médicinales par des propriétaires qui n'exploitent pas leurs parcelles. Ces prêts sont le signe d'un intérêt certain pour le maintien des activités agricoles, ce sont des gestes concrets contre l'abandon des terres. L'annexe 6a montre une vallée alpine habitée et entretenue.

6.2.2. *La culture des plantes médicinales pour perpétuer l'agriculture de montagne*

Dans les faits, la culture des plantes médicinales constitue un moyen parmi d'autres de perpétuer l'agriculture de montagne. D'un point de vue géographique, tout d'abord, en utilisant des parcelles parfois reprises sur les friches, ou alors d'un point de vue financier en permettant l'obtention d'un revenu jugé « intéressant » sur une partie d'une exploitation

agricole, ce qui est encourageant. Ce revenu contribue, le cas échéant, au maintien d'un troupeau, particulièrement de vaches d'Hérens.

Le cas de cette vache est particulier, car son élevage est une véritable passion. Plusieurs ethnologues se sont penchés sur cette question, notamment Yvonne Preiswerk, Bernard Crettaz, Mondher Kilani et Gérald Berthoud (Crettaz et Preiswerk, 1998a ; Berthoud et Kilani, 1998 ; Kilani, 1994). La vache d'Hérens est culturellement valorisée et parfois utilisée comme emblème identitaire valaisan, surtout à travers les combats de reines. Son importance culturelle et sociale explique pourquoi des agriculteurs de montagne gardent cette race⁴¹, malgré son rendement laitier moyen nettement inférieur à celui des autres races et la pression exercée sur les éleveurs pour l'adoption d'une nouvelle race, plus productive⁴². Certes, la passion de l'élevage n'est pas une exclusivité valaisanne, puisqu'on la retrouve dans toutes les régions de Suisse (Schallberger, 2001, p. 108) et dans maintes autres parties du monde. Il n'en reste pas moins que la spécificité du Valais, avec sa vache lutteuse, est réelle. Ainsi, un de mes interlocuteurs, agriculteur à titre principal, consacre des surfaces importantes (18'000 m²) à la culture des plantes médicinales entre autres buts dans celui de maintenir son cheptel. De même, plus fréquemment, dans un ménage ayant pour source de revenu principale le salaire non agricole du mari, l'argent provenant des plantes médicinales cultivées par la femme sera le bienvenu si la famille garde une petite exploitation comprenant quelques têtes de bétail (surtout à Bagnes/Entremont où l'élevage est davantage pratiqué que dans l'autre zone de production de plantes médicinales). Parmi mes interlocuteurs, cinq possèdent un troupeau composé au moins en partie de vaches d'Hérens. La culture des plantes médicinales en Valais participe directement au maintien, en zone de montagne, d'autres activités agricoles.

6.2.3. *Stratégies de résistance aux contraintes politiques*

6.2.3.1. *Perception par les cultivateurs du bien-fondé des lois*

Les cultivateurs ont recours à différentes stratégies pour contourner des lois qui leurs sont imposées, mais qu'ils jugent inadaptées. Ils se soumettent aux experts, mais n'en considèrent pas moins la légitimité de ceux-ci avec suspicion. Un exemple intéressant concerne le label

⁴¹ Je parle uniquement des éleveurs qui possèdent cette vache. Il faut mentionner ici l'importance du nombre de propriétaires qui n'exercent aucune activité agricole mais ont une ou deux têtes de bétail pour le prestige que peut apporter le fait de posséder une « reine », ou tout simplement pour participer aux manifestations de sociabilité qui entourent la vache d'Hérens : inalpes, désalpes, combats de reines, qui réactivent un lien avec le monde paysan.

⁴² Ici encore, une précision s'impose : certains éleveurs, surtout professionnels, troquent tout ou partie de leur troupeau contre des vaches de races plus productives (cf. Clavien, 1998).

bio. Comme nous l'avons vu, la coopérative Valplantes exige des cultivateurs qu'ils se conforment aux règles de l'agriculture biologique. Or, légalement, pour qu'une marchandise puisse prétendre au label bio, toute l'exploitation dans laquelle elle est produite doit répondre aux normes de l'agriculture biologique. Cela va dans le sens de la volonté politique d'arriver à une agriculture suisse la plus écologique possible, mais ne fait pas l'affaire de nombre de paysans valaisans dont l'activité agricole comprend la culture de plusieurs espèces végétales et/ou l'élevage.

Pour une minorité des cultivateurs de plantes médicinales, cela ne pose pas ou peu de problème : soit ils se font agriculteurs biologiques à 100%, de plus ou moins bon gré, principalement s'ils sont agriculteurs à titre principal, soit ils ne produisent de toute façon que des plantes médicinales. Mais la majorité des cultivateurs ont également d'autres activités agricoles (bétail, vigne ou autre), souvent à titre accessoire. L'élevage et la viticulture sont difficilement compatibles, dans l'état actuel des choses, avec les normes de l'agriculture biologique⁴³. Ces cultivateurs sont donc en porte-à-faux avec la loi à cause de cette obligation d'avoir toute l'exploitation bio. Leurs plantes *doivent* être biologiques, et en même temps, elles ne *peuvent pas* l'être. Comme en témoigne cette cultivatrice :

Pour vendre les plantes, on est obligé d'être bio. Mais nous, on peut pas, à cause qu'on a les vaches en PI (Mme N)

Cette remarque résume la situation de nombreux agriculteurs à titre accessoire cultivateurs de plantes médicinales. Le fait de posséder une vigne dans une zone traitée par hélicoptère à des dizaines de kilomètres d'un champ de ces plantes compromet l'obtention du label bio.

Cet élément illustre la difficulté des normes étatiques uniformisées à s'imposer dans des régions particulières, et celle des paysans à les accepter, en clair l'opposition entre les représentations des uns et des autres. La logique qui sous-tend la règle du « tout bio » va dans le sens d'une écologisation maximum de l'agriculture suisse, elle est donc cohérente de ce point de vue. La logique de l'agriculteur, en revanche, lui dit que les produits utilisés pour traiter sa vigne ne concernent pas ses plantes. Il semble hautement absurde à certains agriculteurs de montagne que les décisions politiques les concernant soient prises « à Berne », « en Suisse allemande ». Cette critique de la centralisation du pouvoir de décision est récurrente :

⁴³ Ces questions sont l'objet de vives controverses en Valais, où des exigences de la politique agricole se heurtent à des pratiques et des représentations locales ancrées dans les habitudes. Par exemple, l'obligation de sortir les vaches plusieurs fois par semaine durant l'hiver se heurte à une forte résistance de la part des éleveurs. La particularité valaisanne est revendiquée, des dérogations sont demandées, les débats répercutés dans les médias locaux. Moins médiatisé, le problème des plantes médicinales n'en est pas moins réel.

Le bio a été mal représenté, on arrive avec un cahier des charges qui nous pénalise, qui est fait pour les Suisses allemands, pas pour les Romands (M. Ff)

Afin d'éviter toute confusion, précisons que certains cultivateurs se montrent favorables à l'agriculture biologique. Quelques-uns en sont de fervents adeptes, d'autres s'y plient spontanément. Ce n'est pas d'eux qu'il est question ici.

6.2.3.2. Réactions

Parmi les « combines », tolérées pour l'instant, mises en oeuvre pour contourner l'obligation du « tout bio », on peut citer l'association de plusieurs producteurs, souvent des agriculteurs à titre accessoire, qui inscrivent leurs surfaces sous le nom d'une personne dont l'exploitation ne comprend que des plantes médicinales, et peut donc prétendre au label bio. Les parcelles sont inscrites au nom de cette personne pour l'organe suisse de contrôle bio, mais aux noms de leurs propriétaires respectifs pour la coopérative et les acheteurs. Ce système permet par ailleurs à des producteurs d'obtenir des paiements directs, qu'ils ne pourraient normalement pas toucher en raison de la trop faible superficie de leurs cultures. Le « chef de groupe » s'occupe des formalités administratives relatives au label bio et aux paiements directs. Cette pratique est, dans une certaine mesure, créatrice ou activatrice de liens sociaux, de relations entre cultivateurs.

Une autre possibilité, plus rarement mise en oeuvre, est la fondation d'une société anonyme. L'agriculteur se trouve à la tête de deux exploitations, celle inscrite sous son nom et celle inscrite sous le nom de la société, dont il n'est alors que l'un des actionnaires. Cette stratégie est également utilisée plus haut dans la filière : l'horticulteur qui produit les plantons a placé cette partie de son entreprise en société anonyme, ce qui lui donne le droit de produire des plantons bio dans une pépinière conventionnelle.

Mentionnons enfin les personnes qui inscrivent leurs cultures sous le nom d'un membre de leur famille, qui ne vit pas sous le même toit, ceux qui ne déclarent pas leur vigne dans leurs surfaces, ou enfin ceux qui mettent la totalité de leurs exploitations en commun (par exemple bétail et plantes) avec un autre paysan et forment deux exploitations distinctes, l'une bio et l'autre non.

Ces manœuvres indiquent le hiatus entre législation et pratiques agricoles. Des négociations sont actuellement en cours pour normaliser la situation, afin que le gouvernement fédéral tienne compte de la situation des paysans valaisans et leur accorde des dérogations.

6.2.4. Perception des contraintes économiques

Les contraintes économiques qui pèsent sur les producteurs peuvent être synthétisées dans les exigences de Valplantes et des clients.

Le plus gros acheteur a des normes précises, des sanctions qui lui sont propres. Les opinions des producteurs sur ce client peuvent varier d'un cultivateur à l'autre. Tous reconnaissent l'importance de son rôle dans le lancement de la culture des plantes médicinales et dans leur commercialisation (cette firme est aujourd'hui l'acheteur de la moitié de la production valaisanne). Ils consomment les bonbons et les tisanes produits par cette maison. Ils en ont une image globalement positive, mais d'où émergent, ça et là, quelques remarques critiques. Par exemple, ce cultivateur se représente la relation entre les paysans de montagne valaisans et la firme en termes uniquement économiques. Selon lui, si on privilégie les plantes médicinales de montagne,

C'est pour que [cette entreprise] puisse mettre le Cervin sur les paquets de bonbons. C'est tout, il n'a pas d'autre raison (M. F.)

Ces critiques sont sans doute des protestations contre ce qui peut être perçu comme une situation de fragilité, de dépendance : tous s'accordent à dire que, sans cet acheteur, il n'y aurait certainement pas de telles cultures en Valais. En effet, cette firme est fortement impliquée dans la culture des plantes médicinales, dès les débuts où elle a offert des débouchés aux plantes, en offrant des conditions acceptables de commercialisation.

Aux yeux des agriculteurs de montagne, l'économie de marché est jugée contraignante par nature. Ses contraintes ne sont guère contestées, elles sont acceptées comme quelque chose contre quoi il est illusoire de vouloir lutter. De toute façon, la demande de plantes cultivées en altitude constitue plutôt un avantage pour les agriculteurs de montagne. Les revendications, résistances, stratégies mises en place par certains sont davantage en rapport avec les contraintes politiques qu'avec les contraintes économiques. On peut avancer l'hypothèse que cet état de fait est en relation avec la représentation de l'économie chez les agriculteurs de montagne : une force sans visage, aux symboles très éloignés de ceux auxquels ils sont habitués.

6.3. Pouvoirs internes

6.3.1. Des discours différents

6.3.1.1. Discours officiel et discours occultés

Le discours à l'intérieur de la filière de production des plantes médicinales est caractérisée par des distorsions, pas immédiatement perceptibles, et qui méritent un examen approfondi.

Le discours dominant est un discours plus ou moins uniforme. Il présente systématiquement les choses sous le même angle, souligne les mêmes éléments, les mêmes valeurs. Les points principaux de ce discours ont été développés dans le chapitre précédent. On peut les classer dans un schéma tripartite qui recouvre les trois domaines du développement durable, concept central de la politique agricole fédérale et signe d'harmonisation des relations internationales de la Suisse avec le reste du monde. L'aspect social se traduit par des arguments relevant de la lutte contre l'exode agricole, le fait d'offrir une source de revenu à des populations de montagne, l'adaptation à la spécificité des conditions de productions. L'aspect écologique se rapporte principalement à l'agriculture biologique. Quant à l'aspect économique, il consiste dans le développement de la mécanisation du travail et de la professionnalisation de la culture des plantes médicinales, la négociation de la relation par rapport aux exigences du marché, une attitude plutôt offensive d'innovation avec les stratégies de marketing qui lui sont liées.

D'autres valeurs, qui se rattachent également aux lignes directrices de la politique agricole, doivent également être mentionnées ici : la reconnaissance de l'importance du travail des services de recherche agronomique et de vulgarisation agricole et de la collaboration entre les différents acteurs ; la mise en valeur du paysage et la promotion d'une agriculture diversifiée.

Ce discours dominant est tenu par l'« élite » de la culture des plantes médicinales en Valais. Les employés du Centre des Fougères, les conseillers agricoles, les dirigeants de Valplantes constituent un pan de cette élite. En plus de ces « notables », certains « gros » producteurs participent également à cette élite. Au nombre de deux, ces cultivateurs exercent l'agriculture à titre principal. Elles sont médiatisées⁴⁴. Ces personnes sont repérables dès les premières recherches sur la culture des plantes médicinales. Le discours dominant se calque largement sur le discours officiel de la politique agricole. Il est relayé par des médias, surtout

⁴⁴ Comme moyens de communication dans lesquels j'ai pu les voir, on peut citer des publications spécialisées, des journaux, des émissions de la chaîne de télévision locale, un site Internet, une cassette vidéo.

dans le domaine de la presse écrite. Sans prétendre à l'exhaustivité, j'ai recensé une trentaine d'articles de journaux sur le sujet dans la presse valaisanne, généraliste ou spécialisée dans le domaine agricole (respectivement 25 et 7), et une quinzaine dans la presse romande, tous parus entre 1983 et 2003. A l'exception d'un seul, tous reflètent fidèlement de discours de l'élite de la culture des plantes médicinales et présentent positivement ce secteur de l'agriculture. Des publications émanant du Centre des Fougères ou de la coopérative Valplantes véhiculent également le discours dominant.

Une analyse approfondie fait émerger certains discours « subversifs », en désaccord partiel avec le discours des élites. Les personnes qui le tiennent jouissent généralement d'une visibilité moindre, et n'y prétendent d'ailleurs guère. Ces cultivateurs sont nettement moins impliqués dans la structure de Valplantes, à laquelle ils sont rattachés uniquement en tant que coopérateurs. Il m'a été plus difficile de les rencontrer. Les divergences avec le discours officiel apparaissent à plusieurs niveaux, notamment le positionnement par rapport à l'agriculture biologique et au revenu assuré par les plantes médicinales ; les systèmes de représentation entrent également en conflit sur d'autres points.

6.3.1.2. Un exemple : l'agriculture biologique

Le discours dominant témoigne de la sensibilité de certains producteurs aux questions politiques et économiques, aux préoccupations citadines. Ils manifestent une volonté de s'adapter au mieux à la nouvelle donne, à l'instar des « progressistes » de Mendras, décidés à tout faire pour s'intégrer dans un système économique qu'ils sont conscients de ne pas maîtriser. Ils sont convaincus que le label biologique garantit la qualité des produits, ainsi qu'une proximité accrue avec la nature. Pour eux, ce mode de production s'apparente à une philosophie qu'ils partagent.

C'est une question de philosophie. Quand on est dedans, on ne voit que des avantages. Moi, j'ai d'autres cultures en bio, c'est un choix (M. E)

Il faut avoir la philosophie biologique. Et puis, la culture biologique est une façon de produire qui, à mon avis, pour les plantes médicinales, est complètement logique (M. D)

L'agriculture biologique, c'est aussi un état d'esprit, c'est passionnant. Je pense qu'on a plus de satisfaction, parce qu'on est plus proche de la nature, et on doit tenir compte de ça. On joue beaucoup moins, on risque moins (M. B)

Ils se posent, en quelque sorte, en agriculteurs « innovateurs », par opposition à ceux de la « vieille école ». L'appartenance à cette dernière catégorie ne se fait pas selon des critères de surface ou de quantité de production ; elle peut englober tant des « petits » cultivateurs que des « gros ». Leur conception du rôle de l'agriculture et de sa fonction s'écarte en partie des normes fixées par la politique agricole actuelle et tend plutôt à se rattacher aux valeurs passées de cette politique. Ils se concentrent sur la fonction de production, et n'accordent de crédit aux conceptions des autorités que lorsqu'elles ont des conséquences directes sur leurs pratiques.

Certains producteurs n'apprécient que modérément le fait de devoir se soumettre aux règles de l'agriculture biologique. Le seul avantage qu'ils voient à cette contrainte est que le label bio permet la commercialisation des plantes, et à un prix 10% plus élevé :

Moi, je pense qu'il n'y a pas tellement d'avantage, à part le fait qu'on nous achète les plantes
(Mme L)

Le reste, les contrôles, les analyses du sol, l'obligation d'avoir toute l'exploitation bio, etc., relève plutôt de la tracasserie. Comme le déclare cet agriculteur à titre principal, qui cultive avant tout des plantes médicinales, les points positifs et négatifs de l'agriculture biologique se résument ainsi :

L'avantage, c'est qu'on peut vendre nos produits légèrement plus cher. Mais les désavantages, il y en a... trois pages A4 (M. Ff)

Ces agriculteurs jugent les règles inadaptées. Beaucoup ne partagent pas les conceptions du discours dominant au sujet de l'écologie, comme l'a relevé Valérie Miéville-Ott pour les agriculteurs jurassiens. Ils ont une vision qui leur est propre de la manière dont leur environnement doit être entretenu. On doit aussi mentionner la question du sens. Tel cultivateur met en doute la pureté de l'intention :

Le bio, pour tout ceux qui nous achètent des plantes, c'est un support publicitaire, c'est tout
(M. A)

Plusieurs de mes interlocuteurs m'ont fait part de leur attitude envers l'agriculture biologique :

Nous, on est bio pas par conviction, mais par obligation (M. F)

On se serait bien passé du label bio, mais on n'a pas eu le choix. C'était soit ça, soit arrêter les plantes (Mme M).

Les prix plus élevés versés pour le bio ainsi que les subventions plus copieuses ne sont pas vraiment considérés comme du pain bénit. Selon un de mes interlocuteurs, le bio ne rapporte

Rien du tout, pour dire ce que ça coûte (M. Ff)

Aux yeux d'un autre,

La Confédération prône du bio, mais le professionnel fait pas bio. La politique agricole, elle encourage bio, mais elle sait pas ce que c'est, bio. (M. A)

Le point de vue de ces agriculteurs n'apparaît pas dans le discours officiel sur la culture des plantes médicinales. Cela peut s'expliquer par le fait que les élites locales entendent promouvoir une certaine image de l'agriculture de montagne valaisanne, compatible avec la sensibilité citadine et avec la politique agricole, quitte à passer sous silence certains aspects.

En soi, les pratiques concrètes de l'agriculture biologique ne sont pas véritablement remises en question. Il semble que ce soit davantage le fait d'être obligé qui dérange certains producteurs, plutôt que les contraintes réelles au niveau de la culture. Rappelons que, dès son lancement, la culture des plantes médicinales s'est faite sans engrais chimiques, sans pesticides ni herbicides durant la période de végétation⁴⁵. L'introduction du label bio n'a donc, en somme, que peu modifié les pratiques effectives. Tous mes interlocuteurs s'accordent à l'admettre, tout en déplorant une perte de liberté supplémentaire :

Si on fait pas comme ils disent, on peut avoir de gros ennuis. On peut jamais faire comme on veut. (Mme M)

On constate également une certaine incompréhension de la règle du « tout ou rien », inhérente à la législation sur l'agriculture biologique.

Plusieurs cultivateurs que j'ai rencontrés la trouvent quelque peu absurde, ou pour le moins inadaptée au cas valaisan. Certains ont dû réorganiser leur exploitation en fonction du bio, ce qui ne les enchante guère, et leur cause des soucis dont ils se passeraient volontiers. Ces agriculteurs peuvent être des professionnels complétant leur exploitation par des plantes médicinales ou des double-actifs dont les exploitations accessoires comprennent plusieurs productions.

⁴⁵ La « production naturelle »

D'autres cultivateurs, en revanche, semblent s'adapter sans problème. Dans la typologie de Schallberger, on pourrait les ranger parmi les agriculteurs « de marché ». Il s'agit de certains « gros » producteurs de plantes médicinales. Les contrôles bio qui pour les autres sont assimilés à des contraintes constituent, pour ces agriculteurs, des opportunités. Comme le dit l'un de ces cultivateurs au sujet des contrôles :

Ça nous aide, ça nous permet de faire des économies substantielles (M. D)

6.3.1.3. Salaire-horaire et organisation du travail

La question des heures de travail est également le lieu de distorsions entre les discours. On peut se demander comment des chiffres moyens de salaire horaire⁴⁶ et des coûts de production destinés à déterminer les prix de vente peuvent être avancés, alors que la plupart des cultivateurs ne calculent pas leurs heures de travail. D'après ce « gros » producteur mécanisé qui ne compte pas les heures :

Valplantes, quand ils font un calcul, ils vont regarder avec des gens qui sont mécanisés, qui ont des grandes cultures et tout ça. Donc, le petit agriculteur, il faut surtout pas qu'il regarde ses heures (M. O).

Sur la question du salaire-horaire, un de mes interlocuteurs, qui se déclare pourtant satisfait de ses revenus, avoue :

On n'a jamais fait le calcul. Parce que, si on compte tout, on gagne rien, si on compte rien, on gagne tout (M. F).

Une cultivatrice renchérit :

Comme on ne compte pas les heures qu'on y passe, on a l'impression de recevoir un joli salaire à la fin de l'année (Mme L).

Pour les cultivateurs dont le revenu principal du ménage ne provient pas de l'agriculture, la question du salaire-horaire n'est pas centrale, alors que pour d'autres elle revêt une importance capitale et devient un sujet de préoccupation. La proximité avec la coopérative Valplantes est également un facteur décisif dans la construction du discours des producteurs. Ceux qui se positionnent comme des représentants de la coopérative, qui participent au comité, se font les porte-parole du discours officiel. Les autres ne sont pas tenus de calquer leurs discours sur les discours officiels.

Quoi qu'il en soit, tous mes interlocuteurs sont d'accord sur un point : la culture des plantes médicinales suppose beaucoup d'heures de travail, notamment pour le désherbage.

⁴⁶ Un cultivateur « visible » parle d'un salaire-horaire de 18 à 20 francs. Un chercheur avance les chiffres de 15 à 25 francs (Ch. Rey, 2002, communication orale).

Le discours officiel se positionne clairement en faveur de la mécanisation et de la professionnalisation de la culture des plantes médicinales. Globalement, les agriculteurs à titre principal partagent cette vision : la mécanisation, avec son corollaire de diminution du nombre d'heures de travail à l'hectare, permet une rationalisation de la production.

Une distinction doit être faite parmi les « gros » producteurs au sujet de la main-d'œuvre. Cette distinction peut se référer à l'appartenance aux deux zones géographiques. Les « gros » producteurs de la rive droite du Rhône utilisent de la main-d'œuvre rémunérée. Bien qu'ils voient ce fait comme un mal nécessaire, ils s'y accommodent et lui trouvent des justifications. Les membres de leurs familles participent moins volontiers aux travaux agricoles. En revanche, ceux des vallées de Bagnes et Entremont favorisent clairement le travail de la main-d'œuvre familiale. Par exemple, un « gros » producteur d'Entremont, fervent adepte de la mécanisation, estime que la production doit rester dans des proportions maîtrisables par le travail bénévole familial, car qui dit quantités, dit ouvriers et salaires à verser, et les frais occasionnés annulent le gain des quantités supplémentaires. On perçoit, derrière cette argumentation d'ordre économique, l'importance accordée à la valeur du travail familial, donc une vision assez « traditionnelle » de l'agriculture. Ce point de vue a une pertinence économique. Il valorise le travail bénévole de la main-d'œuvre familiale, garante d'un certain mode de vie. Cette attitude domine, quelle que soit la taille des exploitations et leur degré plus ou moins grand de mécanisation, surtout dans les vallées de Bagnes et Entremont. Pas forcément spécifique à l'agriculture, elle se retrouve dans d'autres milieux professionnels, notamment dans les petites entreprises familiales des secteurs secondaire et tertiaire. L'annexe 6b illustre différentes manières de travailler.

6.3.1.4. Autres divergences de vues : aspects économiques et politiques

Les appréciations varient parfois du tout au tout, même sur des sujets fondamentaux, dont celui des contrats qui déterminent à l'avance les quantités à produire. Pour ce producteur,

Avec les contrats, on sait la mise en place des cultures, la quantité qui peut être achetée, à quel prix on va pouvoir vendre. C'est-à-dire qu'on a une sécurité supplémentaire (M. B)

D'autres paysans, tout en prisant le système des contrats, se demandent quel sera l'avenir de cette culture. Un de jeune producteur se demande :

Est-ce que dans quarante ans je ferai encore ça ? (M. Ff)

Il n'existe pas de machines spécifiques pour la culture des plantes médicinales. Certains modifient des machines conçues pour d'autres activités agricoles.

Deux de mes interlocuteurs m'ont parlé avec fierté des machines spécialement adaptées par eux pour les différentes étapes de la culture des plantes médicinales. L'un m'a spontanément montré des photographies, l'autre m'a emmené voir ses machines. L'opposition entre travail manuel et mécanisé, la supériorité de ce dernier transparaissent clairement dans leur discours. Par exemple, dans cette anecdote au sujet de la visite de journalistes dans les cultures :

Une journaliste, elle a dit : « Aujourd'hui, on est monté à ***, on a vraiment cru qu'on était au temps des Romains. Parce que couper l'alchémille avec un couteau à pain, ça, on n'avait jamais vu ». Elle a dit : « Ici, on arrive, on voit déjà une machine » (M. F)

Les agriculteurs à titre principal sont conscients du clivage qui les sépare de ceux qui privilégient le travail manuel. Selon eux, la différence entre les deux manières de travailler est fondamentale :

On peut pas comparer, ils ont pas de machines (M. A)

Tout en reconnaissant parfois le « mérite » des agriculteurs « traditionnels », ils considèrent que leurs méthodes ne correspondent pas aux attentes actuelles, sont désuètes.

Ceux qui cultivent souvent les plantes à titre accessoire, n'ont pas le même point de vue et, souvent, ne veulent pas investir. Une de mes interlocutrices déclare :

Si on s'outille, il faut doubler, il faut avoir beaucoup plus. Si on commence, on investit, on investit, et on continue, on continue (Mme K)

Ces producteurs peu mécanisés ont également une opinion sur les « gros » producteurs auxquels ils s'opposent, explicitement ou non. Un exemple de valorisation du travail des « petits » est cette remarque d'une cultivatrice :

Je pense que, comme on est des petites surfaces, souvent, on donne de la bonne qualité (Mme L)

A l'entendre, le travail manuel garantit la qualité de la récolte : la marchandise ne contient ni mauvaises herbes ni cailloux. Une autre productrice manifeste sa défiance face à la mécanisation :

A force de mécaniser, on devient un peu fainéant (Mme K)

Pour plusieurs de mes interlocuteurs, particulièrement des femmes, le travail manuel constitue un avantage. A en croire ceux qui la pratiquent, cette manière de travailler donne une bonne image vis-à-vis de l'extérieur. Un point de vue radicalement opposé à celui des agriculteurs dont il a été question plus haut, qui trouvent au contraire que c'est la mécanisation et la rationalisation qui donnent une bonne image à l'agriculture de montagne.

Peut-être peut-on interpréter cette dévalorisation de la machine par un conflit sous-jacent entre la dimension communautaire présente chez les cultivateurs « traditionnels », et l'individualisme lié à la mécanisation, caractéristique des professionnels. Comme le rappelle Berthoud, la mécanisation « se réalise dans un rapport individuel, sinon individualiste, entre l'utilisateur et sa ou ses machines (...) Le rapport à l'outil est à la fois utilitaire et ostentatoire, donc peu favorable à une pratique communautaire » (Berthoud, 1982b, pp. 244-245).

Il faut aussi voir le fait, et c'est ici qu'interviennent la subjectivité du discours de chacun et l'écart parfois significatif entre discours et pratiques, que l'accent est plutôt mis sur le travail manuel ou sur le travail mécanisé, selon des valeurs chères à l'énonciateur. Ceux qui affirment travailler entièrement avec des machines doivent quand-même accomplir au moins une partie du désherbage à la main. Ceux qui disent tout faire manuellement mentionnent de manière anecdotique l'utilisation de petites machines, comme une capionneuse ou une faucheuse. Reste qu'il existe d'importantes différences au niveau de la mécanisation, et qu'une distinction entre producteurs sur la base de ce critère est judicieuse.

6.5.2. Représentations liées aux notions de « plaine » et de « montagne »

Dans le monde agricole en général, si on se place du point de vue des agriculteurs de montagne, on constate une différence entre plaine et montagne. Cette distinction ne recoupe pas exactement celle utilisée dans les discours officiels de la politique agricole, qui présente systématiquement la montagne comme défavorisée.

La plupart des cultivateurs estiment que les conditions de culture, en tous cas des plantes médicinales, sont plus propices en altitude qu'en plaine.

On a un micro-climat, en montagne, qui est un peu supérieur. Il y a moins de risques de maladies. Et ça, je crois que c'est un atout (M. B)

En montagne, la nature du terrain est vue comme meilleure :

En plaine, c'est trop gras, trop riche (Mme X)

La plaine est perçue comme un endroit où l'ensemble des cultures est traité. Même ceux qui ne veulent pas traiter sont « contaminés » par leurs voisins :

En plaine, c'est tout sulfaté partout, ils arriveront pas à faire bio (Mme H)

Tandis que :

ici⁵¹, on a de la chance, on a pas de vignes à côté, on n'a pas d'arbres, ceux qui font des foin, ils traitent jamais, rien du tout, alors il y a aucun problème. C'est vrai que c'est un des avantages de la région qu'on est. Il y a pas d'autres cultures à côté (M. Ff)

Il faut relativiser : des cultivateurs jugent que certaines plantes donneraient de meilleurs résultats en plaine. En fait,

Certaines, elles iraient pas en plaine, et puis certaines iraient mieux en plaine. Ça dépend du type de plante (M. Ff)

Selon une de mes interlocutrices, certaines plantes, cultivées en altitude, permettent un meilleur rendement. C'est le cas de plantes typiquement montagnardes, telles que le génépi et l'edelweiss.

Le taux d'huiles essentielles est parfois estimé supérieur pour les plantes médicinales cultivées en altitude. Cette idée de variation du taux d'huiles essentielles, donc de la qualité de la plante, revient chez plusieurs personnes. Elle montre une différence de discours : un grand nombre de cultivateurs penche pour cette thèse ; les chercheurs et les « gros » producteurs qui participent à l'élite sont d'avis que la qualité de la plante ne varie pas selon l'altitude, mais plutôt en fonction de facteurs génétiques et du stade de développement de la plante. La première affirmation est l'indice d'une tentative des paysans de montagne de légitimer leur monopole de la culture des plantes médicinales et, par conséquent, leurs méthodes qu'ils savent jugées peu rationnelles.

Selon une de mes interlocutrices, non seulement la qualité de la plante est supérieure du fait qu'elle pousse en altitude mais, qui plus est, irrévocablement et sans qu'il n'y ait besoin de l'expliquer,

Il y a des plantes qui sont faites pour vivre et pousser en montagne (Mme L)

On doit souligner ici la relativité des notions de « montagne » et de « plaine ». Une de mes interlocutrices, qui vit dans un village à environ 1'000 mètres d'altitude, considère Sembrancher, le point de jonction entre les vallées de Bagnes et Entremont, situé à environs 720 mètres d'altitude, comme une localité de plaine. Les habitants de Sembrancher et des environs, quant à eux, se rangent dans les agriculteurs de montagne, par opposition à ceux de la plaine. D'autres cultivateurs, enfin, tous de la rive droite, sans doute conscients que leurs méthodes de travail se rapprochent plus d'une agriculture de plaine que de celle de montagne telle qu'elle est actuellement pratiquée, adoptent un point de vue moins particulier et déclarent que le Valais est souvent considéré comme une région de montagne, tant en plaine que dans les vallées latérales.

⁵¹ en montagne

Si le point de vue agronomique est présent dans le discours des producteurs, l'aspect socioéconomique est également mentionné par tous mes interlocuteurs dans le cadre de la différence entre la plaine et la montagne. Si on privilégie la culture des plantes médicinales en altitude, c'est avant tout

Pour aider les paysans de montagne (Mme J)
car

En montagne, il n'y a pas beaucoup de possibilités de culture, et les plantes médicinales y poussent bien (Mme N)

Ceci rejoint le discours dominant, où le rôle social a été systématiquement mis en avant lors du lancement de cette culture. Il est l'un des objectifs explicites de la coopérative Valplantes et participe à l'éventail des valeurs orientant de la recherche. Enfin, il est présent dans le discours du plus gros client de la coopérative, qui affirme soutenir les agriculteurs de montagne en leur offrant cette source de revenu.

6.5.3. Plantes médicinales et identité

La culture des plantes médicinales s'insère dans une tradition agricole en relation étroite avec le contexte local. Elle succède, en effet, aux cultures des petits fruits, surtout dans les vallées de Bagnes et Entremont, où ces cultures se combinaient déjà souvent avec la possession de quelques têtes de bétail et de vigne. On a donc le maintien d'une tradition agricole locale valorisée, une manifestation de fidélité à l'agriculture vérifiée par l'observation de l'attitude négative des paysans à l'idée d'un éventuel abandon de cette activité.

La culture de certaines plantes emblématiques, dont la plus marquante est l'edelweiss⁵², participe dans une certaine mesure à l'élaboration de l'identité des cultivateurs. Beaucoup de mes interlocuteurs, surtout dans la vallée de Bagnes/Entremont (où se trouve l'essentiel des cultures de cette plante) l'ont fréquemment mentionnée. Ils semblent l'apprécier particulièrement, et m'ont montré quelques photographies de champs en fleur, quelques spécimens séchés. Plusieurs m'ont parlé de ses vertus médicinales, de sa beauté, de son succès auprès des touristes et des promeneurs :

Souvent des gens s'arrêtent au bord de la route, demandent s'ils peuvent prendre un bouquet d'edelweiss (Mme L)

⁵² *Leontopodium alpinum*

On observe un lien affectif avec cette plante fortement identifiée à la montagne:

Franchement, des edelweiss cultivées en plaine, je trouve que ça colle pas (Mme L)

Le fait de domestiquer cette plante, pourtant symbole de la nature sauvage des hautes altitudes, ne semble pas paradoxal. On peut dire que l'edelweiss fait la synthèse entre deux facteurs de l'identité des paysans de montagne : leur appartenance géographique et leur identité d'agriculteurs ; de plus, elle leur apporte de la reconnaissance d'autrui et le plaisir des yeux. L'annexe 6c représente un champ d'edelweiss.

Ceci confirme un acquis de cette étude : le rapport des cultivateurs valaisans avec les plantes médicinales passe par la domestication .

6.6. Perceptions de l'environnement

Les agriculteurs de montagne ne partagent pas véritablement les conceptions idéologiques des discours dominants en matière d'écologie, comme on a déjà eu l'occasion de le voir avec l'exemple de l'agriculture biologique. Pourtant, le maintien d'activités agricoles en montagne a pour eux une importance vitale. Nous avons évoqué plus haut leur crainte face à un éventuel abandon de cette agriculture.

L'entretien du paysage agricole est connoté positivement. La mise en culture des zones marginales donne

une image de vie plutôt que d'abandon (M. G)

Les friches sont perçues de manière négative du point de vue esthétique, mais pas seulement. Si l'agriculture de montagne était abandonnée,

Ce serait horrible. Déjà rien que les paysans qui fauchent plus les talus, c'est déjà très vilain (Mme K)

La nature reprendrait ses droits. Et nous, on serait les petits Indiens avec la plume au chapeau (M. F)

Si on veut vivre en montagne, il faut que ça continue, sinon on peut déménager en plaine (Mme N)

Ceci rejoint encore une fois les assertions de Valérie Miéville-Ott, selon qui les friches sont mal perçues des paysans car elles sont le signe d'une déprise agricole ; le caractère sauvage qui s'y rattache nie leur fonction de domestication de la nature et leur inscription dans l'espace en tant que groupe social (Miéville-Ott, 2001b, p. 84).

La nécessité d'entretenir le territoire par l'agriculture peut s'exprimer en termes d'économie régionale :

Il y a quand même pas mal de gens qui sont concernée par le tourisme, qui gagnent leur vie avec le tourisme. C'est important d'entretenir le paysage (Mme N)

Les cultivateurs, surtout les « petits », sont sensibles à l'aspect esthétique des champs de plantes médicinales, particulièrement lors des floraisons

Ca fait très joli dans le paysage (Mme L)

Je trouve que c'est joli. Je pense pas que ça gâte le paysage, en tous cas pas, au contraire.

C'est beau (Mme N)

Plusieurs de mes interlocuteurs évoquent le regard positif posé sur leurs cultures, soit par des promeneurs, soit par des touristes.

Beaucoup de personnes s'arrêtent, regardent, demandent ce que c'est. Des gens qui viennent en vacances ici, ils sentent l'odeur, ils apprécient (Mme M)

On ne peut pas limiter la conception du rôle d'entretien du paysage par les cultivateurs de plantes médicinales à cette seule culture. Pour eux, toutes les activités de l'agriculture de montagne sont utiles, ce que souligne cette cultivatrice :

Toute la campagne est travaillée. C'est ça qui fait beau pour les touristes (Mme J)

D'une manière générale, la participation directe des cultivateurs de plantes médicinales au tourisme est limitée (les prestations de type visites de cultures ou vacances à la ferme restent l'exception). En revanche, de manière indirecte, ils ont un sentiment de responsabilité vis-à-vis de l'entretien du paysage et conscience de faire quelque chose qui plaît aux visiteurs.

Les paysans de montagne ont le même objectif que celui exposé dans les textes officiels de la politique agricole : entretenir le paysage. Ils sont conscients de l'importance de ce dernier rôle sur la vie économique de la région où ils vivent, et de leur mission à ce niveau, même s'ils se considèrent avant tout comme des producteurs de marchandises agricoles bien palpables.

C'est sur les pratiques concrètes que les avis divergent, sans doute en partie en raison de la réticence des paysans à se voir imposer des normes allant à l'encontre de leurs habitudes et relevant d'une logique autre.

CONCLUSION

On a pu voir à travers ce travail les liens étroits entre les cultivateurs valaisans de plantes médicinales et les forces externes que sont la politique agricole et le marché. Ces forces s'exercent de multiples façons sur les paysans qui, à leur tour, mettent en place des stratégies de résistance, négocient leur place dans un contexte politique qui tend à les marginaliser et à leur faire adopter des pratiques en contradiction avec leurs systèmes de valeurs. L'image que les agriculteurs ont d'eux-mêmes et qu'ils présentent vis-à-vis de l'extérieur est elle aussi fonction du contexte politique et économique dans lequel ils évoluent. Toutes ces modalités de relation à l'Etat, si elles transparaissent dans les discours individuels, se réfèrent à une collectivité, un « Nous », dont le contenu est variable, mais qui s'oppose à l'« Autre ». Il peut s'agir du Nous institutionnalisé constitué par l'ensemble de la filière de production et de commercialisation des plantes médicinales, on se situe ici au niveau des discours officiels, ou alors de Nous informels, qui renvoient à des conditions d'existence ou de travail. Dans ce cas, ils servent à justifier ces dernières par l'opposition.

Le rapport de l'Etat aux paysans de montagne mêle attirance et rejet : la politique agricole suisse soutient les paysans de montagne, les intègre. C'est du moins ce qui ressort des textes officiels. Dans les faits, on constate un sentiment de marginalisation des agriculteurs de montagne, ainsi que la disparition de nombre d'exploitations agricoles.

L'Etat soutient les agriculteurs de montagne : oui, mais... il entend imposer ses normes, qui ne tiennent pas toujours compte de la logique ni des attentes des paysans. Comme l'Etat a le pouvoir d'imposer sa manière de voir, l'agriculture de montagne sera rationnelle et mécanisée ou elle ne sera pas.

Néanmoins, les paysans ne demeurent pas impuissants face à cette tendance. L'existence de l'agriculture à titre accessoire, dans laquelle la culture des plantes médicinales a sa place, est un exemple de réponse apportée par des habitants des vallées valaisannes aux pressions exercées sur le secteur primaire. Dans ce contexte, la culture des plantes médicinales atteste une volonté de certains paysans de montagne de travailler la terre comme bon leur semble. Leur revenu étant assuré hors de l'agriculture, libre à eux de travailler manuellement sur les parcelles qu'ils jugent bon d'exploiter. Mais la tendance, disent les notables de la filière, est à une professionnalisation et à une mécanisation croissantes.

Des agriculteurs à titre principal cultivent également des plantes médicinales. Parmi eux, certains tentent de concilier l'obligation de tirer de l'agriculture de montagne, et en particulier de la culture des plantes médicinales, un revenu capable de subvenir aux besoins de leurs ménages, avec des valeurs traditionnelles telles qu'une agriculture à main-d'œuvre familiale, conjuguée à une rationalisation et une mécanisation du travail. Parmi ces agriculteurs à titre principal, d'autres ont pris le chemin d'une agriculture résolument moderne. Pour eux, les plantes médicinales conviennent à cet objectif. Les investissements importants de ces exploitants à titre principal ainsi que les frais de main-d'œuvre sont intégrés dans une vision de l'agriculture radicalement différente de celles présentées plus haut.

On a pu voir l'existence de différents types de cultivateurs de plantes médicinales, dont les pratiques et les représentations diffèrent radicalement de l'un à l'autre. On peut élargir ce résultat en disant que l'agriculture de montagne valaisanne prend de multiples formes, revêt des significations différentes pour les uns et les autres. Les valeurs qui lui sont attachées se rattachent elles aussi à des registres différents. Pour certains, elle revêt une importance capitale : ils ne s'imaginent pas ne travaillant pas la campagne ; des valeurs de maintien du patrimoine s'ajoutent au plaisir de travailler la terre. Pour d'autres, les valeurs traditionnelles ont une importance moindre. Leur idée de l'agriculture est celle d'un secteur économique parmi d'autres. Ils entendent en donner une image moderne, compatible avec les exigences de l'Etat et du marché, et rompre avec une image misérabiliste du paysan de montagne telle qu'elle est colportée dans les textes officiels.

Cette conscience de l'image est également présente chez les agriculteurs « traditionnels », qui conçoivent leur manière de travailler largement manuelle comme perçue positivement, conformément à l'image que l'industrie touristique entend offrir aux hôtes : celle d'une vie en harmonie avec la nature.

On voit que la culture des plantes médicinales est pleine de significations, qu'elle permet de cerner d'une part la relation à l'Etat et d'autre part les valeurs des paysans, leur négociation de leur place à l'intérieur de la société et enfin la gestion de leur image, et de montrer la multiplicité inhérente à ce secteur de l'agriculture valaisanne.

BIBLIOGRAPHIE

ETUDES SUR LA SUISSE, LE VALAIS, LES ALPES

Berthoud, Gérald ; Crettaz, Bernard ; Preiswerk, Yvonne. 1991b. « La vache : corps, symbole et décor ». In : Berthoud, Gérald ; Crettaz, Bernard et al. *Vache d'utopie/ Oeuvre collective de chercheurs et de conservateurs de musée*. Genève : Slatkine.

Berthoud, Gérald. 1982a. « Lecture anthropologique des Alpes : de la marginalité à la dépendance ». In : *Plaidoyer pour l'autre : Essais d'anthropologie critique*. Genève : Droz, pp. 203-218.

Berthoud, Gérald. 1982b. « L'agriculture de montagne: nécessité économique ou résistance culturelle ? ». In : *Plaidoyer pour l'autre : Essais d'anthropologie critique*. Genève : Droz, pp. 231-264.

Berthoud, Gérald ; Kilani, Mondher. 1984. "Enseignement et recherche en anthropologie culturelle et sociale: l'exemple de l'agriculture à temps partiel en milieu alpin". In : *Uni Lausanne*, No 38, Lausanne, pp. 1-15.

Berthoud, Gérald; Kilani, Mondher. 1998. « Autour de la race d'Hérens. Passions et enjeux ». In : Crettaz, Bernard, Preiswerk, Yvonne, ( d), 1998. *Le pays où les vaches sont reines*. Sierre, Monographic, pp. 465-490.

Boltanski, Luc. 1966. *Le bonheur suisse*. Paris : Editions de Minuit.

Cajoux, Nicole. 2003. « Pour un échange culturel réel ». *Nouvelliste*. Sion : 30.04.03.

Carruzo-Frey, Sabine ; Dupond, Patricia. 1992. « les 'bons montagnards' ». In : COTRAO, Communauté de travail des Alpes occidentales. 1992. *L'homme et les Alpes*. Grenoble : Glénat, pp. 53-54.

Centlivres, Pierre. 1980. „Un nouveau regard sur les Alpes: l'anthropologie américaine découvre le Valais“. *Ethnologica Helvetica. Contributions à l'ethnologie de la Suisse* 4, 1990, pp. 35-62 (Berne)

Clavien, Alain. 2002. « La modernisation du Valais ». In Curdy, Philippe et al. *Histoire du Valais*, T. 3, pp. 581-636.

Clavien, Jean-Pierre. 1998. « Ceux qui ont changé de race ». In : Crettaz, Bernard; Preiswerk, Yvonne, ( d), 1998. *Le pays où les vaches sont reines*. Sierre, Monographic, pp. 581-636.

Courthion, Louis. 1903. *Le peuple du Valais*. Paris/Genève

Crettaz, Bernard. 1979. *Nomades et sédentaires. Communautés et communes en procès dans le Val d'Anniviers*. Genève : Grounauer.

Crettaz, Bernard. 1992. « Dix questions pour interpréter une 'découverte' ». In : COTRAO. Communauté de travail des Alpes occidentales. 1992. *L'homme et les Alpes*. Grenoble : Glénat, pp. 35-48.

Crettaz, Bernard; Preiswerk, Yvonne, ( d), 1998a. *Le pays où les vaches sont reines*. Sierre, Monographic.

- Darbellay, Charly.** 1998. « L'agriculture à temps partiel et l'économie valaisanne ». In : Crettaz, Bernard; Preiswerk, Yvonne, (éd), 1998. *Le pays où les vaches sont reines*. Sierre, Monographic, pp. 193-197.
- Fauchère, Andrée.** 1998. *Le cri des paysans de haute montagne*. Genève : Slatkine.
- Friedl, John.** 1972. "Changing economic emphasis in an Alpine village". *Anthropological Quaterly* 45/3, pp. 145-157.
- Honigmann, John J.** 1972. "Charasteristics of Alpine ethnology". *Anthropological Quaterly* 45/3, pp. 196-200.
- Kilani, Mondher.** 1984. « Les images de la montagne au passé et au présent. L'exemple des Alpes valaisannes ». *Archives suisses des traditions populaires*, Bâle, 1-2, 1984, pp. 27-55.
- Kilani, Mondher.** 1994. « Tigresse, Panthère, Lionne et les autres. Ou la passion de la vache en Valais ». In : *L'invention de l'autre*. Lausanne, pp. 166-205.
- Mathieu, Jon.** « Etapes d'un voyage à travers le temps et l'espace alpin ». In : Ladurner, Ulrich; Ruef, Didier. 1998. *Paysans de nos montagnes*. Sierre : Monographic, pp. 196-200.
- Netting, Robert McC.** 1972. "Of men and meadow: strategies of Alpine land use". *Anthropological Quaterly* 45/3, pp. 132-144.
- Netting, Robert McC.** 1981. *Balancing on an Alp. Ecological change & continuity in a Swiss mountain village*. Cambridge: Cambridge University Press.
- OFS, Office fédéral de la statistique.** 1997. Atlas structurel de la Suisse. Zurich : Neue Zürcher Zeitung
- Preiswerk, Yvonne.** 1983. *Le Repas de la mort. Catholiques et protestants aux enterrements. Visages de la culture populaire en Anniviers et aux Ormonts*. Sierre : Monographic.
- Reichler, Claude.** 2002. *La découverte des Alpes et la question du paysage*.
- Weinberg, Daniela.** 1973. « L'anthropologie américaine à la recherche de la paysannerie suisse. L'exemple de Bruson ». *Bulletin Information SEG/SSE* 1, pp. 19-24.
- Weinberg, Daniela.** 1975a. „Bruson. Etude socio-ethnologique sur les relations humaines dans un village de montagne“. Tiré à part de *Annales Valaisannes*, année 50, 1975.
- Weinberg, Daniela.** 1975b. *Peasant wisdom: cultural adaptation in a Swiss village*. Berkley: University of California Press.
- Weinberg, Daniela.** 1975c. „Swiss society and part-society: organizing cultural pluralism“. In: Boissevain, Jeremy ; Friedl, John (éd.). 1975. *Beyond the community: social process in Europe*. La Haye : Department of educational Science of the Netherlands, pp. 91-107.
- Wiegandt, Ellen.** 1973. « Etude préliminaire du modèle paysan : esquisse de recherches en cours ». *Bulletin Information SEG / SSE* 1, pp. 25-27.
- Wiegandt, Ellen.** 1980. « Un village en transition ». *Ethnologica Helvetica. Contributions à l'ethnologie de la Suisse* 4/1980, pp. 63-94.

ANTHROPOLOGIE DE L'AGRICULTURE

Bourdieu, Pierre. 1977. « Une classe objet ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 17 (18), pp. 2-5.

Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans : reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg.

Droz, Yvan. 2001a. « Des vaches et des hommes ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans : reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg, pp. 25-53.

Droz, Yvan. 2001b. « Le fonctionnaire qui s'ignore ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans : reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg, pp. 127-154.

Hainard, François. 1981. *Sociologie de la paysannerie. Approche pluraliste de la collectivité paysanne du Val-de-Travers.* Berne, Frankfurt/M., Las Vegas: Peter Lang.

Hainard, François ; Hainard, Jacques. 1980. « Lutttes et conflits paysans en Suisse », *Ethnologica Helvetica* 4, pp. 223-244.

Hubscher, Ronald. 1983. « La France paysanne, réalités et mythologies ». In : Lequin, Y. *Histoire des Français*, t. II. Paris : Armand Colin.

Kayser, Bernard. 1990. *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental.* Paris : Armand Colin.

Mayor, Grégoire. 2001. « L'idylle troublée. Essai sur l'image du paysan dans le cinéma suisse ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans : reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg, pp. 155-183.

Maho, J. 1980. « Etudier et réétudier un village européen ». *Archives de l'OCS*, vol. 3. Paris : CRNS.

Mendras, Henri. 1992. *La fin des paysans ; suivi d'une réflexion sur la fin des paysans Vingt ans après.* Le Paradou : Actes Sud (1^{ère} édition 1970, Armand Colin).

Miéville-Ott, Valérie. 2001a. « D'une politique à l'autre ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans. Reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg, pp. 5-24.

Miéville-Ott, Valérie. 2001b. « De l'ordre et de l'entretien. Les représentations paysannes de la nature et du paysage ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans. Reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain.* Chêne-Bourg : Georg, pp. 59-101.

Olivier de Sardan, J.-P. 1991. « Paysanneries ». In : Bonte, Pierre ; Izard, Michel (dir.). 1991. *Dictionnaire de l'ethnologie de l'anthropologie.* Paris : PUF.

Pongratz, Hans. 1987. « Bauern – Am Rande des Gesellschaft. Eine theoretische und empirische Analyse zum gesellschaftlichen Bewusstsein von Bauern » *Soziale Welt* 38, pp. 522-544.

Preiswerk, Yvonne. 1989/1990a. « Essai pour une anthropologie de l'élevage dans l'espace alpin et préalpin : le Valais et la Gruyère ». In : *Bulletin du centre genevois d'anthropologie*, Genève ; Louvain.

Redfield, R. 1956. *Peasant society and culture*. Chicago: University of Chicago Press.

Rémy, Jacques. 2003. Compte-rendu de : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans. Reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain*. Chêne-Bourg : Georg. *Ethnologie française* XXXIII, 2003, 1, pp. 176-177.

Schallberger, Peter. 2001. « De quel avenir parlent les paysans ? ». In : Droz, Yvan ; Miéville-Ott, Valérie. 2001. *On achève bien les paysans. Reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain*. Chêne-Bourg : Georg, pp. 103-126.

Wolf, Eric. 1966. *Peasants. Engelwood Cliffs*. New-Jersey: Prentice-Hall.

POLITIQUE AGRICOLE

CF, Conseil fédéral. 1984. *Sixième rapport sur l'agriculture*. Berne.

CF, Conseil fédéral. 1992. *Septième rapport sur l'agriculture*. Berne.

Clivaz, Christophe. 2000a. Ecologisation de la politique agricole en Suisse et dans le canton du Valais. Lausanne : IDHEAP.

CV, Canton du Valais. 1992. *Message du conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant un projet de loi sur l'agriculture*. Sion.

Darbellay, Charly. 1980. *Agriculture et société : un nouveau contrat*. Charrat : Editions Rurales.

Moor, Pierre. 1985. *Agriculture*. Lausanne : Presses polytechniques romandes, coll. Droit et vie économique.

OFAG, Office fédéral de l'agriculture. 1983. *Agriculture et économie alpestre dans le Valais romand*. Berne : Office fédéral de l'agriculture.

OFAG, Office fédéral de l'agriculture. 2001. *Rapport agricole 2001*. Berne : Office fédéral de l'agriculture.

Rieder, Peter. 1998. « L'agriculture de montagne dans le champ de tension entre le marché, la politique et la société ». In : Ladurner et Ruet, *op. cit.*, pp. 201-207.

Sauvain, Paul. 1980. *Evolution socio-économique récente de la commune de Bagnes en Valais et rôle de l'agriculture à temps partiel en région de montagne*. Zurich : Juris Druck + Verlag.

Sciarini, Pascal. 1994. *La Suisse face à la communauté européenne et au GATT. Le cas test de la politique agricole*. Genève : Georg Editeur.

Zufferey, Jean-Jacques. 1991. *Aspects économiques, socio-culturels et écologiques des exploitations agricoles de montagne dans le Valais central*. Travail de diplôme, Hochschule St Gallen (non publié).

ETHNOBOTANIQUE : PLANTES MEDICINALES SAUVAGES EN VALAIS

Brüschweiler, Sabine. 2001. *Plantes et savoirs des Alpes. L'exemple du Val d'Anniviers*. Sierre : Monographic.

CREPA, Centre régional d'étude des populations alpines. 1997. *L'enfant à l'écoute de son village : les plantes sauvages utiles*. No 8.

Roguet, Didier. 1994. « Recours à la flore utilitaire et médicinale régional, un patrimoine en danger », pp. 13-21.

Roguet, Didier; Perrenoud, Arlette. 1999. « Plantes utiles du Mont-Blanc. Herbes et herborisateurs ». In : collectif. 1999. *Et l'homme créa la Mont-Blanc*. Grenoble, Glénat.

CULTURE DES PLANTES MEDICINALES

Bouverat-Bernier, Jean-Pierre. 2000. « Amélioration génétique et création variétale de la lavande et du lavandin : premiers résultats du programme », pp. 41-48.

Broccard, Christian. 2002. « Culture du sureau, son importance pour les paysans suisses ». Participation à une conférence de presse concernant l'introduction de la culture du sureau. Venthône, 21.11.02. Non publié.

Darbellay, Charly. 2000. « Le développement de la recherche sur les plantes aromatiques ». In : *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 11-16.

Darbellay, Charly ; Rey, Charly. 1988. « Rôle de la recherche agronomique dans le développement de la culture des plantes médicinales et aromatiques en région de montagne », in Roguet, Didier et al. *De la plante au médicament*. Série documentaire 23 des Conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève, pp. 67-74.

Junghanns, Wolfram. 2000. „Produktion von Gewürtzkräutern in Nordostdeutschland“. In: *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 49-54.

Leu, Christine. 1991. « Les différents aspects de la qualité du point de vue des producteurs ». In : *Actes du colloque Médiplant sur la qualité des plantes médicinales et aromatiques, 20 et 21 septembre 1990, Centre des Fougères, Conthey (Valais)*, pp. 97-102.

Luisier, Nicolas; Tornay, Pascal. 2000. « La vulgarisation agricole : sa place entre la recherche et la production ; partenaire des exploitations biologiques ». In : *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 75-78.

Lutz, Christine. 2000. „Die Verwendung von Heil-und Gewürtzpflanzen in Süswaren“. In : *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 99-102.

Masserey, Maurice. 2000. « L'organisation de la coopérative valaisanne Valplantes. Diversification et expérience personnelle » In : *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 79-90.

Masserey, Maurice. 2002. « Expérience personnelle de production de plantes pour Ricola ». Participation à une conférence de presse concernant l'introduction de la culture du sureau. Venthône, 21.11.02. Non publié.

Paul, François. 2000. « Extraction des plantes aromatiques et médicinales pour la cosmétique ». In : *De la recherche aux produits finis*. Actes du 4^{ème} colloque Médiplant, du 23 au 25 septembre 1999, Centre des Fougères (RAC)- Conthey (Valais/ Suisse), pp. 103-108.

Rey, Charly. 1983. « Plantes médicinales et aromatiques : perspectives pour le Valais ». In : *Bulletin de la Muritienne*, 100/1983, pp. 105-109.

Richterich, Felix. 2002. « Exploitation du sureau en Suisse ». Participation à une conférence de presse concernant l'introduction de la culture du sureau. Venthône, 21.11.02. Non publié.

METHODES

Beaud, Stéphane ; Weber, Florence. 1997. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : la découverte.

Kayser, Bernard. 1989. *Les sciences sociales face au monde rural. Méthodes et moyens*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.

Lieberherr, Françoise. 1980a. « Réflexions sur l'enquête-entretien ». In : Goethe, Kemeys ; Hainard, François; Jeannin, André; Lieberherr, Françoise. 1980. *Quelques dimensions d'une collectivité rurale de montagne. Enquête sur le terrain et réflexions*. Cahiers de l'ISSP no2, septembre 1980. Neuchâtel : Université de Neuchâtel, pp. 23-44.

DIVERS

Donadieu, Pierre. 1994. « Pour une conservation inventive des paysages ». In : Berque, Augustin (dir.). 1994. *Cinq propositions pour une théorie du paysage*. Seyssel : Champ Vallon, pp. 51-80.

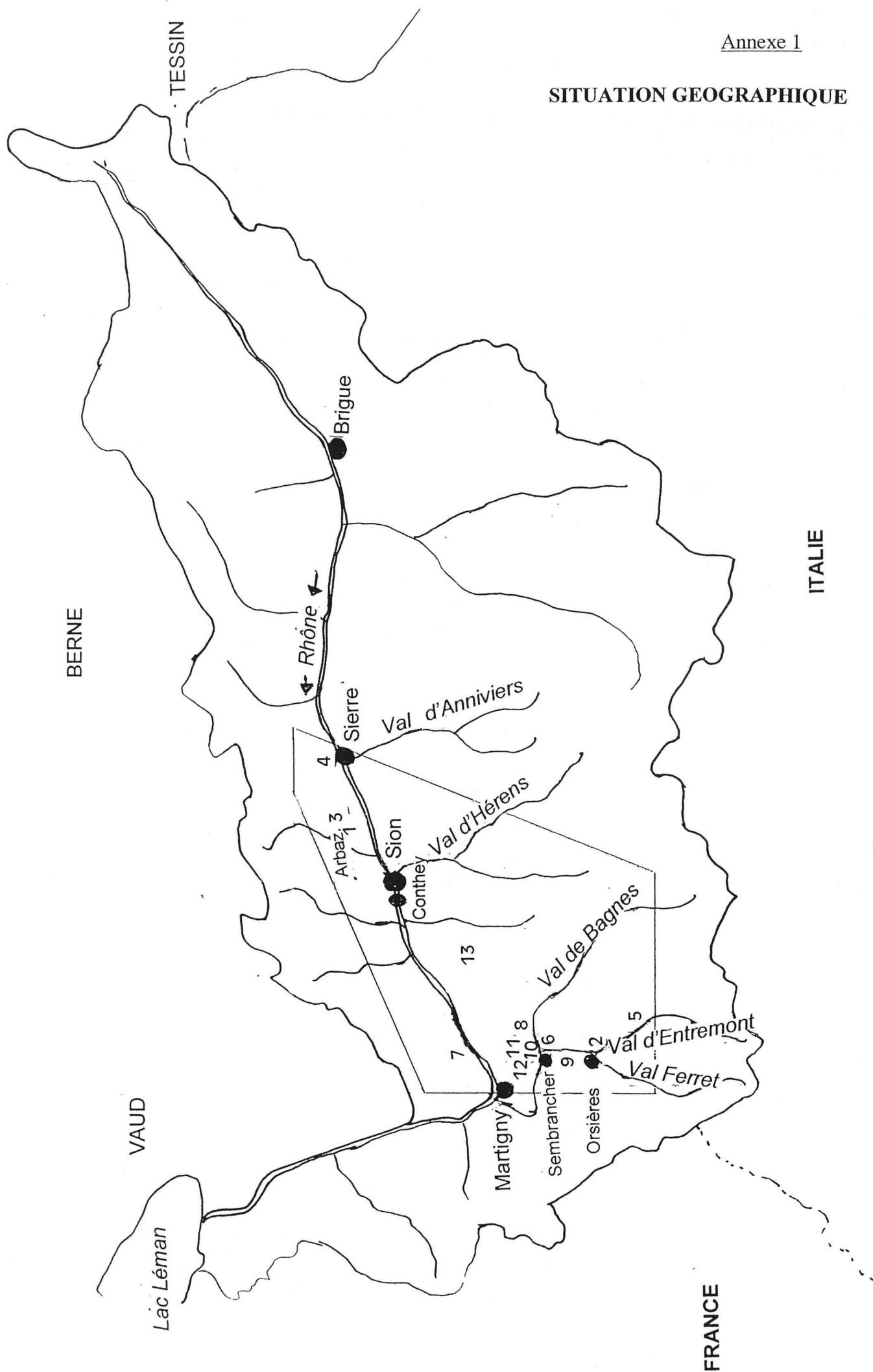
Kroeber, Alfred Louis. 1948. *Anthropology*. New-York: Harcourt.

Petit Robert I. 1991. Paris : Dictionnaires Le Robert.

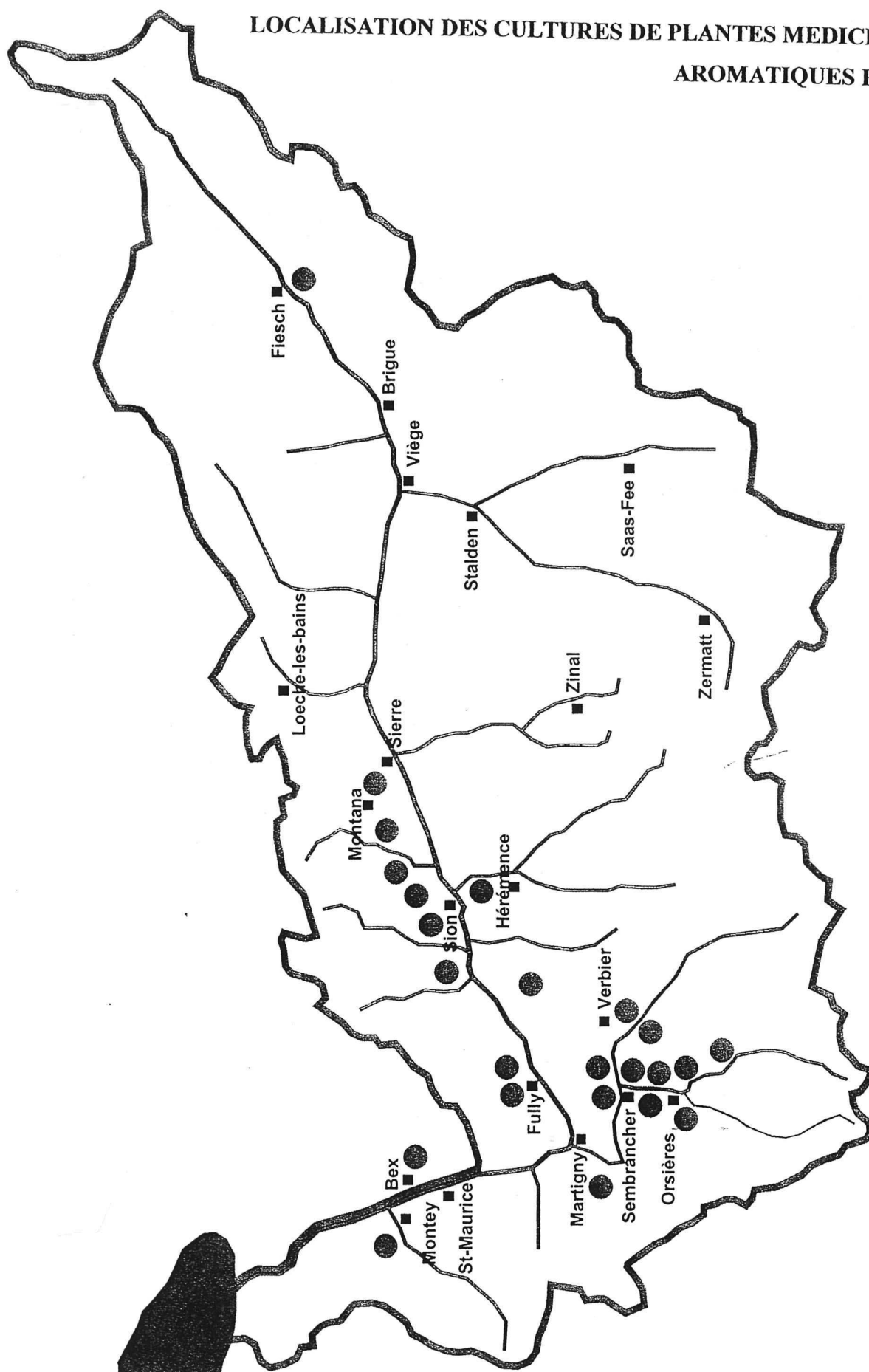
Sgard, Anne. 1997. *Paysages du Vercors : entre mémoire et identité*. Grenoble : Revue de Géographie alpine.

Photographies: Charly Rey, à l'exception de l'annexe 6b1: Valplantes.

SITUATION GEOGRAPHIQUE



LOCALISATION DES CULTURES DE PLANTES MEDICINALES AROMATIQUES EN VAL



ANNEXE 3 : TABLEAU DES INTERLOCUTEURS – CULTIVATEURS DE PLANTES MEDICINALES

Expl. No	Pseudonyme	Agriculture à titre	Surface de plantes médicinales	Altitude	Taille des parcelles	Zone de production *	Travail présenté comme ***	Tranche d'âge	Revenu annexe
1	M. A Mme A	principal	30'000 m2 (3 hectares)	1'000 m	Entre 5'000 et 8'000 m2	1	Mécanisé ; ouvriers	50-60 ans	Oui
2	M. B	principal	3 hectares	900- 1'300 m		2	Manuel et mécanisé	40-50 ans	Oui
3	M. C	principal	10'000 m2	1'000 m	Entre 1'500 et 4'000 m2	1	Manuel	30-40 ans	Oui
4	M. D Mme D	principal	3,5 hectares	840- 925 m	Entre 1'500 et 7'000 m2	1	Mécanisé	40-50 ans	Oui
5	M. E	principal	12'000 m2	1'200- 1'500 m		1 et 2	Manuel et mécanisé	40-50 ans	Oui
6****	M. Ff M. F Mme F	principal	18'000 m2	750- 900 m		2	Manuel et Mécanisé	20-30 ans 50-60 ans 50-60 ans	Non Oui Oui
7	M. G	principal		850 m		1	Manuel ; ouvriers	40-50 ans	Non

* La zone 1 est le coteau de la rive droite du Rhône (exceptionnellement sur la rive gauche), tandis que la zone 2 se situe dans les vallées de Bagnes/ Entremont

*** Il ne s'agit pas ici de décrire la réalité des pratiques, mais de voir comment les gens conçoivent eux-même leur travail.

**** Cette exploitation est aux mains d'une personne qui l'a reprise de ses parents, bien présents à ses côtés mais vivant quant à eux d'un revenu non agricole.

Expl. No	Pseudonyme	Agriculture à titre	Surface de plantes médicinales	Altitude	Taille des parcelles	Zone de production *	Travail présenté comme	Tranche d'âge	Revenu annexe
8**	Mme H Mme I Mme J	accessoire accessoire accessoire	2'000 m2	1'300 m	300 à 900 m2	2	Manuel ; peu mécanisé	40-50 ans 50-60 ans 50-60 ans	Oui Oui Oui
9	Mme K M. K	accessoire	6'000 m2	800-900 m		2	Manuel ; peu mécanisé	40-50 ans	Oui
10	Mme L Mme X****	accessoire	2'000 m2	750 m	2'000 m2	2	Manuel et mécanisé	30-40 ans	Oui
11	Mme M M. M	accessoire	2'250 m2	1'100 m	750 et 1'500 m2	2	Manuel ; très Peu mécanisé	70-80 ans	Oui
12	Mme N	accessoire	4'000 m2	900-1'200 m	900 à 1'300 m2	2	Manuel ; peu mécanisé	40-50 ans	Oui
13	M. O	accessoire	6'700 m2	800-1'200 m		1	Manuel	40-50 ans	Oui

AUTRES INTERLOCUTEURS

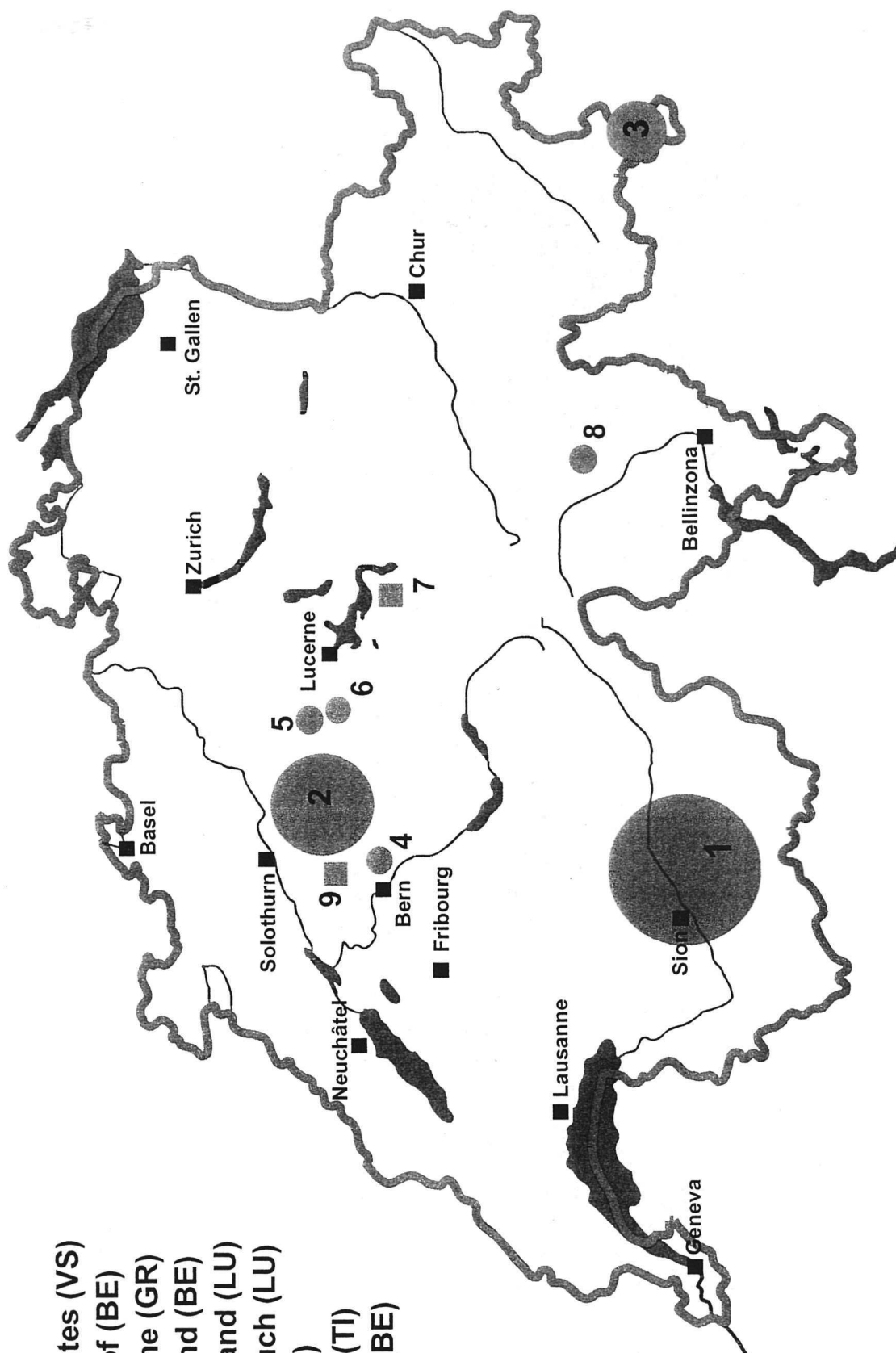
Deux entretiens ont de plus été menés avec des chercheurs du Centre des Fougères (Chercheur 1 et Chercheur 2) et avec le gérant de la coopérative Valplantes.

* La zone 1 est le coteau de la rive droite du Rhône (exceptionnellement sur la rive gauche), tandis que la zone deux se situe dans les vallées de Bagnes/ Entremont

** Ces trois personnes vivent dans trois ménages différents, mais cultivent les plantes en une seule exploitation. Deux sont sœurs, l'autre est leur belle-sœur

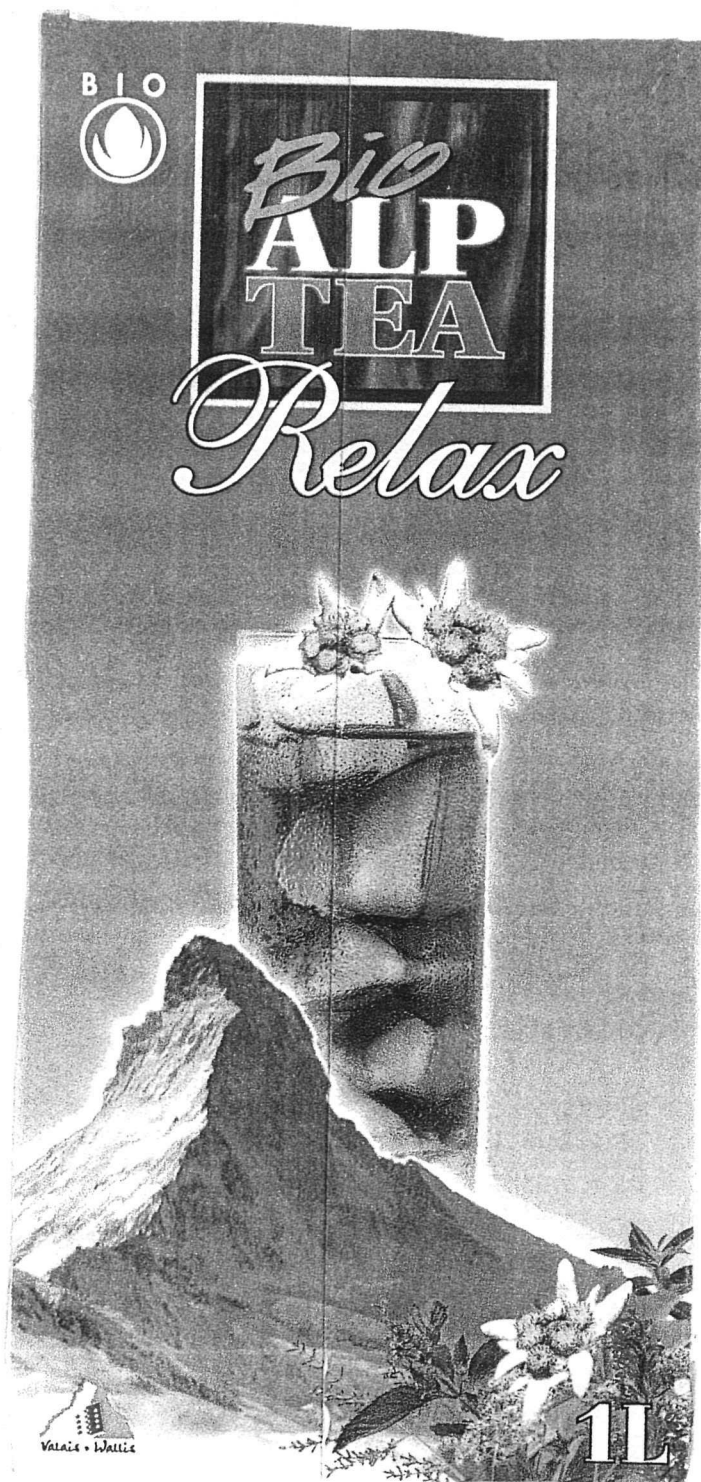
**** Mme X est une amie qui aide Mme L pour la culture des plantes médicinales.

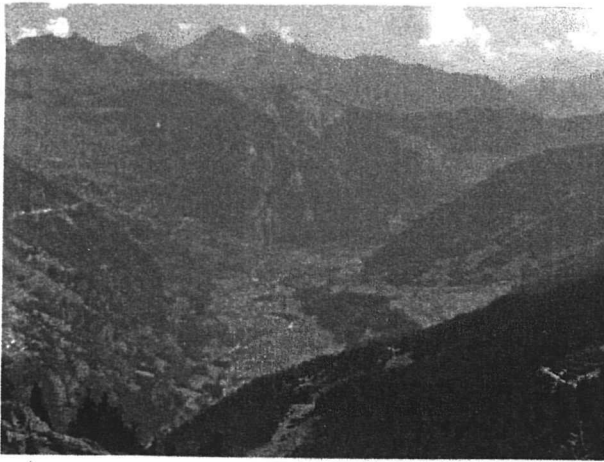
LOCALISATION DE LA PRODUCTION SUISSE DE PLANTES MEDICINALES



1. Valplantes (VS)
2. Waldhof (BE)
3. Coperme (GR)
4. Schwand (BE)
5. Hinterland (LU)
6. Entlebuch (LU)
7. Uri (UR)
8. Tessin (TI)
9. VBKB (BE)

EMBALLAGE DU THE FROID AUX HERBES





Vallée de Bagnes

6b



Travail mécanisé : 1) tracteur

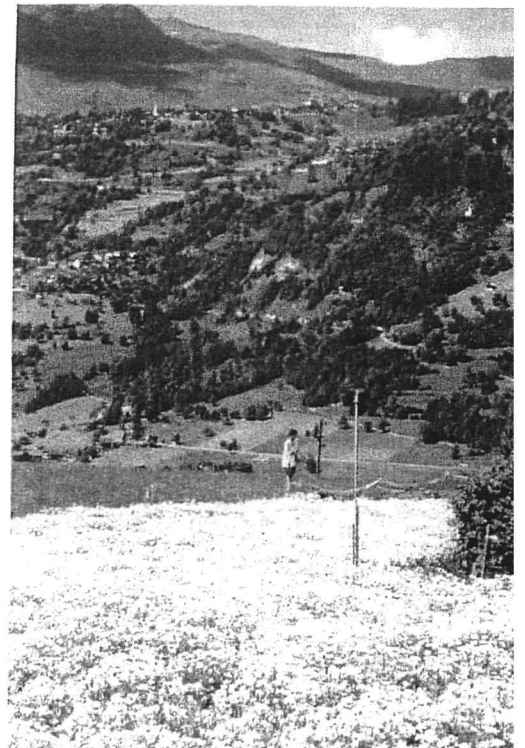


2) faucheuse



3) récolte manuelle

6c





CULTURE DE PLANTES DE MONTAGNE DU VALAIS

KRÄUTER AUS DEN WALLISER BERGEN